005682/EU XXIV.GP
Eingelangt am 28/01/09

COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

Bruxelles, le 12.12.2008
COM(2008) 853 final

ANNEXE

Annexes II à VIII

ANNEXE

ANNEXE II

LISTE DES PRODUITS AGRICOLES ET PRODUITS AGRICOLES TRANSFORMÉS RELEVANT DES CHAPITRES 25 À 97 DU SYSTÈME HARMONISÉ (SH), VISÉS AUX ARTICLES 11 ET 16

Code du SH 2905 43 (mannitol)

Code du SH 2905 44 (sorbitol)

Code du SH 2905 45 (glycérol)

Position du SH 3301 (huiles essentielles)

Code du SH 3302 10 (huiles odoriférantes)

Positions du SH 3501 à 3505 (matières albuminoïdes, produits à base d'amidons ou de fécules modifiés, colles)

Code du SH 3809 10 (agents d'apprêt ou de finissage)

Position du SH 3823 (acides gras industriels, huiles acides de raffinage, alcool gras industriels)

Code du SH 3824 60 (sorbitol, n.d.a.)

Positions du SH 4101 à 4103 (peaux)

Position du SH 4301 (pelleteries brutes)

Positions du SH 5001 à 5003 (soie grège et déchets de soie)

Positions du SH 5101 à 5103 (laine et poils d'animaux)

Positions du SH 5201 à 5203 (coton brut, déchets de coton et coton cardé ou peigné)

Position du SH 5301 (lin brut)

Position du SH 5302 (chanvre brut)

ANNEXE III

LISTE DES RÉSERVES DE LA COMMUNAUTÉ VISÉES À L'ARTICLE 43, PARAGRAPHE 1, POINT b)

Exploitation minière:

Dans certains États membres, une concession peut être exigée d'une société non contrôlée par la Communauté européenne.

Pêche:

L'accès aux ressources biologiques et aux fonds de pêche situés dans les eaux territoriales des États membres de la Communauté et leur exploitation sont limités aux bateaux de pêche battant pavillon d'un territoire de la Communauté, sauf dispositions contraires.

Acquisition de biens immobiliers:

Dans certains États membres, l'acquisition de biens immobiliers est soumise à restrictions.

Services audiovisuels, y compris radiophoniques:

Le traitement national en ce qui concerne la production et la distribution, y compris la diffusion et autres formes de transmission au public peut être réservé aux œuvres audiovisuelles réunissant certains critères d'origine.

Services de télécommunications, y compris les services mobiles et par satellite:

Services réservés.

Dans certains États membres, l'accès au marché en ce qui concerne les services et infrastructures complémentaires est restreint.

Agriculture:

Dans certains États membres, le traitement national n'est pas applicable aux sociétés non contrôlées par la Communauté européenne qui souhaitent entreprendre des activités agricoles. L'acquisition de vignobles par des sociétés non contrôlées par la Communauté européenne est soumise à notification ou, si nécessaire, à autorisation.

Services de presse:

Dans certains États membres, des restrictions existent en ce qui concerne la participation étrangère dans des sociétés d'édition et de radiodiffusion.

ANNEXE IV

RÉSERVES SYRIENNES EN CE QUI CONCERNE LE TRAITEMENT NATIONAL ET LE TRAITEMENT ACCORDÉ AUX PAYS TIERS, VISÉES À L'ARTICLE 43, PARAGRAPHE 2, POINT a)

Dans le but d'améliorer les conditions du traitement national dans tous les secteurs, la liste des réserves figurant ci-après est soumise à réexamen dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'accord.

A Dans le cadre de la législation syrienne en vigueur à la signature de l'accord, les activités suivantes sous soumises au monopole public:

Industrie manufacturière	Les investissements étrangers dans l'industrie manufacturière sont autorisés conformément à la loi n° 103/1953, la loi n° 10/1991 et la loi commerciale n° 149/1949, sauf dans les secteurs relevant du monopole public (énumérés ci-après): • Filatures de coton non associées à l'industrie textile • Fabrication de tapis en laine • Industrie du tabac • Fabrication de télérécepteurs • Industrie de la bière • Captage d'eau et industrie d'embouteillage
Services de gros	• Produits du pétrole et du gaz à l'exception des lubrifiants • Tabac • Blé • Coton • Betteraves à sucre • Produits du pétrole et du gaz
Électricité	Production et distribution d'électricité
Eau	Propriété et exploitation des réseaux d'alimentation en eau potable et des systèmes d'assainissement des eaux usées
Services de télécommunications	Propriété et exploitation:

	• réseau de services de téléphonie vocale fixe • réseau de services de transmission de données sur ligne fixe • passerelles internationales • réseau de transmission national • réseaux dorsaux entre villes Au plus tard un an après la signature de l'accord, la Syrie proposera un calendrier d'ouverture à la concurrence des activités liées à la participation syrienne et à l'exploitation du réseau de services de téléphonie vocale fixe, du réseau de services de transmission de données sur ligne fixe, du réseau de transmission et des services mobiles, qui sera soumis à l'approbation de la CE. Ce calendrier ne s'étendra pas au-delà de six ans après l'entrée en vigueur de l'accord.
Services financiers	Services d'assurance Marché boursier
Transport	Transport ferroviaire et services associés

B- Réserves visées à l'article 43, paragraphe 2, point a), en ce qui concerne les activités autres que celles soumises au monopole public:

Immobilier	Acquisition de biens fonciers et immobiliers: La propriété de biens par des ressortissants non syriens est restreinte et soumise à autorisation. La propriété à des fins d'investissement est régie par la législation en vigueur en matière d'investissement et requiert l'approbation des pouvoirs publics, qui peut être obtenue facilement sur la base des exigences effectivement requises par les projets d'investissement.
Pétrole, gaz et ressources minérales	Pétrole et gaz: a) Activités de prospection: secteur ouvert sous réserve d'accords de partage de la production avec le gouvernement syrien. b) Transport: secteur ouvert sur la base d'un accord CET (construction-exploitation-transfert) ou d'une entreprise commune avec le gouvernement syrien. c) Raffinage: secteur ouvert sur la base d'un accord CET ou d'une entreprise commune avec le gouvernement syrien.

	d) Vente au détail des produits dérivés du pétrole et du gaz: services ouverts sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 % Ressources minérales: secteur ouvert sous réserve d'investissements communs avec le gouvernement syrien
Distribution	Services de vente en gros et au détail de biens (à l'exception des biens énumérés au point A soumis au monopole public): secteur ouvert sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 %.
Services de transport	a) Transport routier: • secteur ouvert uniquement aux filiales conformément à la loi n° 10/1991 • l'entretien des routes est un secteur fermé Un traitement préférentiel est accordé par la Syrie aux pays limitrophes pour le transport routier, ses services et les péages. b) Services de maintenance au sol dans les aéroports: secteur ouvert sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 %. c) Stockage et entreposage: secteur ouvert sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 %.
Télécommunications	a) Les services de télécommunications suivants sont ouverts sur la base de brevets, de partenariats et d'entreprises communes avec le(s) partenaire(s) syrien(s): • données sans fil, systèmes de télé-appel, services à valeur ajoutée, fournisseurs de services Internet • lignes mobiles et service de réseau: deux licences accordées jusqu'en 2008, l'octroi d'une licence à un troisième opérateur étant ensuite possible. La part des partenaires syriens dans les capitaux d'investissement ne sera pas inférieure à 25 % de même que le nombre de représentants syriens dans le conseil d'administration. b) Les licences dans les secteurs et sous-secteurs des télécommunications ne peuvent être accordées qu'aux sociétés enregistrées en Syrie. Les licences pour la fourniture de services

	de télécommunications doivent être délivrées par l'autorité de réglementation des télécommunications. Les licences sont octroyées selon une procédure transparente non discriminatoire. c) Des taux préférentiels sont accordés pour la terminaison des appels internationaux en Syrie en provenance de Turquie, du Liban, de Jordanie, d'Irak, d'Iran, de Palestine, d'Arabie saoudite, du Koweït, du Yémen, d'Oman, des Émirats arabes unis, du Qatar, de Bahreïn, d'Égypte, du Soudan, de Somalie, de Djibouti, de Libye, de Tunisie, d'Algérie, du Maroc, de Mauritanie, des Comores. Ce système s'applique jusqu'à l'ouverture à la concurrence des services internationaux en Syrie.
Construction	services ouverts sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 %
Services relatifs au tourisme et aux voyages	Service de guide touristique: Conditions de nationalité Services d'agences de voyages et de tours-opérateurs: pour les personnes physiques: services restreints aux ressortissants syriens pour les personnes morales: services ouverts aux filiales dont la direction doit être assurée par un ressortissant syrien
Services financiers	a) Banques: secteur ouvert sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 51 % (loi n° 28/2001, loi n° 23/2002) b) Service des cartes de crédit: service ouvert au partenariat avec les banques syriennes Tous les services financiers sont soumis à licences par les pouvoirs publics. Les licences sont octroyées selon une procédure transparente non discriminatoire.
Services d'information	Journaux, magazines, services et agences de presse, distribution de publications: Conditions de nationalité

Publicité	Publicité: Conditions de nationalité
Services médicaux, de santé et de sécurité sociale	Soumis à licences par les autorités syriennes compétentes après examen des besoins économiques. Le directeur de ces établissements doit être de nationalité syrienne
Services d'enseignement	Services d'enseignement primaire et secondaire Services d'enseignement supérieur Services soumis à licences par les autorités syriennes compétentes après examen des besoins économiques Le titulaire de la licence et le directeur légalement responsable de ces établissements doivent posséder la nationalité syrienne ou d'un autre État arabe
Services des professions libérales	a) Médecins, dentistes, sages-femmes, vétérinaires, infirmiers/infirmières, physiothérapeutes et professions paramédicales Pharmaciens: Conditions de nationalité b) Vérification comptable, comptabilité: services ouverts sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 %
Services aux entreprises	a) Études de marché, conseil en gestion, conditionnement, impression: services ouverts sous réserve d'une participation syrienne d'au moins 25 % b) Services immobiliers: Conditions de nationalité c) Agences de recrutement: Conditions de nationalité

C- Exclusions

Services audiovisuels	Exclus du champ d'application de l'article 43, paragraphe 2

ANNEXE V

MÉCANISME DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

Chapitre I - Dispositions générales

1– Objectifs

1.1 Pour éliminer les actes anticoncurrentiels visés à l'article 64, paragraphe 1, points a) et b) du présent accord, les parties appliquent la législation appropriée, de manière à éviter tout effet nuisible sur le commerce et le développement économique, ainsi que l'incidence négative que de tels actes peuvent avoir sur les intérêts importants de l'autre partie.

1.2 Les compétences des autorités de la concurrence des parties pour régler ces cas découlent des règles existantes de leurs droits de la concurrence respectifs, y compris lorsque ces règles sont appliquées à des entreprises situées en dehors de leurs territoires respectifs.

1.3 Le but des dispositions de la présente annexe est de promouvoir la coopération et la coordination entre les parties dans l'application de leur droit de la concurrence afin d'éviter que des restrictions de concurrence empêchent ou annulent les effets bénéfiques qui devraient résulter de la libération progressive des échanges entre la Communauté et la Syrie.

2- Définitions

Au sens de la présente annexe, on entend par:

a) «droit de la concurrence»:

(i) pour la Communauté, les articles 81 et 82 du traité instituant la Communauté européenne, le règlement (CEE) n° 4064/89 du Conseil relatif au contrôle des opérations de concentration entre entreprises, et leurs règlements d'application,

(ii) pour la Syrie, le droit de la concurrence n° [à compléter] et toute la réglementation adoptée conformément à ce droit,

iii) toute modification dont la législation susvisée peut faire l'objet;

b) «autorité de la concurrence»:

(i) pour la Communauté, la Commission des Communautés européennes, et

(ii) pour la Syrie, l'autorité compétente en matière de concurrence; [à compléter]

c) «mesure d'application», toute mesure de mise en application de la législation en matière de concurrence par voie d'enquête ou de procédure menée par l'autorité de la concurrence d'une partie et pouvant aboutir à des sanctions ou à des mesures correctives;

d) «acte anticoncurrentiel» et «comportement et pratique restrictifs de la concurrence», tout comportement ou opération qui n'est pas autorisé en vertu du droit de la concurrence d'une partie et pouvant aboutir à des sanctions ou à des mesures correctives.

CHAPITRE II - COOPERATION ET COORDINATION

3- Notification

3.1 L'autorité de la concurrence de chaque partie notifie à l'autorité de la concurrence de l'autre partie toute mesure d'application qu'elle adopte si elle considère:

a) qu'elles présentent un intérêt pour les mesures d'application de l'autre partie;

b) qu'elles sont susceptibles d'affecter considérablement des intérêts importants de l'autre partie en matière de concurrence;

c) qu'elles se rapportent à des restrictions de concurrence susceptibles d'avoir des effets directs et substantiels sur le territoire de l'autre partie;

d) qu'elles concernent des actes anticoncurrentiels se produisant principalement sur le territoire de l'autre partie et

e) qu'elles subordonnent à certaines conditions ou interdisent une action sur le territoire de l'autre partie.

3.2. Dans la mesure du possible, et pour autant que cela ne soit pas contraire au droit de la concurrence des parties et ne compromette pas une enquête en cours, la notification a lieu pendant la phase initiale de la procédure, pour permettre à l'autorité de la concurrence qui reçoit la notification d'exprimer son point de vue. Les avis exprimés peuvent être pris en considération par l'autre autorité de la concurrence au moment où elle arrête sa décision.

3.3. Les notifications prévues au paragraphe 3.1 doivent être suffisamment détaillées pour permettre une évaluation au regard des intérêts de l'autre partie.

3.4. Les parties s'engagent à veiller à ce que les notifications soient effectuées dans les conditions précitées, compte tenu des ressources administratives dont elles disposent.

4 - Échange d'informations et confidentialité

4.1. Les parties échangent des informations de nature à faciliter la bonne application de leurs droits de la concurrence respectifs et à favoriser une meilleure connaissance mutuelle de leurs cadres juridiques respectifs.

4.2. L'échange d'informations est soumis aux normes de confidentialité en vigueur dans chaque partie. Les informations confidentielles dont la diffusion est expressément interdite ou qui, si elles étaient diffusées, pourraient porter préjudice aux parties, ne sont pas communiquées sans le consentement exprès de la source dont émanent ces informations. Chaque autorité de la concurrence préserve le secret de toute information qui lui est communiquée à titre confidentiel par l'autre autorité de la concurrence et s'oppose à toute demande de communication de ces informations présentée par un tiers sans l'autorisation de l'autorité qui a fourni les informations.

5 - Coordination des mesures d'application

5.1. L'autorité de la concurrence d'une partie peut notifier à l'autorité de la concurrence de l'autre partie sa volonté de coordonner des mesures d'application dans une affaire particulière. Cette coordination n'empêche pas les autorités de la concurrence de prendre des décisions autonomes.

5.2. Pour déterminer le degré de coordination, les autorités de la concurrence prennent en considération:

a) les résultats que la coordination pourrait donner;

b) la question de savoir si des informations supplémentaires pourraient ainsi être obtenues;

c) l'éventuelle réduction des coûts en résultant pour les autorités de la concurrence et/ou les agents économiques et

d) les délais applicables en vertu de leurs législations respectives.

6 - Consultations lorsque les intérêts importants d'une partie sont lésés sur le territoire de l'autre partie

6.1. Dans la mesure du possible et conformément à sa propre législation, chaque partie prend en considération les intérêts importants de l'autre partie lorsqu'elle met en œuvre des mesures d'application. Lorsque l'autorité de la concurrence d'une partie considère qu'une enquête ou une procédure menée par l'autorité de la concurrence de l'autre partie peut porter atteinte à des intérêts importants de cette partie, elle communique ses vues à ce sujet à l'autre autorité de la concurrence ou demande l'ouverture de consultations avec cette dernière. Sans préjudice de la poursuite d'une éventuelle action en application de son droit de la concurrence ni de sa pleine liberté de décider en dernier ressort, l'autorité de la concurrence ainsi sollicitée examine attentivement et avec bienveillance les avis exprimés par l'autorité de la concurrence requérante, et notamment toute suggestion quant aux autres moyens possibles de satisfaire aux besoins et aux objectifs de l'enquête ou de la procédure relative à la concurrence.

6.2. L'autorité de la concurrence d'une partie qui estime qu'une atteinte substantielle est portée aux intérêts de cette partie par les pratiques anticoncurrentielles, quelle qu'en soit l'origine, présentes ou passées, d'une ou de plusieurs entreprises établies dans l'autre partie peut demander la tenue de consultations avec l'autorité de la concurrence de cette dernière partie. Ces consultations s'effectuent sans préjudice d'une éventuelle action en application de son droit de la concurrence et de la pleine liberté de décision finale de l'autorité de la concurrence concernée. Une autorité de la concurrence ainsi consultée peut prendre les mesures correctives qu'elle estime appropriées et conformes à sa législation, sans préjudice de son pouvoir discrétionnaire en matière d'application.

7 - Coopération technique

7.1. Les parties peuvent se fournir l'assistance technique nécessaire pour mettre à profit leur expérience respective et pour renforcer l'application de leur droit et de leur politique en matière de concurrence.

7.2. La coopération peut porter sur les activités suivantes:

a) actions de formation destinées à permettre aux fonctionnaires d'acquérir une expérience pratique;

b) séminaires, en particulier à l'intention des fonctionnaires;

études portant sur les droits et les politiques de concurrence en vue d'en favoriser le développement.

8 - Mise en œuvre

Le suivi et l'évaluation de la coopération seront confiés à un sous-comité qui sera créé dans l'accord d'association par décision du conseil d'association. Dans l'attente de l'adoption d'une telle décision, cette mission incombera au comité d'association.

9 - Modification et mise à jour des règles

Le comité d'association peut modifier les règles après consultation des autorités de la concurrence.

ANNEXE VI

Propriété intellectuelle, industrielle et commerciale visée à l'article 72:

1. La Syrie garantit l'application adéquate et efficace des obligations découlant des conventions multilatérales suivantes:

1.1. la convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle (1883, modifiée en dernier lieu en 1979)

1.2. le traité de coopération en matière de brevets (Washington, 1970, modifié en 1984).

1.3. la convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques (Acte de Paris du 24 juillet 1971, telle que modifiée le 28 septembre 1979)

1.4. la convention de Rome pour la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (1961)

1.5. le protocole de l'accord de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (1989)

1.6. la convention instituant l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Stockholm, 1967)

2. Cinq ans après l'entrée en vigueur de l'article 72 et de l'annexe VI, si elle ne l'a pas encore fait, la Syrie adhère aux accords multilatéraux suivants:

2.1. le traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977, modifié en 1980)

2.2. l'arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels (1925, modifié en dernier lieu en 1999)

2.3. la convention internationale pour la protection des obtentions végétales - UPOV -(Acte de Genève, 1991). L'adhésion à cette convention peut être remplacée par l'application d'un système *sui generis*, adéquat et efficace, de protection des obtentions végétales.

3. Après sept ans d'application de l'article 72 et de l'annexe VI, la Syrie accède aux accords multilatéraux suivants:

3.1. le traité sur le droit des marques (Genève, 1994)

3.2. le traité de Singapour sur le droit des marques (2006)

3.3. le traité sur le droit des brevets (Genève, 2000)

3.4. le traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur le droit d'auteur (Genève, 1996)

3.5. le traité de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sur les interprétations et exécutions et les phonogrammes (Genève, 1996).

4. Le Conseil d'association peut décider que les paragraphes 2 et 3 de la présente annexe s'appliqueront à d'autres conventions multilatérales dans ce domaine.

ANNEXE VIII

MARCHÉS PUBLICS: RÈGLEMENT INTÉRIEUR, LISTE DES ENTITÉS ET AUTRES DOCUMENTS

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

1. Définitions

Aux fins de la présente annexe, on entend par:

a) «marché public», toute acquisition de marchandises, de services ou des deux à la fois, y compris de travaux effectués par des entités publiques des parties à des fins publiques, qui n'est pas destinée à faire l'objet d'une revente commerciale ou à être utilisée dans la production de marchandises ou l'offre de services en vue d'une vente commerciale, sauf disposition contraire; les acquisitions effectuées par des méthodes comme l'achat, le crédit-bail, la location ou la location-vente, avec ou sans option d'achat, en font également partie;

b) «entités», les entités publiques des parties telles que les administrations centrales, régionales ou locales, les municipalités, les entreprises publiques et toute autre entité qui passe des marchés conformément aux dispositions de la présente annexe;

c) «entreprise publique», toute entreprise sur laquelle les pouvoirs publics peuvent exercer directement ou indirectement une influence dominante du fait de leur droit de propriété, de leur participation financière ou des règles qui la régissent; l'influence dominante est présumée lorsque les pouvoirs publics, directement ou indirectement, à l'égard de l'entreprise:

(i) détiennent la majorité du capital souscrit de l'entreprise;

(ii) disposent de la majorité des voix attachées aux parts émises par l'entreprise ou

(iii) peuvent désigner plus de la moitié des membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance de l'entreprise;

d) «fournisseur des parties», toute personne morale ou physique ou tout organisme public ou groupe de personnes morales ou physiques d'une partie et/ou les organismes d'une partie qui peuvent fournir des marchandises ou des services ou exécuter des travaux; ce terme englobe aussi le fournisseur de biens, le fournisseur de services ou l'entrepreneur;

e) «personne morale», toute entité juridique dûment constituée ou autrement organisée conformément à la législation applicable, à des fins lucratives ou non, et détenue par le secteur privé ou le secteur public, y compris toute société, société de fiducie («trust»), société de personnes («partnership»), coentreprise, entreprise individuelle ou association;

f) «personne morale d'une partie», une personne morale constituée ou autrement organisée conformément à la législation de la Communauté, de ses États membres ou de la Syrie; si la personne morale n'a que son siège social ou son administration centrale sur le territoire de la Communauté ou de la Syrie, elle n'est pas considérée comme une

personne morale communautaire ou syrienne, sauf si elle est engagée dans des opérations commerciales importantes sur le territoire de la Communauté ou de la Syrie;

g) «personne physique», un ressortissant d'un des États membres ou de la Syrie conformément à leurs législations respectives;

h) «soumissionnaire», un fournisseur qui a présenté une offre;

i) «compensations», les conditions imposées ou envisagées par une entité avant ou pendant la passation d'un marché qui favorisent le développement local ou améliorent les comptes de balance des paiements de la partie dont elle relève, au moyen d'exigences relatives à la teneur locale, à l'octroi de licences en matière de technologie, à l'investissement, au commerce de compensation ou autres exigences semblables;

j) «par écrit», toute expression d'informations en mots, chiffres ou autres symboles, y compris à l'aide de moyens électroniques, susceptible d'être lue, reproduite et enregistrée;

k) «spécifications techniques», les caractéristiques des produits ou services qui vont faire l'objet d'un marché, telles que la qualité, les propriétés d'emploi, la sécurité et les dimensions, les symboles, la terminologie, l'emballage, le marquage et l'étiquetage, ou les procédés et méthodes de production, ainsi que les prescriptions relatives aux procédures d'évaluation de la conformité définies par les entités contractantes;

l) «privatisation», un processus par lequel le contrôle d'une entité par les pouvoirs publics est effectivement aboli et transféré au secteur privé;

m) «libéralisation», un processus dont le résultat se traduit par l'absence de droits exclusifs ou particuliers pour une entité, dont l'activité consiste exclusivement à fournir des marchandises ou des services sur des marchés soumis à un régime de concurrence réelle.

2. Interdiction des opérations de compensation et des préférences nationales

Dans la qualification et la sélection des fournisseurs, des biens ou des services, ou dans l'évaluation des soumissions et l'adjudication des marchés, chaque partie veille à ce que ses entités n'envisagent, ne demandent et n'imposent pas d'opérations de compensation ni de conditions relatives à des préférences nationales telles que des marges autorisant des préférences en termes de prix.

3. Règles d'évaluation

1. Les entités ne doivent pas scinder un marché public ni utiliser une autre méthode d'évaluation du marché public dans l'intention de se soustraire à l'application de la présente annexe lorsqu'elles déterminent si un marché public est couvert par les disciplines de la présente annexe.

2. En calculant la valeur d'un marché public, l'entité concernée doit prendre en considération toutes les formes de rémunération telles que les primes, rétributions, commissions et intérêts, ainsi que le montant total maximal autorisé, y compris les options, prévu par ce marché public.

3. Si la nature du marché public ne permet pas de calculer à l'avance sa valeur précise, l'entité concernée doit estimer cette valeur sur la base de critères objectifs.

4. Procédures d'attribution

1. Les entités procèdent à l'attribution non discriminatoire de leurs marchés publics, selon leurs procédures nationales, par procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective, conformément à la présente annexe.

2. Au sens de la présente annexe, on entend par:

a) «procédure d'appel d'offres ouverte», celle dans laquelle tous les fournisseurs intéressés peuvent soumissionner;

b) «procédure d'appel d'offres sélective», celle dans laquelle, conformément aux dispositions pertinentes de la présente annexe, seuls les fournisseurs satisfaisant aux critères de qualification fixés par les entités sont invités à soumissionner.

3. Dans les cas particuliers et dans le strict respect des conditions prévues par l'article 5, les entités peuvent avoir recours à une procédure autre qu'une procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective au sens du paragraphe 1 du présent article, auquel cas les entités peuvent décider de ne pas publier d'avis de projet de marché, consulter les fournisseurs à propos de leur décision et négocier les termes du marché avec un ou plusieurs d'entre eux.

4. Les entités traiteront les soumissions de manière confidentielle. En particulier, elles ne donneront pas d'information destinée à aider des participants déterminés à porter leurs soumissions au niveau de celles d'autres participants.

5. Autres procédures

1. Pour autant que la procédure d'appel d'offres ne soit pas utilisée pour éviter la concurrence maximale possible ou pour protéger des fournisseurs nationaux, les entités sont autorisées à attribuer des marchés par des moyens autres qu'une procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective, dans les circonstances suivantes et, le cas échéant, aux conditions suivantes:

a) lorsque aucune soumission ou demande de participation appropriée n'a été déposée en réponse à un appel d'offres antérieur, pour autant que les conditions de l'appel d'offres initial ne soient pas substantiellement modifiées;

b) lorsque, pour des raisons techniques ou artistiques ou pour des raisons tenant à la protection des droits d'exclusivité, l'exécution du marché ne peut être confiée qu'à un fournisseur déterminé et qu'aucune autre solution raisonnable n'existe;

c) lorsque, pour des raisons d'extrême urgence dues à des événements qui ne pouvaient être prévus par l'entité, les procédures ouvertes ou sélectives ne permettraient pas d'obtenir les produits ou services en temps voulu;

d) lorsqu'il s'agit de livraisons additionnelles de marchandises et de services effectuées par le fournisseur initial et qu'un changement de fournisseur obligerait l'entité à acquérir un équipement ou des services ne répondant pas à des conditions d'interchangeabilité avec un équipement, un logiciel ou un service déjà existant;

e) lorsqu'une entité passe un marché pour se procurer des prototypes ou un produit ou service nouveau mis au point à sa demande au cours de l'exécution d'un contrat particulier de recherche, d'expérimentation, d'étude ou de développement original, et pour les besoins de ce contrat;

f) lorsque des services additionnels, qui n'étaient pas inclus dans l'appel d'offres initial mais entraient dans les objectifs du cahier des charges original, sont devenus nécessaires, pour des raisons imprévisibles, pour achever la fourniture des services qui y sont décrits; toutefois, la valeur totale des marchés adjugés pour les services de construction additionnels ne pourra pas dépasser 50 pour cent du montant du marché principal;

g) lorsqu'il s'agit de nouveaux services consistant à répéter des services similaires et pour lesquels l'entité a indiqué dans l'avis relatif aux services initiaux que des procédures d'appel d'offres autres qu'ouvertes ou sélectives pourraient être utilisées dans l'attribution des marchés concernant ces nouveaux services;

h) lorsqu'il s'agit de marchés attribués au lauréat d'un concours, à condition que celui-ci ait été organisé conformément aux principes de la présente annexe; si plusieurs candidats ont été retenus, tous les lauréats du concours doivent être invités à participer aux négociations et

i) lorsqu'il s'agit de marchandises achetées à un prix établi sur un marché de produits de base et d'achats de marchandises effectués à des conditions exceptionnellement avantageuses qui ne se présentent qu'à très brève échéance, dans le cadre de l'écoulement inhabituel de produits et non lors d'achats courants effectués auprès de fournisseurs ordinaires.

2. Les parties doivent veiller à ce que les entités, lorsque les circonstances visées au paragraphe 1 les contraignent à avoir recours à une procédure autre que les procédures d'appel d'offres ouverte ou sélective, consignent dans des notes ou un compte rendu écrit les motifs particuliers justifiant l'attribution du marché en vertu du paragraphe précité.

6. Appel d'offres sélectif

Dans un appel d'offres sélectif, les entités peuvent, pour assurer le fonctionnement efficace de la procédure, limiter le nombre de fournisseurs qualifiés qu'elles invitent à soumissionner, à condition qu'elles sélectionnent le nombre maximal de fournisseurs nationaux et de fournisseurs de l'autre partie, et que leur sélection s'effectue de façon juste et non discriminatoire, sur la base des critères mentionnés dans l'avis de projet de marché ou dans le cahier des charges.

7. Qualification des fournisseurs

1. Les conditions de participation aux appels d'offres sont limitées à celles qui sont indispensables pour s'assurer que le fournisseur potentiel est apte à satisfaire aux conditions de l'appel d'offres et à exécuter le marché en question.

2. Dans la qualification des fournisseurs, les entités ne font pas de discrimination entre les fournisseurs nationaux et les fournisseurs de l'autre partie.

3. Une partie ne peut poser comme condition à la participation d'un fournisseur à un marché qu'il se soit vu précédemment attribuer un ou plusieurs marchés passés par une entité de cette partie ou qu'il ait une expérience professionnelle préalable sur le territoire de cette partie.

4. Les entités reconnaissent comme fournisseurs qualifiés tous les fournisseurs qui remplissent les conditions de participation prévues pour un projet de marché particulier. Elles fondent leurs décisions de qualification sur les seules conditions de participation qui ont été spécifiées à l'avance dans des avis ou des cahiers des charges.

5. Aucune disposition de la présente annexe n'empêche l'exclusion d'un fournisseur pour des motifs tels que la faillite, de fausses déclarations ou de condamnation pour une infraction grave telle que la participation à des organisations criminelles.

6. Les entités communiquent rapidement aux fournisseurs qui ont demandé à être qualifiés leur décision concernant leur qualification ou non-qualification.

8. Publication d'avis

1. Chaque partie doit faire en sorte que ses entités assurent efficacement la diffusion des possibilités d'attribution offertes par les procédures de marchés publics en communiquant aux fournisseurs de l'autre partie toutes les informations nécessaires pour y participer.

2. Pour chaque marché couvert par la présente annexe, les entités publient à l'avance un avis invitant les fournisseurs intéressés à soumissionner ou, s'il y a lieu, des appels à participation au marché concerné.

3. Chaque avis de projet de marché doit comporter au moins les informations suivantes:

a) nom, adresse, numéro de télécopieur, adresse électronique de l'entité et, si elle est différente, adresse à laquelle doivent être demandés les documents relatifs au marché public;

b) procédure d'appel d'offres choisie et forme du marché;

c) description du projet de marché et principales conditions à remplir;

d) conditions que les fournisseurs doivent remplir pour participer à l'appel d'offres;

e) délais de présentation des offres et, le cas échéant, autres délais;

f) principaux critères d'attribution du marché et

g) si possible, conditions de paiement et autres.

4. Les avis visés au présent article doivent être accessibles durant toute la période fixée pour soumissionner dans le cadre du marché concerné.

5. Les entités publient les avis en temps opportun par des moyens offrant l'accès non discriminatoire et le plus large possible aux fournisseurs intéressés des parties. Ces moyens doivent être d'accès gratuit et fournis par un point d'accès unique, aux conditions spécifiées à l'annexe 6.

9. Dossier d'appel d'offres

1. Le dossier d'appel d'offres remis aux fournisseurs contient tous les renseignements nécessaires pour qu'ils puissent présenter des soumissions valables.

2. Si les entités adjudicatrices n'offrent pas d'accès direct gratuit au dossier complet et autres documents annexes par des moyens électroniques, elles doivent mettre rapidement cette documentation à la disposition de tout fournisseur qui en fait la demande.

3. Les entités répondent rapidement à toute demande raisonnable de renseignements pertinents concernant le projet de marché, pour autant que ces renseignements ne donnent pas à ce fournisseur un avantage sur ses concurrents.

10. Spécifications techniques

1. Les spécifications techniques doivent être définies dans les avis, le dossier d'appel d'offres ou la documentation complémentaire.

2. Chaque partie fait en sorte que les spécifications techniques établies, adoptées ou appliquées par ses entités n'aient pas pour but ni pour effet de créer des obstacles inutiles au commerce entre les parties.

3. Les spécifications techniques prescrites par les entités sont, le cas échéant:

a) définies en fonction des propriétés d'emploi et de critères de fonctionnement du produit plutôt que de sa conception ou de ses caractéristiques descriptives et

b) fondées sur des normes internationales, dans les cas où il en existe, ou, à défaut, sur des règlements techniques nationaux, des normes nationales reconnues ou des codes du bâtiment.

4. En tout état de cause, les entités prennent en considération les offres qui ne sont pas conformes aux spécifications techniques, mais qui satisfont à leurs exigences fondamentales et correspondent au but visé.

La mention des spécifications techniques dans le dossier d'appel d'offres comporte l'expression «ou l'équivalent».

5. Il ne doit pas être exigé ou mentionné de marques de fabrique ou de commerce ou de noms commerciaux, de brevets, de modèles ou de types particuliers, ni d'origines ou de producteurs ou fournisseurs déterminés, à moins qu'il n'existe aucun autre moyen suffisamment précis ou intelligible de décrire les conditions du marché et pour autant que des termes tels que «ou l'équivalent» figurent dans le dossier d'appel d'offres.

6. Le soumissionnaire supporte la charge de la preuve pour démontrer que son offre satisfait aux conditions essentielles.

NB: aux fins de la présente annexe, un règlement technique est un document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou d'un service ou les procédés et méthodes de production se rapportant à ce produit ou service, y compris les dispositions administratives qui s'y appliquent, dont le respect est obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de

marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un service, un procédé ou une méthode de production donnés.

Aux fins de la présente annexe, une norme est un document approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des produits ou des services ou des procédés et des méthodes de production connexes, dont le respect n'est pas obligatoire. Il peut traiter en partie ou en totalité de terminologie, de symboles, de prescriptions en matière d'emballage, de marquage ou d'étiquetage, pour un produit, un service, un procédé ou une méthode de production donnés.

11. Remise, réception et ouverture des offres

1. Les offres et les demandes de participation aux procédures doivent être présentées par écrit.

2. Les entités reçoivent et ouvrent les offres des soumissionnaires selon des procédures et des conditions qui garantissent le respect des principes de transparence et de non-discrimination.

12. Passation des marchés

1. Pour être retenue en vue de l'attribution, une soumission doit être conforme, au moment de son ouverture, aux conditions essentielles spécifiées dans les avis ou dans le dossier d'appel d'offres, et avoir été déposée par un fournisseur remplissant les conditions de participation.

2. Les entités attribuent le marché au soumissionnaire dont l'offre est la plus basse ou celle qui a été reconnue comme étant la plus avantageuse selon les critères d'évaluation objectifs spécifiés dans les avis ou dans le dossier d'appel d'offres.

13. Informations sur l'attribution du marché

1. Chaque partie veille à ce que ses entités assurent la diffusion effective des résultats des procédures de marchés publics conformément à sa législation nationale.

2. Les entités informent rapidement les soumissionnaires des décisions arrêtées concernant l'attribution du marché, ainsi que des caractéristiques et des avantages comparatifs de l'offre retenue. Sur demande, les entités informent les soumissionnaires éliminés des motifs du rejet de leur soumission.

3. Les entités peuvent décider de ne pas communiquer certains renseignements concernant l'attribution du marché dans les cas où leur divulgation ferait obstacle à l'application des lois, serait contraire à l'intérêt public, porterait préjudice aux intérêts commerciaux légitimes des fournisseurs ou pourrait nuire à une concurrence loyale entre eux.

14. Réexamen et mise en œuvre

Les parties réexaminent la mise en œuvre de la présente annexe tous les deux ans, sauf disposition contraire convenue par les parties. Elles examinent toute question découlant de la mise en œuvre et prennent les mesures appropriées dans l'exercice de leurs fonctions. Elles formulent notamment des recommandations appropriées concernant la

coopération entre les parties et adoptent des décisions dans les cas prévus par la présente annexe.

15. Délais

1. Délai minimal général

Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, les entités accordent un délai minimal de 40 jours entre la date de publication de l'avis de marché et la date limite de dépôt des offres.

2. Délais en cas de recours à la procédure d'appel d'offres restreinte

Lorsqu'une entité exige des fournisseurs qu'ils satisfassent à des critères de qualification pour pouvoir participer à un appel d'offres, elle accorde un délai minimum de 25 jours entre la date de publication de l'avis de marché et la date limite de soumission des demandes de participation et de 40 jours entre la date d'émission de l'appel d'offres et la date limite de dépôt des offres.

3. Possibilités de raccourcissement des délais généraux

Dans les circonstances suivantes, les entités peuvent fixer pour la présentation des offres un délai plus court que ceux qui sont mentionnés aux paragraphes 1 et 2, pour autant que ce délai soit suffisant pour permettre aux fournisseurs de préparer et de présenter des offres valables et ne précède en aucun cas de moins de 10 jours la date limite de dépôt des offres:

a) si un avis de marché programmé a été publié entre 40 jours et 12 mois au maximum à l'avance;

b) s'il s'agit d'une deuxième publication ou d'une publication ultérieure concernant des marchés renouvelables;

c) lorsqu'une entité passe un marché pour se procurer des biens ou des services standards (biens ou services ayant les mêmes spécifications techniques que les biens ou services qui sont vendus ou proposés à la vente à des acheteurs non gouvernementaux à des fins non gouvernementales, et habituellement achetés par eux), elle ne pourra réduire les délais pour cette raison si elle exige que des fournisseurs potentiels soient qualifiés pour participer à l'appel d'offres avant de soumissionner;

d) lorsque l'urgence dûment établie par l'entité contractante rend inobservables les délais spécifiés aux paragraphes 1 et 2;

e) s'il s'agit de marchés passés par les entités énumérées à l'annexe 3, et que le délai mentionné au paragraphe 2 pour la soumission des offres est fixé par accord mutuel entre l'entité et les fournisseurs sélectionnés; en l'absence d'accord, l'entité peut fixer des délais qui sont suffisants pour permettre aux intéressés de présenter des offres valables;

f) si, conformément à l'article 7, une entité publie un avis de projet de marché dans l'un des médias électroniques énumérés à l'annexe 6 de la présente annexe, et que l'ensemble de la documentation relative à l'appel d'offres est disponible en version électronique depuis le début de la publication de l'avis.

16. Modification de la liste des entités

1. L'une ou l'autre partie peut modifier sa liste d'entités visées à l'article 67 du présent accord, à condition:

a) de notifier la modification à l'autre partie et

b) d'accorder à l'autre partie, dans les 30 jours suivant la date de la notification, l'apport d'ajustements compensatoires appropriés à sa liste d'entités afin de maintenir celle-ci à un niveau comparable à celui qui existait avant la modification.

2. Nonobstant le paragraphe 1, point b), aucun ajustement compensatoire n'est accordé à l'autre partie si la modification de la liste d'entités d'une partie dans le cadre de l'article 67 du présent accord concerne:

a) des rectifications purement formelles et des modifications mineures apportées aux annexes 1 à 5 ou

b) une ou plusieurs entités sur lesquelles l'État n'exerce effectivement plus de contrôle ou d'influence à la suite d'une privatisation ou de la libéralisation ou

c) l'élargissement de l'Union à de nouveaux États membres.

3. S'il y a lieu, le comité d'association peut, par voie de décision, modifier l'annexe concernée pour tenir compte de la modification notifiée par la partie en question.

LISTE DES ENTITÉS ET AUTRES DOCUMENTS

PARTIE I – ENTITÉS RESPONSABLES DES MARCHÉS PUBLICS DANS LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE

ANNEXE 1 - ENTITES OPERANT AU NIVEAU CENTRAL

Entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord

FOURNITURES /

Seuils: 130 000 DTS

SERVICES */ précisés à l'annexe 4*

Seuils: 130 000 DTS

TRAVAUX */ précisés à l'annexe 5*

Seuils: 5 000 000 DTS

LISTE DES ENTITES:

1.	**ENTITES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE**

1. LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE.

2. LA COMMISSION EUROPEENNE.

2.	**LES POUVOIRS ADJUDICATEURS DE L'ÉTAT SUIVANTS:**

Belgique

1. Services publics fédéraux (ministères):	1.Federale Overheidsdiensten (ministères):
SPF Chancellerie du Premier ministre;	FOD Kanselarij van de Eerste Minister;
SPF Personnel et organisation;	FOD Kanselarij Personeel en Organisatie;
SPF Budget et contrôle de la gestion;	FOD Budget en Beheerscontrole;
SPF Technologie de l'information et de la communication (Fedict);	FOD Informatie- en Communicatietechnologie (Fedict);
SPF Affaires étrangères, commerce extérieur et coopération au développement;	FOD Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking;
SPF Intérieur;	FOD Binnenlandse Zaken;
SPF Finances;	FOD Financiën;
SPF Mobilité et transports;	FOD Mobiliteit en Vervoer;
SPF Emploi, travail et concertation sociale;	FOD Werkgelegenheid, Arbeid en sociaal overleg
SPF Sécurité sociale et institutions publiques de sécurité sociale;	FOD Sociale Zekerheid en Openbare Instellingen van sociale Zekerheid
SPF Santé publique, sécurité de la chaîne alimentaire et environnement;	FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu;
SPF Justice;	FOD Justitie;
SPF Économie, PME, classes moyennes et énergie;	FOD Économie, KMO, Middenstand en Energie;
Ministère de la défense;	Ministerie van Landsverdediging;
Service public de programmation Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale;	Programmatorische Overheidsdienst Maatschappelijke Integratie, Armoedsbestrijding en sociale Économie;
Service public fédéral de programmation Développement durable;	Programmatorische federale Overheidsdienst Duurzame Ontwikkeling;
Service public fédéral de programmation Politique scientifique;	Programmatorische federale Overheidsdienst Wetenschapsbeleid;
2. Régie des bâtiments;	2. Regie der Gebouwen;
Office national de sécurité sociale;	Rijksdienst voor sociale Zekerheid;
Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants	Rijksinstituut voor de sociale Verzekeringen der Zelfstandigen;
Institut national d'assurance maladie-invalidité;	Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering;
Office national des pensions;	Rijksdienst voor Pensioenen;
Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;	Hulpkas voor Ziekte-en Invaliditeitsverzekering;
Fonds des maladies professionnelles;	Fonds voor Beroepsziekten;
Office national de l'emploi;	Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening

Bulgarie

- Администрация на Народното събрание
- Администрация на Президента
- Администрация на Министерския съвет
- Конституционен съд
- Българска народна банка
- Министерство на външните работи
- Министерство на вътрешните работи
- Министерство на държавната администрация и административната реформа
- Министерство на извънредните ситуации
- Министерство на земеделието и храните
- Министерство на здравеопазването
- Министерство на икономиката и енергетиката
- Министерство на културата
- Министерство на образованието и науката
- Министерство на околната среда и водите
- Министерство на отбраната
- Министерство на правосъдието
- Министерство на регионалното развитие и благоустройството
- Министерство на транспорта
- Министерство на труда и социалната политика
- Министерство на финансите

Organismes publics, commissions de l'État, organes exécutifs et autres autorités publiques établis en vertu de la loi ou par décret du Conseil des ministres, remplissant une fonction en rapport avec l'exercice du pouvoir exécutif:

- Агенция за ядрено регулиране
- Държавна комисия за енергийно и водно регулиране
- Държавна комисия по сигурността на информацията
- Комисия за защита на конкуренцията
- Комисия за защита на личните данни
- Комисия за защита от дискриминация
- Комисия за регулиране на съобщенията
- Комисия за финансов надзор
- Патентно ведомство на Република България
- Сметна палата на Република България
- Агенция за приватизация
- Агенция за следприватизационен контрол

- Български институт по метрология
- Държавна агенция «Архиви»
- Държавна агенция «Държавен резерв и военновременни запаси»
- Държавна агенция за бежанците
- Държавна агенция за българите в чужбина
- Държавна агенция за закрила на детето
- Държавна агенция за информационни технологии и съобщения
- Държавна агенция за метрологичен и технически надзор
- Държавна агенция за младежта и спорта
- Държавна агенция по горите
- Държавна агенция по туризма
- Държавна комисия по стоковите борси и тържища
- Институт по публична администрация и европейска интеграция
- Национален статистически институт
- Агенция «Митници»
- Агенция за държавна и финансова инспекция
- Агенция за държавни вземания
- Агенция за социално подпомагане
- Агенция за хората с увреждания
- Агенция по вписванията
- Агенция по геодезия, картография и кадастър
- Агенция по енергийна ефективност
- Агенция по заетостта
- Агенция по обществени поръчки
- Българска агенция за инвестиции
- Главна дирекция «Гражданска въздухоплавателна администрация»
- Държавна комисия по хазарта
- Изпълнителна агенция «Автомобилна администрация»
- Изпълнителна агенция «Борба с градушките»
- Изпълнителна агенция «Българска служба за акредитация»
- Изпълнителна агенция «Главна инспекция по труда»
- Изпълнителна агенция «Железопътна администрация»
- Изпълнителна агенция «Морска администрация»
- Изпълнителна агенция «Национален филмов център»
- Изпълнителна агенция «Пристанищна администрация»
- Изпълнителна агенция «Проучване и поддържане на река Дунав»

- Изпълнителна агенция «Социални дейности на Министерството на отбраната»
- Изпълнителна агенция за икономически анализи и прогнози
- Изпълнителна агенция за насърчаване на малките и средни предприятия
- Изпълнителна агенция по лекарствата
- Изпълнителна агенция по лозата и виното
- Изпълнителна агенция по околна среда
- Изпълнителна агенция по почвените ресурси
- Изпълнителна агенция по рибарство и аквакултури
- Изпълнителна агенция по селекция и репродукция в животновъдството
- Изпълнителна агенция по сортоизпитване, апробация и семеконтрол
- Изпълнителна агенция по трансплантация
- Изпълнителна агенция по хидромелиорации
- Комисията за защита на потребителите
- Контролно-техническата инспекция
- Национална агенция за приходите
- Национална ветеринарномедицинска служба
- Национална служба за растителна защита
- Национална служба по зърното и фуражите
- Фонд «Републиканска пътна инфраструктура»

République tchèque

- Ministerstvo dopravy
- Ministerstvo financí
- Ministerstvo kultury
- Ministerstvo obrany
- Ministerstvo pro místní rozvoj
- Ministerstvo práce a sociálních věcí
- Ministerstvo průmyslu a obchodu
- Ministerstvo spravedlnosti
- Ministerstvo školství, mládeže a tělovýchovy
- Ministerstvo vnitra
- Ministerstvo zahraničních věcí
- Ministerstvo zdravotnictví
- Ministerstvo zemědělství
- Ministerstvo životního prostředí
- Poslanecká sněmovna PČR
- Senát PČR
- Kancelář prezidenta
- Český statistický úřad
- Český úřad zeměměřičský a katastrální
- Úřad průmyslového vlastnictví
- Úřad pro ochranu osobních údajů
- Bezpečnostní informační služba
- Národní bezpečnostní úřad
- Česká akademie věd
- Vězeňská služba
- Český báňský úřad
- Úřad pro ochranu hospodářské soutěže
- Správa státních hmotných rezerv
- Státní úřad pro jadernou bezpečnost
- Česká národní banka
- Energetický regulační úřad
- Úřad vlády České republiky
- Ústavní soud
- Nejvyšší soud
- Nejvyšší správní soud

- Nejvyšší státní zastupitelství
- Nejvyšší kontrolní úřad
- Kancelář Veřejného ochránce práv
- Grantová agentura České republiky
- Státní úřad inspekce práce
- Český telekomunikační úřad

Danemark

– Folketinget

Rigsrevisionen

– Statsministeriet

– Udenrigsministeriet

– Beskæftigelsesministeriet

5 styrelser og institutioner (5 agences et institutions)

– Domstolsstyrelsen

– Finansministeriet

5 styrelser og institutioner (5 agences et institutions)

– Forsvarsministeriet

5 styrelser og institutioner (5 agences et institutions)

– Ministeriet for Sundhed og Forebyggelse

Adskillige styrelser og institutioner, herunder Statens Serum Institut (plusieurs agences et institutions, dont le Statens Serum Institut)

– Justitsministeriet

Rigspolitichefen, anklagemyndigheden samt 1 direktorat og et antal styrelser (chef de la police nationale, procureur, 1 direction générale et un certain nombre de départements)

– Kirkeministeriet

10 stiftsøvrigheder (10 autorités diocésaines)

– Kulturministeriet — Ministère de la Culture

4 styrelser samt et antal statsinstitutioner (4 départements et un certain nombre d'institutions)

– Miljøministeriet

5 styrelser (5 départements)

– Ministeriet for Flygtninge, Invandrere og Integration

1 styrelse (1 département)

– Ministeriet for Fødevarer, Landbrug og Fiskeri

4 direktoraterog institutioner (4 directions générales et institutions)

– Ministeriet for Videnskab, Teknologi og Udvikling

Adskillige styrelser og institutioner, Forskningscenter Risø og Statens uddannelsesbygninger (plusieurs départements et institutions, parmi lesquels le Laboratoire national Risoe et les établissements nationaux de recherche et de formation)

– Skatteministeriet

1 styrelser og institutioner (1 département et plusieurs institutions)

– Velfærdsministeriet

3 styrelser og institutioner (3 départements et plusieurs institutions)

– Transportministeriet

7 styrelser og institutioner, herunder Øresundsbrokonsortiet (7 départements et institutions, parmi lesquels le Øresundsbrokonsortiet)

– Undervisningsministeriet

3 styrelser, 4 undervisningsinstitutioner og 5 andre institutioner (3 départements, 4 établissements d'enseignement, 5 autres institutions)

– Økonomi- og Erhvervsministeriet

Adskilligestyrelser og institutioner (plusieurs départements et institutions)

– Klima- og Energiministeriet

3 styrelser og institutioner (3 départements et institutions)

Allemagne

- Auswärtiges Amt
- Bundeskanzleramt
- Bundesministerium für Arbeit und Soziales
- Bundesministerium für Bildung und Forschung
- Bundesministerium für Ernährung, Landwirtschaft und Verbraucherschutz
- Bundesministerium der Finanzen
- Bundesministerium des Innern (biens civils uniquement)
- Bundesministerium für Gesundheit
- Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend
- Bundesministerium der Justiz
- Bundesministerium für Verkehr, Bau und Stadtentwicklung
- Bundesministerium für Wirtschaft und Technologie
- Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
- Bundesministerium der Verteidigung (biens non militaires)
- Bundesministerium für Umwelt, Naturschutz und Reaktorsicherheit

Estonie

- Vabariigi Presidendi Kantselei;
- Eesti Vabariigi Riigikogu;
- Eesti Vabariigi Riigikohus;
- Riigikontroll;
- Õiguskantsler;
- Riigikantselei;
- Rahvusarhiiv;
- Haridus- ja Teadusministeerium;
- Justiitsministeerium;
- Kaitseministeerium;
- Keskkonnaministeerium;
- Kultuuriministeerium;
- Majandus- ja Kommunikatsiooniministeerium;
- Põllumajandusministeerium;
- Rahandusministeerium;
- Siseministeerium;
- Sotsiaalministeerium;
- Välisministeerium;
- Keeleinspektsioon;
- Riigiprokuratuur;
- Teabeamet;
- Maa-amet;
- Keskkonnainspektsioon;
- Metsakaitse- ja Metsauuenduskeskus;
- Muinsuskaitseamet;
- Patendiamet;
- Tarbijakaitseamet;
- Riigihangete Amet;
- Taimetoodangu Inspektsioon;
- Põllumajanduse Registrite ja Informatsiooni Amet;
- Veterinaar- ja Toiduamet
- Konkurentsiamet;
- Maksu –ja Tolliamet;
- Statistikaamet;
- Kaitsepolitseiamet;

- Kodakondsus- ja Migratsiooniamet;
- Piirivalveamet;
- Politseiamet;
- Eesti Kohtuekspertiisi Instituut;
- Keskkriminaalpolitsei;
- Päästeamet;
- Andmekaitse Inspektsioon;
- Ravimiamet;
- Sotsiaalkindlustusamet;
- Tööturuamet;
- Tervishoiuamet;
- Tervisekaitseinspektsioon;
- Tööinspektsioon;
- Lennuamet;
- Maanteeamet;
- Veeteede Amet;
- Julgestuspolitsei;
- Kaitseressursside Amet;
- Kaitseväe Logistikakeskus;
- Tehnilise Järelevalve Amet.

– **Irlande**
– President's Establishment
– Houses of the Oireachtas – [Parlement]
– Department of the Taoiseach – [Premier ministre]
– Central Statistics Office
– Department of Finance
– Office of the Comptroller and Auditor General
– Office of the Revenue Commissioners
– Office of Public Works
– State Laboratory
– Office of the Attorney General
– Office of the Director of Public Prosecutions
– Valuation Office
– Office of the Commission for Public Service Appointments
– Office of the Ombudsman
– Chief State Solicitor's Office
– Department of Justice, Equality and Law Reform
– Courts Service
– Prisons Service
– Office of the Commissioners of Charitable Donations and Bequests
– Department of the Environment, Heritage and Local Government
– Department of Education and Science
– Department of Communications, Energy and Natural Resources
– Department of Agriculture, Fisheries and Food
– Department of Transport
– Department of Health and Children
– Department of Enterprise, Trade and Employment
– Department of Arts, Sports and Tourism
– Department of Defence
– Department of Foreign Affairs
– Department of Social and Family Affairs
– Department of Community, Rural and Gaeltacht – [régions de langue gaélique] Affairs
– Arts Council
– National Gallery.
–

– **Grèce**

- Υπουργείο Εσωτερικών;
- Υπουργείο Εξωτερικών;
- Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών;
- Υπουργείο Ανάπτυξης;
- Υπουργείο Δικαιοσύνης;
- Υπουργείο Εθνικής Παιδείας και Θρησκευμάτων;
- Υπουργείο Πολιτισμού;
- Υπουργείο Υγείας και Κοινωνικής Αλληλεγγύης;
- Υπουργείο Περιβάλλοντος, Χωροταξίας και Δημοσίων Έργων;
- Υπουργείο Απασχόλησης και Κοινωνικής Προστασίας;
- Υπουργείο Μεταφορών και Επικοινωνιών;
- Υπουργείο Αγροτικής Ανάπτυξης και Τροφίμων;
- Υπουργείο Εμπορικής Ναυτιλίας, Αιγαίου και Νησιωτικής Πολιτικής;
- Υπουργείο Μακεδονίας- Θράκης;
- Γενική Γραμματεία Επικοινωνίας;
- Γενική Γραμματεία Ενημέρωσης;
- Γενική Γραμματεία Νέας Γενιάς;
- Γενική Γραμματεία Ισότητας;
- Γενική Γραμματεία Κοινωνικών Ασφαλίσεων;
- Γενική Γραμματεία Απόδημου Ελληνισμού;
- Γενική Γραμματεία Βιομηχανίας;
- Γενική Γραμματεία Έρευνας και Τεχνολογίας;
- Γενική Γραμματεία Αθλητισμού;
- Γενική Γραμματεία Δημοσίων Έργων;
- Γενική Γραμματεία Εθνικής Στατιστικής Υπηρεσίας Ελλάδος;
- Εθνικό Συμβούλιο Κοινωνικής Φροντίδας;
- Οργανισμός Εργατικής Κατοικίας;
- Εθνικό Τυπογραφείο;
- Γενικό Χημείο του Κράτους;
- Ταμείο Εθνικής Οδοποιίας;
- Εθνικό Καποδιστριακό Πανεπιστήμιο Αθηνών;
- Αριστοτέλειο Πανεπιστήμιο Θεσσαλονίκης;
- Δημοκρίτειο Πανεπιστήμιο Θράκης;
- Πανεπιστήμιο Αιγαίου;
- Πανεπιστήμιο Ιωαννίνων;
- Πανεπιστήμιο Πατρών;

- Πανεπιστήμιο Μακεδονίας;
- Πολυτεχνείο Κρήτης;
- Σιβιτανίδειος Δημόσια Σχολή Τεχνών και Επαγγελμάτων;
- Αιγινήτειο Νοσοκομείο;
- Αρεταίειο Νοσοκομείο;
- Εθνικό Κέντρο Δημόσιας Διοίκησης;
- Οργανισμός Διαχείρισης Δημοσίου Υλικού;
- Οργανισμός Γεωργικών Ασφαλίσεων;
- Οργανισμός Σχολικών Κτιρίων;
- Γενικό Επιτελείο Στρατού;
- Γενικό Επιτελείο Ναυτικού;
- Γενικό Επιτελείο Αεροπορίας;
- Ελληνική Επιτροπή Ατομικής Ενέργειας;
- Γενική Γραμματεία Εκπαίδευσης Ενηλίκων;
- Υπουργείο Εθνικής Άμυνας;
- Γενική Γραμματεία Εμπορίου.

Espagne

- Presidencia de Gobierno
- Ministerio de Asuntos Exteriores y de Cooperación
- Ministerio de Justicia
- Ministerio de Defensa
- Ministerio de Economía y Hacienda
- Ministerio del Interior
- Ministerio de Fomento
- Ministerio de Educación, Política Social y Deportes
- Ministerio de Industria, Turismo y Comercio
- Ministerio de Trabajo e Inmigración
- Ministerio de la Presidencia
- Ministerio de Administraciones Públicas
- Ministerio de Cultura
- Ministerio de Sanidad y Consumo
- Ministerio de Medio Ambiente y Medio Rural y Marino
- Ministerio de Vivienda
- Ministerio de Ciencia e Innovación
- Ministerio de Igualdad

France

(1) Ministères

- Services du Premier ministre
- Ministère chargé de la santé, de la jeunesse et des sports
- Ministère chargé de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales
- Ministère chargé de la justice
- Ministère chargé de la défense
- Ministère chargé des affaires étrangères et européennes
- Ministère chargé de l'éducation nationale
- Ministère chargé de l'économie, des finances et de l'emploi
- Secrétariat d'État aux transports
- Secrétariat d'État aux entreprises et au commerce extérieur
- Ministère chargé du travail, des relations sociales et de la solidarité
- Ministère chargé de la culture et de la communication
- Ministère chargé du budget, des comptes publics et de la fonction publique
- Ministère chargé de l'agriculture et de la pêche
- Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Ministère chargé de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables
- Secrétariat d'État à la fonction publique
- Ministère chargé du logement et de la ville
- Secrétariat d'État à la coopération et à la francophonie
- Secrétariat d'État à l'outre-mer
- Secrétariat d'État à la jeunesse, des sports et de la vie associative
- Secrétariat d'État aux anciens combattants
- Ministère chargé de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du co-développement
- Secrétariat d'État en charge de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques
- Secrétariat d'État aux affaires européennes,
- Secrétariat d'État aux affaires étrangères et aux droits de l'homme
- Secrétariat d'État à la consommation et au tourisme
- Secrétariat d'État à la politique de la ville
- Secrétariat d'État à la solidarité
- Secrétariat d'État en charge de l'industrie et de la consommation
- Secrétariat d'État en charge de l'emploi
- Secrétariat d'État en charge du commerce, de l'artisanat, des PME, du tourisme et des services
- Secrétariat d'État en charge de l'écologie

– Secrétariat d'État en charge du développement de la région-capitale
– Secrétariat d'État en charge de l'aménagement du territoire

(2) Institutions, autorités et juridictions indépendantes

– Autorité indépendante des marchés financiers

(3) Établissements publics nationaux

– Académie de France à Rome
– Académie de marine
– Académie des sciences d'outre-mer
– Académie des technologies
– Agence de biomédicine
– Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs
– Agences de l'eau
– Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations
– Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (ANACT)
– Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)
– Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances
– Agence nationale pour l'indemnisation des Français d'outre-mer (ANIFOM)
– Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA)
– Bibliothèque nationale de France
– Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg
– Caisse des dépôts et consignations
– Caisse nationale des autoroutes (CNA)
– Caisse nationale militaire de sécurité sociale (CNMSS)
– Caisse de garantie du logement **locatif** social
– Casa de Velasquez
– Centre d'enseignement zootechnique
– Centre d'études de l'emploi
– Centres de formation professionnelle et de promotion agricole
– Centre hospitalier des Quinze-Vingts
– Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques (Montpellier Sup Agro)
– Centre des liaisons européennes et internationales de sécurité sociale
– Centre des monuments nationaux
– Centre national d'art et de culture Georges Pompidou
– Centre national des arts plastiques
– Centre national de la cinématographie

- Centre national d’études et d’expérimentation du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF)
- Centre national du livre
- Centre national de documentation pédagogique
- Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS)
- Centre national professionnel de la propriété forestière
- Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S)
- Centres d'éducation populaire et de sport (CREPS)
- Centres régionaux des œuvres universitaires (CROUS)
- Collège de France
- Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres
- Conservatoire national des arts et métiers
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris
- Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon
- Conservatoire national supérieur d'art dramatique
- Ecole centrale de Lille
- Ecole centrale de Lyon
- École centrale des arts et manufactures
- École française d'archéologie d'Athènes
- École française d'Extrême-Orient
- École française de Rome
- École des hautes études en sciences sociales
- École nationale d'administration
- École nationale de l'aviation civile (ENAC)
- École nationale des Chartes
- École nationale d'équitation
- École nationale du génie de l’eau et de l’environnement de Strasbourg
- Écoles nationales d'ingénieurs
- Ecole nationale d’ingénieurs des industries des techniques agricoles et alimentaires de Nantes
- Écoles nationales d'ingénieurs des travaux agricoles
- École nationale de la magistrature
- Écoles nationales de la marine marchande
- École nationale de la santé publique (ENSP)
- École nationale de ski et d'alpinisme
- École nationale supérieure des arts décoratifs
- École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre

- École nationale supérieure des arts et industries textiles de Roubaix
- Écoles nationales supérieures d'arts et métiers
- École nationale supérieure des beaux-arts
- École nationale supérieure de céramique industrielle
- École nationale supérieure de l'électronique et de ses applications (ENSEA)
- Ecole nationale supérieure du paysage de Versailles
- École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothécaires
- Ecole nationale supérieure de la sécurité sociale
- Écoles nationales vétérinaires
- École nationale de voile
- Écoles normales supérieures
- École polytechnique
- École technique professionnelle agricole et forestière de Meymac (Corrèze)
- École de sylviculture de Crogny (Aube)
- École de viticulture et d'œnologie de la Tour- Blanche (Gironde)
- École de viticulture — Avize (Marne)
- Etablissement national d'enseignement agronomique de Dijon
- Établissement national des invalides de la marine (ENIM)
- Établissement national de bienfaisance Koenigswarter
- Fondation Carnegie
- Fondation Singer-Polignac
- Haras nationaux
- Hôpital national de Saint-Maurice
- Institut des hautes études pour la science et la technologie
- Institut français d'archéologie orientale du Caire
- Institut géographique national
- Institut national de l'origine et de la qualité
- Institut national des hautes études de sécurité
- Institut de veille sanitaire
- Institut national d'enseignement supérieur et de recherche agronomique et agroalimentaire de Rennes
- Institut national d'études démographiques (INED)
- Institut national d'horticulture
- Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire
- Institut national des jeunes aveugles — Paris
- Institut national des jeunes sourds — Bordeaux
- Institut national des jeunes sourds — Chambéry

- Institut national des jeunes sourds — Metz
- Institut national des jeunes sourds — Paris
- Institut national de physique nucléaire et de physique des particules (INPNPP)
- Institut national de la propriété industrielle
- Institut national de la recherche agronomique (INRA)
- Institut national de la recherche pédagogique (INRP)
- Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM)
- Institut national des sciences de l'Univers
- Institut national des sports et de l'éducation physique
- Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements inadaptés
- Instituts nationaux polytechniques
- Instituts nationaux des sciences appliquées
- Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA)
- Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS)
- Institut de recherche pour le développement
- Instituts régionaux d'administration
- Institut des sciences et des industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech)
- Institut supérieur de mécanique de Paris
- Instituts universitaires de formation des maîtres
- Musée de l'armée
- Musée Gustave-Moreau
- Musée national de la marine
- Musée national J.-J.-Henner
- Muséum national d'histoire naturelle
- Musée Auguste-Rodin
- Observatoire de Paris
- Office français de protection des réfugiés et apatrides
- Office national des anciens combattants et des victimes de guerre (ONAC)
- Office national de la chasse et de la faune sauvage
- Office national de l'eau et des milieux aquatiques
- Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP)
- Office universitaire et culturel français pour l'Algérie
- Ordre national de la Légion d'honneur
- Palais de la découverte
- Parcs nationaux
- Universités

(4) Autres organismes publics nationaux

- Union des groupements d'achats publics (UGAP)
- Agence nationale pour l'emploi (ANPE)
- Caisse nationale des allocations familiales (CNAF)
- Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (CNAMS)
- Caisse nationale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés (CNAVTS)

Italie

(1) Entités acheteuses

– Presidenza del Consiglio dei Ministri
– Ministero degli Affari Esteri
– Ministero dell'Interno
– Ministero della Giustizia e Uffici giudiziari (esclusi i giudici di pace)
– Ministero della Difesa
– Ministero dell'Economia e delle Finanze
– Ministero dello Sviluppo Economico
– Ministero delle Politiche Agricole, Alimentari e Forestali
– Ministero dell'Ambiente - Tutela del Territorio e del Mare
– Ministero delle Infrastrutture e dei Trasporti
– Ministero del Lavoro, della Salute e delle Politiche Sociali
– Ministero dell' Istruzione, Università e Ricerca
– Ministero per i Beni e le Attività culturali, comprensivo delle sue articolazioni periferiche

(2) Autres organismes publics nationaux:

– CONSIP (Concessionaria Servizi Informatici Pubblici)

Chypre

- Προεδρία και Προεδρικό Μέγαρο
    - Γραφείο Συντονιστή Εναρμόνισης
- Υπουργικό Συμβούλιο
- Βουλή των Αντιπροσώπων
- Δικαστική Υπηρεσία
- Νομική Υπηρεσία της Δημοκρατίας
- Ελεγκτική Υπηρεσία της Δημοκρατίας
- Επιτροπή Δημόσιας Υπηρεσίας
- Επιτροπή Εκπαιδευτικής Υπηρεσίας
- Γραφείο Επιτρόπου Διοικήσεως
- Επιτροπή Προστασίας Ανταγωνισμού
- Υπηρεσία Εσωτερικού Ελέγχου
- Γραφείο Προγραμματισμού
- Γενικό Λογιστήριο της Δημοκρατίας
- Γραφείο Επιτρόπου Προστασίας Δεδομένων Προσωπικού Χαρακτήρα
- Γραφείο Εφόρου Δημοσίων Ενισχύσεων
- Αναθεωρητική Αρχή Προσφορών
- Υπηρεσία Εποπτείας και Ανάπτυξης Συνεργατικών Εταιρειών
- Αναθεωρητική Αρχή Προσφύγων
- Υπουργείο Άμυνας
- Υπουργείο Γεωργίας, Φυσικών Πόρων και Περιβάλλοντος
    - Τμήμα Γεωργίας
    - Κτηνιατρικές Υπηρεσίες
    - Τμήμα Δασών
    - Τμήμα Αναπτύξεως Υδάτων
    - Τμήμα Γεωλογικής Επισκόπησης
    - Μετεωρολογική Υπηρεσία
    - Τμήμα Αναδασμού
    - Υπηρεσία Μεταλλείων
    - Ινστιτούτο Γεωργικών Ερευνών
    - Τμήμα Αλιείας και Θαλάσσιων Ερευνών
- Υπουργείο Δικαιοσύνης και Δημοσίας Τάξεως
    - Αστυνομία
    - Πυροσβεστική Υπηρεσία Κύπρου
    - Τμήμα Φυλακών

- Υπουργείο Εμπορίου, Βιομηχανίας και Τουρισμού
    - Τμήμα Εφόρου Εταιρειών και Επίσημου Παραλήπτη
- Υπουργείο Εργασίας και Κοινωνικών Ασφαλίσεων
    - Τμήμα Εργασίας
    - Τμήμα Κοινωνικών Ασφαλίσεων
    - Τμήμα Υπηρεσιών Κοινωνικής Ευημερίας
    - Κέντρο Παραγωγικότητας Κύπρου
    - Ανώτερο Ξενοδοχειακό Ινστιτούτο Κύπρου
    - Ανώτερο Τεχνολογικό Ινστιτούτο
    - Τμήμα Επιθεώρησης Εργασίας
    - Τμήμα Εργασιακών Σχέσεων
- Υπουργείο Εσωτερικών
    - Επαρχιακές Διοικήσεις
    - Τμήμα Πολεοδομίας και Οικήσεως
    - Τμήμα Αρχείου Πληθυσμού και Μεταναστεύσεως
    - Τμήμα Κτηματολογίου και Χωρομετρίας
    - Γραφείο Τύπου και Πληροφοριών
    - Πολιτική Άμυνα
    - Υπηρεσία Μέριμνας και Αποκαταστάσεων Εκτοπισθέντων
    - Υπηρεσία Ασύλου
- Υπουργείο Εξωτερικών
- Υπουργείο Οικονομικών
    - Τελωνεία
    - Τμήμα Εσωτερικών Προσόδων
    - Στατιστική Υπηρεσία
    - Τμήμα Κρατικών Αγορών και Προμηθειών
    - Τμήμα Δημόσιας Διοίκησης και Προσωπικού
    - Κυβερνητικό Τυπογραφείο
    - Τμήμα Υπηρεσιών Πληροφορικής
- Υπουργείο Παιδείας και Πολιτισμού
- Υπουργείο Συγκοινωνιών και Έργων
    - Τμήμα Δημοσίων Έργων
    - Τμήμα Αρχαιοτήτων
    - Τμήμα Πολιτικής Αεροπορίας
    - Τμήμα Εμπορικής Ναυτιλίας
    - Τμήμα Οδικών Μεταφορών

    - Τμήμα Ηλεκτρομηχανολογικών Υπηρεσιών
    - Τμήμα Ηλεκτρονικών Επικοινωνιών
- Υπουργείο Υγείας
    - Φαρμακευτικές Υπηρεσίες
    - Γενικό Χημείο
    - Ιατρικές Υπηρεσίες και Υπηρεσίες Δημόσιας Υγείας
    - Οδοντιατρικές Υπηρεσίες
    - Υπηρεσίες Ψυχικής Υγείας

Lettonie

(1) Ministères, secrétariats des ministres chargés de missions spéciales et les institutions qui en dépendent

- Aizsardzības ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Ārlietu ministrija un tas padotībā esošās iestādes
- Bērnu un ģimenes lietu ministrija un tās padotībā esošas iestādes
- Ekonomikas ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Finanšu ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Iekšlietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Izglītības un zinātnes ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Kultūras ministrija un tas padotībā esošās iestādes
- Labklājības ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Reģionālās attīstības un pašvaldības lietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Satiksmes ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Tieslietu ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Veselības ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Vides ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Zemkopības ministrija un tās padotībā esošās iestādes
- Īpašu uzdevumu ministra sekretariāti un to padotībā esošās iestādes
- Satversmes aizsardzības birojs

(2) Autres institutions publiques

- Augstākā tiesa
- Centrālā vēlēšanu komisija
- Finanšu un kapitāla tirgus komisija
- Latvijas Banka
- Prokuratūra un tās pārraudzībā esošās iestādes
- Saeimas kanceleja un tās padotībā esošās iestādes
- Satversmes tiesa
- Valsts kanceleja un tās padotībā esošās iestādes
- Valsts kontrole
- Valsts prezidenta kanceleja
- Tiesībsarga birojs
- Nacionālā radio un televīzijas padome
- Citas valsts iestādes, kuras nav ministriju padotībā (autres institutions publiques qui ne dépendent pas des ministères)

Lituanie

- Prezidentūros kanceliarija
- Seimo kanceliarija
- Institutions qui rendent compte au Seimas [Parlement]:
    - Lietuvos mokslo taryba;
    - Seimo kontrolierių įstaiga;
    - Valstybės kontrolė;
    - Specialiųjų tyrimų tarnyba;
    - Valstybės saugumo departamentas;
    - Konkurencijos taryba;
    - Lietuvos gyventojų genocido ir rezistencijos tyrimo centras;
    - Vertybinių popierių komisija;
    - Ryšių reguliavimo tarnyba;
    - Nacionalinė sveikatos taryba;
    - Etninės kultūros globos taryba;
    - Lygių galimybių kontrolieriaus tarnyba;
    - Valstybinė kultūros paveldo komisija;
    - Vaiko teisių apsaugos kontrolieriaus įstaiga;
    - Valstybinė kainų ir energetikos kontrolės komisija;
    - Valstybinė lietuvių kalbos komisija;
    - Vyriausioji rinkimų komisija;
    - Vyriausioji tarnybinės etikos komisija;
    - Žurnalistų etikos inspektoriaus tarnyba.
- Vyriausybės kanceliarija
- Institutions qui rendent compte au Vyriausybės [gouvernement]:
    - Ginklų fondas;
    - Informacinės visuomenės plėtros komitetas;
    - Kūno kultūros ir sporto departamentas;
    - Lietuvos archyvų departamentas;
    - Mokestinių ginčų komisija;
    - Statistikos departamentas;
    - Tautinių mažumų ir išeivijos departamentas;
    - Valstybinė tabako ir alkoholio kontrolės tarnyba;
    - Viešųjų pirkimų tarnyba;
    - Narkotikų kontrolės departamentas;
    - Valstybinė atominės energetikos saugos inspekcija;

    - Valstybinė duomenų apsaugos inspekcija;
    - Valstybinė lošimų priežiūros komisija;
    - Valstybinė maisto ir veterinarijos tarnyba;
    - Vyriausioji administracinių ginčų komisija;
    - Draudimo priežiūros komisija;
    - Lietuvos valstybinis mokslo ir studijų fondas;
    - Lietuvių grįžimo į Tėvynę informacijos centras
- Konstitucinis Teismas
- Lietuvos bankas
- Aplinkos ministerija
- Institutions qui dépendent de l'Aplinkos ministerija [ministère de l'environnement]:
    - Generalinė miškų urėdija;
    - Lietuvos geologijos tarnyba;
    - Lietuvos hidrometeorologijos tarnyba;
    - Lietuvos standartizacijos departamentas;
    - Nacionalinis akreditacijos biuras;
    - Valstybinė metrologijos tarnyba;
    - Valstybinė saugomų teritorijų tarnyba;
    - Valstybinė teritorijų planavimo ir statybos inspekcija.
- Finansų ministerija
- Institutions qui dépendent du Finansų ministerija [ministère des finances]:
    - Muitinės departamentas;
    - Valstybės dokumentų technologinės apsaugos tarnyba;
    - Valstybinė mokesčių inspekcija;
    - Finansų ministerijos mokymo centras.
- Krašto apsaugos ministerija
- Institutions qui dépendent du Krašto apsaugos ministerijos [ministère de la défense nationale]:
    - Antrasis operatyvinių tarnybų departamentas;
    - Centralizuota finansų ir turto tarnyba;
    - Karo prievolės administravimo tarnyba;
    - Krašto apsaugos archyvas;
    - Krizių valdymo centras;
    - Mobilizacijos departamentas;
    - Ryšių ir informacinių sistemų tarnyba;
    - Infrastruktūros plėtros departamentas;
    - Valstybinis pilietinio pasipriešinimo rengimo centras.

- Lietuvos kariuomenė
- Krašto apsaugos sistemos kariniai vienetai ir tarnybos
- Kultūros ministerija
- Institutions qui dépendent du Kultūros ministerijos [ministère de la culture]:
    - Kultūros paveldo departamentas;
    - Valstybinė kalbos inspekcija.
- Socialinės apsaugos ir darbo ministerija
- Institutions qui dépendent du Socialinės apsaugos ir darbo ministerijos [ministère de la sécurité sociale et du travail]:
    - Garantinio fondo administracija;
    - Valstybės vaiko teisių apsaugos ir įvaikinimo tarnyba;
    - Lietuvos darbo birža;
    - Lietuvos darbo rinkos mokymo tarnyba;
    - Trišalės tarybos sekretoriatas;
    - Socialinių paslaugų priežiūros departamentas;
    - Darbo inspekcija;
    - Valstybinio socialinio draudimo fondo valdyba;
    - Neįgalumo ir darbingumo nustatymo tarnyba;
    - Ginčų komisija;
    - Techninės pagalbos neįgaliesiems centras;
    - Neįgaliųjų reikalų departamentas.
- Susisiekimo ministerija
- Institutions qui dépendent du Susisiekimo ministerijos [ministère des transports et des communications]:
    - Lietuvos automobilių kelių direkcija;
    - Valstybinė geležinkelio inspekcija;
    - Valstybinė kelių transporto inspekcija;
    - Pasienio kontrolės punktų direkcija.
- Sveikatos apsaugos ministerija
- Institutions qui dépendent du Sveikatos apsaugos ministerijos [ministère de la santé]:
    - Valstybinė akreditavimo sveikatos priežiūros veiklai tarnyba;
    - Valstybinė ligonių kasa;
    - Valstybinė medicininio audito inspekcija;
    - Valstybinė vaistų kontrolės tarnyba;
    - Valstybinė teismo psichiatrijos ir narkologijos tarnyba;
    - Valstybinė visuomenės sveikatos priežiūros tarnyba;
    - Farmacijos departamentas;

    - Sveikatos apsaugos ministerijos Ekstremalių sveikatai situacijų centras;
    - Lietuvos bioetikos komitetas;
    - Radiacinės saugos centras.
- Švietimo ir mokslo ministerija
- Institutions qui dépendent du Švietimo ir mokslo ministerijos [ministère de l'enseignement et des sciences]:
    - Nacionalinis egzaminų centras;
    - Studijų kokybės vertinimo centras.
- Teisingumo ministerija
- Institutions qui dépendent du Teisingumo ministerijos [ministère de la justice]:
    - Kalėjimų departamentas;
    - Nacionalinė vartotojų teisių apsaugos taryba;
    - Europos teisės departamentas
- Ūkio ministerija
- Institutions qui dépendent de l'Ūkio ministerijos [ministère de l'économie]:
    - Įmonių bankroto valdymo departamentas;
    - Valstybinė energetikos inspekcija;
    - Valstybinė ne maisto produktų inspekcija;
    - Valstybinis turizmo departamentas
- Užsienio reikalų ministerija
- Diplomatinės atstovybės ir konsulinės įstaigos užsienyje bei atstovybės prie tarptautinių organizacijų
- Vidaus reikalų ministerija
- Institutions qui dépendent du Vidaus reikalų ministerijos [ministère de l'intérieur]:
    - Asmens dokumentų išrašymo centras;
    - Finansinių nusikaltimų tyrimo tarnyba;
    - Gyventojų registro tarnyba;
    - Policijos departamentas;
    - Priešgaisrinės apsaugos ir gelbėjimo departamentas;
    - Turto valdymo ir ūkio departamentas;
    - Vadovybės apsaugos departamentas;
    - Valstybės sienos apsaugos tarnyba;
    - Valstybės tarnybos departamentas;
    - Informatikos ir ryšių departamentas;
    - Migracijos departamentas;
    - Sveikatos priežiūros tarnyba;
    - Bendrasis pagalbos centras.

- Žemės ūkio ministerija
- Institutions qui dépendent du ˇemės ūkio ministerijos [ministère de l'agriculture]:
    - Nacionalinė mokėjimo agentūra;
    - Nacionalinė žemės tarnyba;
    - Valstybinė augalų apsaugos tarnyba;
    - Valstybinė gyvulių veislininkystės priežiūros tarnyba;
    - Valstybinė sėklų ir grūdų tarnyba;
    - Žuvininkystės departamentas
- Teismai [tribunaux]:
    - Lietuvos Aukščiausiasis Teismas;
    - Lietuvos apeliacinis teismas;
    - Lietuvos vyriausiasis administracinis teismas;
    - apygardų teismai;
    - apygardų administraciniai teismai;
    - apylinkių teismai;
    - Nacionalinė teismų administracija
- Generalinė prokuratūra
- Autres entités de l'administration centrale publique (institucijos [institutions], įstaigos [établissements], tarnybos [agences])
    - Aplinkos apsaugos agentūra;
    - Valstybinė aplinkos apsaugos inspekcija;
    - Aplinkos projektų valdymo agentūra;
    - Miško genetinių išteklių, sėklų ir sodmenų tarnyba;
    - Miško sanitarinės apsaugos tarnyba;
    - Valstybinė miškotvarkos tarnyba;
    - Nacionalinis visuomenės sveikatos tyrimų centras;
    - Lietuvos AIDS centras;
    - Nacionalinis organų transplantacijos biuras;
    - Valstybinis patologijos centras;
    - Valstybinis psichikos sveikatos centras;
    - Lietuvos sveikatos informacijos centras;
    - Slaugos darbuotojų tobulinimosi ir specializacijos centras;
    - Valstybinis aplinkos sveikatos centras;
    - Respublikinis mitybos centras;
    - Užkrečiamųjų ligų profilaktikos ir kontrolės centras;
    - Trakų visuomenės sveikatos priežiūros ir specialistų tobulinimosi centras;
    - Visuomenės sveikatos ugdymo centras;

- Muitinės kriminalinė tarnyba;
- Muitinės informacinių sistemų centras;
- Muitinės laboratorija;
- Muitinės mokymo centras;
- Valstybinis patentų biuras;
- Lietuvos teismo ekspertizės centras;
- Centrinė hipotekos įstaiga;
- Lietuvos metrologijos inspekcija;
- Civilinės aviacijos administracija;
- Lietuvos saugios laivybos administracija;
- Transporto investicijų direkcija;
- Valstybinė vidaus vandenų laivybos inspekcija;
- Pabėgėlių priėmimo centras

Luxembourg

- Ministère d'État
- Ministère des affaires étrangères et de l'immigration
- Ministère de l'agriculture, de la viticulture et du développement rural
- Ministère des classes moyennes, du tourisme et du logement
- Ministère de la culture, de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Ministère de l'économie et du commerce extérieur
- Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle
- Ministère de l'égalité des chances
- Ministère de l'environnement
- Ministère de la famille et de l'intégration
- Ministère des finances
- Ministère de la fonction publique et de la réforme administrative
- Ministère de l'intérieur et de l'aménagement du territoire
- Ministère de la justice
- Ministère de la santé
- Ministère de la sécurité sociale
- Ministère des transports
- Ministère du travail et de l'emploi
- Ministère des travaux publics

Hongrie

- Egészségügyi Minisztérium
- Földművelésügyi és Vidékfejlesztési Minisztérium
- Gazdasági és Közlekedési Minisztérium
- Honvédelmi Minisztérium
- Igazságügyi és Rendészeti Minisztérium
- Környezetvédelmi és Vízügyi Minisztérium
- Külügyminisztérium
- Miniszterelnöki Hivatal
- Oktatási és Kulturális Minisztérium
- Önkormányzati és Területfejlesztési Minisztérium
- Pénzügyminisztérium
- Szociális és Munkaügyi Minisztérium
- Központi Szolgáltatási Főigazgatóság

Malte

- Uffiċċju tal-Prim Ministru (Bureau du Premier ministre)
- Ministeru għall-Familja u Solidarjeta' Soċjali (Ministère de la famille et de la solidarité sociale)
- Ministeru ta' l-Edukazzjoni Zghazagh u Impjieg (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi)
- Ministeru tal-Finanzi (Ministère des finances)
- Ministeru tar-Riżorsi u l-Infrastruttura (Ministère des ressources et de l'infrastructure)
- Ministeru tat-Turiżmu u Kultura (Ministère du tourisme et de la culture)
- Ministeru tal-Ġustizzja u l-Intern (Ministère de la justice et de l'intérieur)
- Ministeru għall-Affarijiet Rurali u l-Ambjent (Ministère des affaires rurales et de l'environnement)
- Ministeru għal Għawdex (Ministère de Gozo)
- Ministeru tas-Saħħa, l-Anzjani u Kura fil-Kommunita' (Ministère de la santé, des personnes âgées et des soins de proximité)
- Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin (Ministère des affaires étrangères)
- Ministeru għall-Investimenti, Industrija u Teknologija ta' Informazzjoni (Ministère des investissements, de l'industrie et des technologies de l'information)
- Ministeru għall-Kompetittività u Komunikazzjoni (Ministère de la compétitivité et des communications)
- Ministeru għall-Iżvilupp Urban u Toroq (Ministère du développement urbain et du réseau routier)

Pays-Bas

- Ministerie van Algemene Zaken
  - Bestuursdepartement
  - Bureau van de Wetenschappelijke Raad voor het Regeringsbeleid
  - Rijksvoorlichtingsdienst
- Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties
  - Bestuursdepartement
  - Centrale Archiefselectiedienst (CAS)
  - Algemene Inlichtingen- en Veiligheidsdienst (AIVD)
  - Agentschap Basisadministratie Persoonsgegevens en Reisdocumenten (BPR)
  - Agentschap Korps Landelijke Politiediensten
- Ministerie van Buitenlandse Zaken
  - Directoraat-generaal Regiobeleid en Consulaire Zaken (DGRC)
  - Directoraat-generaal Politieke Zaken (DGPZ)
  - Directoraat-generaal Internationale Samenwerking (DGIS)
  - Directoraat-generaal Europese Samenwerking (DGES)
  - Centrum tot Bevordering van de Import uit Ontwikkelingslanden (CBI)
  - Centrale diensten ressorterend onder S/PlvS (services centraux relevant du Secrétaire général et du Secrétaire général adjoint)
  - Buitenlandse Posten (ieder afzonderlijk)
- Ministerie van Defensie (Ministère de la défense)
  - Bestuursdepartement
  - Commando Diensten Centra (CDC)
  - Defensie Telematica Organisatie (DTO)
  - Centrale directie van de Defensie Vastgoed Dienst
  - De afzonderlijke regionale directies van de Defensie Vastgoed Dienst
  - Defensie Materieel Organisatie (DMO)
  - Landelijk Bevoorradingsbedrijf van de Defensie Materieel Organisatie
  - Logistiek Centrum van de Defensie Materieel Organisatie
  - Marinebedrijf van de Defensie Materieel Organisatie
  - Defensie Pijpleiding Organisatie (DPO)
- Ministerie van Economische Zaken
  - Bestuursdepartement
  - Centraal Planbureau (CPB)
  - SenterNovem
  - Staatstoezicht op de Mijnen (SodM)
  - Nederlandse Mededingingsautoriteit (NMa)

  - Economische Voorlichtingsdienst (EVD)
  - Agentschap Telecom
  - Kenniscentrum Professioneel & Innovatief Aanbesteden, Netwerk voor Overheidsopdrachtgevers (PIANOo)
  - Regiebureau Inkoop Rijksoverheid
  - Octrooicentrum Nederland
  - Consumentenautoriteit
- Ministerie van Financiën
  - Bestuursdepartement
  - Belastingdienst Automatiseringscentrum
  - Belastingdienst
  - de afzonderlijke Directies der Rijksbelastingen (les différentes directions de l'administration des impôts)
  - Fiscale Inlichtingen- en Opsporingsdienst [incl. Economische Controle dienst (ECD)]
  - Belastingdienst Opleidingen
  - Dienst der Domeinen
- Ministerie van Justitie
  - Bestuursdepartement
  - Dienst Justitiële Inrichtingen
  - Raad voor de Kinderbescherming
  - Centraal Justitie Incasso Bureau
  - Openbaar Ministerie
  - Immigratie en Naturalisatiedienst
  - Nederlands Forensisch Instituut
  - Dienst Terugkeer & Vertrek
- Ministerie van Landbouw, Natuur en Voedselkwaliteit
  - Bestuursdepartement
  - Dienst Regelingen (DR)
  - Agentschap Plantenziektenkundige Dienst (PD)
  - Algemene Inspectiedienst (AID)
  - Dienst Landelijk Gebied (DLG)
  - Voedsel en Waren Autoriteit (VWA)
- Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschappen
  - Bestuursdepartement
  - Inspectie van het Onderwijs
  - Erfgoedinspectie

  - Centrale Financiën Instellingen
  - Nationaal Archief
  - Adviesraad voor Wetenschaps- en Technologiebeleid
  - Onderwijsraad
  - Raad voor Cultuur
- Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid
  - Bestuursdepartement
  - Inspectie Werk en Inkomen
  - Agentschap SZW
- Ministerie van Verkeer en Waterstaat
  - Bestuursdepartement
  - Directoraat-Generaal Transport en Luchtvaart
  - Directoraat-generaal Personenvervoer
  - Directoraat-generaal Water
  - Centrale diensten (Central Services)
  - Shared services Organisatie Verkeer en Watersaat
  - Koninklijke Nederlandse Meteorologisch Instituut KNMI
  - Rijkswaterstaat, Bestuur
  - De afzonderlijke regionale Diensten van Rijkswaterstaat (les services régionaux de la direction générale des travaux publics et de la gestion des eaux)
  - De afzonderlijke specialistische diensten van Rijkswaterstaat (les services spécialisés de la direction générale des travaux publics et de la gestion des eaux)
  - Adviesdienst Geo-Informatie en ICT
  - Adviesdienst Verkeer en Vervoer (AVV)
  - Bouwdienst
  - Corporate Dienst
  - Data ICT Dienst
  - Dienst Verkeer en Scheepvaart
  - Dienst Weg- en Waterbouwkunde (DWW)
  - Rijksinstituut voor Kunst en Zee (RIKZ)
  - Rijksinstituut voor Integraal Zoetwaterbeheer en Afvalwaterbehandeling (RIZA)
  - Waterdienst
  - Inspectie Verkeer en Waterstaat, Hoofddirectie
  - Port state Control
  - Directie Toezichtontwikkeling Communicatie en Onderzoek (TCO)
  - Toezichthouder Beheer Eenheid Lucht
  - Toezichthouder Beheer Eenheid Water

    - Toezichthouder Beheer Eenheid Land
- Ministerie van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer
    - Bestuursdepartement
    - Directoraat-generaal Wonen, Wijken en Integratie
    - Directoraat-generaal Ruimte
    - Directoraat-general Milieubeheer
    - Rijksgebouwendienst
    - VROM Inspectie
- Ministerie van Volksgezondheid, Welzijn en Sport
    - Bestuursdepartement
    - Inspectie Gezondheidsbescherming, Waren en Veterinaire Zaken
    - Inspectie Gezondheidszorg
    - Inspectie Jeugdhulpverlening en Jeugdbescherming
    - Rijksinstituut voor de Volksgezondheid en Milieu (RIVM)
    - Sociaal en Cultureel Planbureau
    - Agentschap t.b.v. het College ter Beoordeling van Geneesmiddelen
- Tweede Kamer der Staten-Generaal
- Eerste Kamer der Staten-Generaal
- Raad van State
- Algemene Rekenkamer
- Nationale Ombudsman
- Kanselarij der Nederlandse Orden
- Kabinet der Koningin
- Raad voor de rechtspraak en de Rechtbanken

Autriche

- Bundeskanzleramt
- Bundesministerium für europäische und internationale Angelegenheiten
- Bundesministerium für Finanzen
- Bundesministerium für Gesundheit, Familie und Jugend
- Bundesministerium für Inneres
- Bundesministerium für Justiz
- Bundesministerium für Landesverteidigung
- Bundesministerium für Land- und Forstwirtschaft, Umwelt und Wasserwirtschaft
- Bundesministerium für Soziales und Konsumentenschutz
- Bundesministerium für Unterricht, Kunst und Kultur
- Bundesministerium für Verkehr, Innovation und Technologie
- Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit
- Bundesministerium für Wissenschaft und Forschung
- Österreichische Forschungs- und Prüfzentrum Arsenal Gesellschaft m.b.H
- Bundesbeschaffung G.m.b.H
- Bundesrechenzentrum G.m.b.H

Pologne

- Kancelaria Prezydenta RP
- Kancelaria Sejmu RP
- Kancelaria Senatu RP
- Kancelaria Prezesa Rady Ministrów
- Sąd Najwyższy
- Naczelny Sąd Administracyjny
- Sądy powszechne - rejonowe, okręgowe i apelacyjne
- Trybunat Konstytucyjny
- Najwyższa Izba Kontroli
- Biuro Rzecznika Praw Obywatelskich
- Biuro Rzecznika Praw Dziecka
- Biuro Ochrony Rządu
- Biuro Bezpieczeństwa Narodowego
- Centralne Biuro Antykorupcyjne
- Ministerstwo Pracy i Polityki Społecznej
- Ministerstwo Finansów
- Ministerstwo Gospodarki
- Ministerstwo Rozwoju Regionalnego
- Ministerstwo Kultury i Dziedzictwa Narodowego
- Ministerstwo Edukacji Narodowej
- Ministerstwo Obrony Narodowej
- Ministerstwo Rolnictwa i Rozwoju Wsi
- Ministerstwo Skarbu Państwa
- Ministerstwo Sprawiedliwości
- Ministerstwo Infrastruktury
- Ministerstwo Nauki i Szkolnictwa Wyższego
- Ministerstwo Środowiska
- Ministerstwo Spraw Wewnętrznych i Administracji
- Ministerstwo Spraw Zagranicznych
- Ministerstwo Zdrowia
- Ministerstwo Sportu i Turystyki
- Urząd Komitetu Integracji Europejskiej
- Urząd Patentowy Rzeczypospolitej Polskiej
- Urząd Regulacji Energetyki
- Urząd do Spraw Kombatantów i Osób Represjonowanych

- Urząd Transportu Kolejowego
- Urząd Dozoru Technicznego
- Urząd Rejestracji Produktów Leczniczych, Wyrobów Medycznych i Produktów Biobójczych
- Urząd do Spraw Repatriacji i Cudzoziemców
- Urząd Zamówień Publicznych
- Urząd Ochrony Konkurencji i Konsumentów
- Urząd Lotnictwa Cywilnego
- Urząd Komunikacji Elektronicznej
- Wyższy Urząd Górniczy
- Główny Urząd Miar
- Główny Urząd Geodezji i Kartografii
- Główny Urząd Nadzoru Budowlanego
- Główny Urząd Statystyczny
- Krajowa Rada Radiofonii i Telewizji
- Generalny Inspektor Ochrony Danych Osobowych
- Państwowa Komisja Wyborcza
- Państwowa Inspekcja Pracy
- Rządowe Centrum Legislacji
- Narodowy Fundusz Zdrowia
- Polska Akademia Nauk
- Polskie Centrum Akredytacji
- Polskie Centrum Badań i Certyfikacji
- Polska Organizacja Turystyczna
- Polski Komitet Normalizacyjny
- Zakład Ubezpieczeń Społecznych
- Komisja Nadzoru Finansowego
- Naczelna Dyrekcja Archiwów Państwowych
- Kasa Rolniczego Ubezpieczenia Społecznego
- Generalna Dyrekcja Dróg Krajowych i Autostrad
- Państwowa Inspekcja Ochrony Roślin i Nasiennictwa
- Komenda Główna Państwowej Straży Pożarnej
- Komenda Główna Policji
- Komenda Główna Straży Granicznej
- Inspekcja Jakości Handlowej Artykułów Rolno-Spożywczych
- Główny Inspektorat Ochrony Środowiska
- Główny Inspektorat Transportu Drogowego

- Główny Inspektorat Farmaceutyczny
- Główny Inspektorat Sanitarny
- Główny Inspektorat Weterynarii
- Agencja Bezpieczeństwa Wewnętrznego
- Agencja Wywiadu
- Agencja Mienia Wojskowego
- Wojskowa Agencja Mieszkaniowa
- Agencja Restrukturyzacji i Modernizacji Rolnictwa
- Agencja Rynku Rolnego
- Agencja Nieruchomości Rolnych
- Państwowa Agencja Atomistyki
- Polska Agencja Żeglugi Powietrznej
- Polska Agencja Rozwiązywania Problemów Alkoholowych
- Agencja Rezerw Materiałowych
- Narodowy Bank Polski
- Narodowy Fundusz Ochrony Środowiska i Gospodarki Wodnej
- Państwowy Fundusz Rehabilitacji Osób Niepełnosprawnych
- Instytut Pamięci Narodowej - Komisja Ścigania Zbrodni Przeciwko Narodowi Polskiemu
- Rada Ochrony Pamięci Walk i Męczeństwa
- Służba Celna Rzeczypospolitej Polskiej
- Państwowe Gospodarstwo Leśne «Lasy Państwowe»
- Polska Agencja Rozwoju Przedsiębiorczości
- Samodzielne Publiczne Zakłady Opieki Zdrowotnej, jeśli ich organem założycielskim jest minister, centralny organ administracji rządowej lub wojewoda

Portugal

- Presidência do Conselho de Ministros
- Ministério das Finanças e da Administração Pública
- Ministério da Defesa Nacional
- Ministério dos Negócios Estrangeiros
- Ministério da Administração Interna
- Ministério da Justiça
- Ministério da Economia e da Inovação
- Ministério da Agricultura, Desenvolvimento Rural e Pescas
- Ministério da Educação
- Ministério da Ciência, Tecnologia e do Ensino Superior
- Ministério da Cultura
- Ministério da Saúde
- Ministério do Trabalho e da Solidariedade Social
- Ministério das Obras Públicas, Transportes e Comunicações
- Ministério do Ambiente, do Ordenamento do Território e do Desenvolvimento Regional
- Presidença da Republica
- Tribunal Constitucional
- Tribunal de Contas
- Provedoria de Justiça

Roumanie

- Administrația Prezidențială
- Senatul României
- Camera Deputaților
- Inalta Curte de Casație şi Justiție
- Curtea Constituțională
- Consiliul Legislativ
- Curtea de Conturi
- Consiliul Superior al Magistraturii
- Parchetul de pe lângă Inalta Curte de Casație şi Justiție
- Secretariatul General al Guvernului
- Cancelaria primului ministru
- Ministerul Afacerilor Externe
- Ministerul Economiei şi Finanțelor
- Ministerul Justiției
- Ministerul Apărării
- Ministerul Internelor şi Reformei Administrative
- Ministerul Muncii, Familiei şi Egalității de Sanse
- Ministerul pentru Intreprinderi Mici şi Mijlocii, Comerț, Turism şi Profesii Liberale
- Ministerul Agriculturii şi Dezvoltării Rurale
- Ministerul Transporturilor
- Ministerul Dezvoltării, Lucrărilor Publice şi Locuinței
- Ministerul Educației Cercetării şi Tineretului
- Ministerul Sănătății Publice
- Ministerul Culturii şi Cultelor
- Ministerul Comunicațiilor şi Tehnologiei Informației
- Ministerul Mediului şi Dezvoltării Durabile
- Serviciul Român de Informații
- Serviciul de Informații Externe
- Serviciul de Protecție şi Pază
- Serviciul de Telecomunicații Speciale
- Consiliul Național al Audiovizualului
- Consiliul Concurenței (CC)
- Direcția Națională Anticorupție
- Inspectoratul General de Poliție
- Autoritatea Națională pentru Reglementarea şi Monitorizarea Achizițiilor Publice

- Consiliul Național de Soluționare a Contestațiilor
- Autoritatea Națională de Reglementare pentru Serviciile Comunitare de Utilități Publice(ANRSC)
- Autoritatea Națională Sanitară Veterinară şi pentru Siguranța Alimentelor
- Autoritatea Națională pentru Protecția Consumatorilor
- Autoritatea Navală Română
- Autoritatea Feroviară Română
- Autoritatea Rutieră Română
- Autoritatea Națională pentru Protecția Drepturilor Copilului
- Autoritatea Națională pentru Persoanele cu Handicap
- Autoritatea Națională pentru Tineret
- Autoritatea Națională pentru Cercetare Stiințifica
- Autoritatea Națională pentru Reglementare în Comunicații şi Tehnologia Informației
- Autoritatea Națională pentru Serviciile Societății Informaționale
- Autoritatea Electorală Permanente
- Agenția pentru Strategii Guvernamentale
- Agenția Națională a Medicamentului
- Agenția Națională pentru Sport
- Agenția Națională pentru Ocuparea Forței de Muncă
- Agenția Națională de Reglementare în Domeniul Energiei
- Agenția Română pentru Conservarea Energiei
- Agenția Națională pentru Resurse Minerale
- Agenția Română pentru Investiții Străine
- Agenția Națională pentru Intreprinderi Mici şi Mijlocii şi Cooperație
- Agenția Națională a Funcționarilor Publici
- Agenția Națională de Administrare Fiscală
- Agenția de Compensare pentru Achiziții de Tehnică Specială
- Agenția Națională Anti-doping
- Agenția Nucleară
- Agenția Națională pentru Protecția Familiei
- Agenția Națională pentru Egalitatea de Sanse între Bărbați şi Femei
- Agenția Națională pentru Protecția Mediului
- Agenția națională Antidrog

Slovénie

- Predsednik Republike Slovenije
- Državni zbor Republike Slovenije
- Državni svet Republike Slovenije
- Varuh človekovih pravic
- Ustavno sodišče Republike Slovenije
- Računsko sodišče Republike Slovenije
- Državna revizijska komisja za revizijo postopkov oddaje javnih naročil
- Slovenska akademija znanosti in umetnosti
- Vladne službe
- Ministrstvo za finance
- Ministrstvo za notranje zadeve
- Ministrstvo za zunanje zadeve
- Ministrstvo za obrambo
- Ministrstvo za pravosodje
- Ministrstvo za gospodarstvo
- Ministrstvo za kmetijstvo, gozdarstvo in prehrano
- Ministrstvo za promet
- Ministrstvo za okolje in, prostor
- Ministrstvo za delo, družino in socialne zadeve
- Ministrstvo za zdravje
- Ministrstvo za javno upravo
- Ministrstvo za šolstvo in šport
- Ministrstvo za visoko šolstvo, znanost in tehnologijo
- Ministrstvo za kulturo
- Vrhovno sodišče Republike Slovenije
- višja sodišča
- okrožna sodišča
- okrajna sodišča
- Vrhovno državno tožilstvo Republike Slovenije
- Okrožna državna tožilstva
- Državno pravobranilstvo
- Upravno sodišče Republike Slovenije
- Višje delovno in socialno sodišče
- delovna sodišča

Slovaquie

Ministères et autres autorités gouvernementales centrales visés par la loi nº 575/2001 Rec. sur la structure des activités du gouvernement et des autorités centrales de l'administration publique, dans la version en vigueur:

- Kancelária Prezidenta Slovenskej republiky
- Národná rada Slovenskej republiky
- Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
- Ministerstvo financií Slovenskej republiky
- Ministerstvo dopravy, pôšt a telekomunikácií Slovenskej republiky
- Ministerstvo pôdohospodárstva Slovenskej republiky
- Ministerstvo výstavby a regionálneho rozvoja Slovenskej republiky
- Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky
- Ministerstvo obrany Slovenskej republiky
- Ministerstvo spravodlivosti Slovenskej republiky
- Ministerstvo zahraničných vecí Slovenskej republiky
- Ministerstvo práce, sociálnych vecí a rodiny Slovenskej republiky
- Ministerstvo životného prostredia Slovenskej republiky
- Ministerstvo školstva Slovenskej republiky
- Ministerstvo kultúry Slovenskej republiky
- Ministerstvo zdravotníctva Slovenskej republiky
- Úrad vlády Slovenskej republiky
- Protimonopolný úrad Slovenskej republiky
- Štatistický úrad Slovenskej republiky
- Úrad geodézie, kartografie a katastra Slovenskej republiky
- Úrad jadrového dozoru Slovenskej republiky
- Úrad pre normalizáciu, metrológiu a skúšobníctvo Slovenskej republiky
- Úrad pre verejné obstarávanie
- Úrad priemyselného vlastníctva Slovenskej republiky
- Správa štátnych hmotných rezerv Slovenskej republiky
- Národný bezpečnostný úrad
- Ústavný súd Slovenskej republiky
- Najvyšši súd Slovenskej republiky
- Generálna prokuratura Slovenskej republiky
- Najvyšši kontrolný úrad Slovenskej republiky
- Telekomunikačný úrad Slovenskej republiky
- Úrad priemyselného vlastníctva Slovenskej republiky
- Úrad pre finančný trh

– Úrad na ochranu osobn ý ch udajov
– Kancelária verejneho ochranu prav

Finlande

- Oikeuskanslerinvirasto – Justitiekanslersämbetet
- Liikenne- Ja Viestintäministeriö – Kommunikationsministeriet
    - Viestintävirasto – Kommunikationsverket
- Maa- Ja Metsätalousministeriö – Jord- Och Skogsbruksministeriet
    - Elintarviketurvallisuusvirasto – Livsmedelssäkerhetsverket
    - Maanmittauslaitos – Lantmäteriverket
- Oikeusministeriö – Justitieministeriet
    - Tietosuojavaltuutetun toimisto – Dataombudsmannens byrå
    - Tuomioistuimet – domstolar
    - Korkein oikeus – Högsta domstolen
    - Korkein hallinto-oikeus – Högsta förvaltningsdomstolen
    - Hovioikeudet – hovrätter
    - Käräjäoikeudet – tingsrätter
    - Hallinto-oikeudet –förvaltningsdomstolar
    - Markkinaoikeus - Marknadsdomstolen
    - Työtuomioistuin – Arbetsdomstolen
    - Vakuutusoikeus – Försäkringsdomstolen
    - Kuluttajariitalautakunta – Konsumenttvistenämnden
    - Vankeinhoitolaitos – Fångvårdsväsendet
- Opetusministeriö – Undervisningsministeriet
    - Opetushallitus – Utbildningsstyrelsen
    - Valtion elokuvatarkastamo – Statens filmgranskningsbyrå
- Puolustusministeriö – Försvarsministeriet
    - Puolustusvoimat – Försvarsmakten
- Sisäasiainministeriö – Inrikesministeriet
    - Väestörekisterikeskus – Befolkningsregistercentralen
    - Keskusrikospoliisi – Centralkriminalpolisen
    - Liikkuva poliisi – Rörliga polisen
    - Rajavartiolaitos – Gränsbevakningsväsendet
- Sosiaali- Ja Terveysministeriö – Social- Och Hälsovårdsministeriet
    - Työttömyysturvan muutoksenhakulautakunta – Besvärsnämnden för utkomstskyddsärenden
    - Sosiaaliturvan muutoksenhakulautakunta – Besvärsnämnden för socialtrygghet
    - Lääkelaitos – Läkemedelsverket
    - Terveydenhuollon oikeusturvakeskus – Rättsskyddscentralen för hälsovården
    - Säteilyturvakeskus – Strålsäkerhetscentralen

- Työ- Ja Elinkeinoministeriö – Arbets- Och Näringsministeriet
    - Kuluttajavirasto – Konsumentverket
    - Kilpailuvirasto – Konkurrensverket
    - Patentti- ja rekisterihallitus – Patent- och registerstyrelsen
    - Valtakunnansovittelijain toimisto – Riksförlikningsmännens byrå
    - Valtion turvapaikanhakijoiden vastaanottokeskukset– Statliga förläggningar för asylsökande
- Ulkoasiainministeriö – Utrikesministeriet
- Valtioneuvoston Kanslia – Statsrådets Kansli
- Valtiovarainministeriö – Finansministeriet
    - Valtiokonttori – Statskontoret
    - Verohallinto – Skatteförvaltningen
    - Tullilaitos – Tullverket
- Ympäristöministeriö – Miljöministeriet
    - Suomen ympäristökeskus - Finlands miljöcentral
- Valtiontalouden Tarkastusvirasto – Statens Revisionsverk

Suède

A

- Affärsverket svenska kraftnät
- Akademien för de fria konsterna
- Alkohol- och läkemedelssortiments-nämnden
- Allmänna pensionsfonden
- Allmänna reklamationsnämnden
- Ambassader
- Ansvarsnämnd, statens
- Arbetsdomstolen
- Arbetsförmedlingen
- Arbetsgivarverk, statens
- Arbetslivsinstitutet
- Arbetsmiljöverket
- Arkitekturmuseet
- Arrendenämnder

B

- Banverket
- Barnombudsmannen
- Beredning för utvärdering av medicinsk metodik, statens
- Bergsstaten
- Biografbyrå, statens
- Biografiskt lexikon, svenskt
- Birgittaskolan
- Blekinge tekniska högskola
- Bokföringsnämnden
- Bolagsverket
- Bostadsnämnd, statens
- Bostadskreditnämnd, statens
- Boverket
- Brottsförebyggande rådet
- Brottsoffermyndigheten

C

- Centrala studiestödsnämnden

D

- Danshögskolan

– Datainspektionen
– Departementen
– Domstolsverket
– Dramatiska institutet

E

– Ekeskolan
– Ekobrottsmyndigheten
– Ekonomistyrningsverket
– Ekonomiska rådet
– Elsäkerhetsverket
– Energimyndighet, statens
– EU/FoU-rådet
– Exportkreditnämnden
– Exportråd, Sveriges

F

– Fastighetsmäklarnämnden
– Fastighetsverk, statens
– Fideikommissnämnden
– Finansinspektionen
– Finsk-svenska gränsälvskommissionen
– Fiskeriverket
– Flygmedicincentrum
– Folkhälsoinstitut, statens
– Fonden för fukt- och mögelskador
– Forskningsrådet för miljö, areella näringar och samhällsbyggande, Formas
– Folke Bernadotte Akademin
– Forskarskattenämnden
– Forskningsrådet för arbetsliv och socialvetenskap
– Fortifikationsverket
– Forum för levande historia
– Försvarets materielverk
– Försvarets radioanstalt
– Försvarets underrättelsenämnd
– Försvarshistoriska museer, statens
– Försvarshögskolan
– Försvarsmakten

– Försäkringskassan

G

– Gentekniknämnden
– Geologiska undersökning
– Geotekniska institut, statens
– Giftinformationscentralen
– Glesbygdsverket
– Grafiska institutet och institutet för högre kommunikation- och reklamutbildning
– Granskningsnämnden för radio och TV
– Granskningsnämnden för försvarsuppfinningar
– Gymnastik- och Idrottshögskolan
– Göteborgs universitet

H

– Handelsflottans kultur- och fritidsråd
– Handelsflottans pensionsanstalt
– Handelssekreterare
– Handelskamrar, auktoriserade
– Handikappombudsmannen
– Handikappråd, statens
– Harpsundsnämnden
– Haverikommission, statens
– Historiska museer, statens
– Hjälpmedelsinstitutet
– Hovrätterna
– Hyresnämnder
– Häktena
– Hälso- och sjukvårdens ansvarsnämnd
– Högskolan Dalarna
– Högskolan i Borås
– Högskolan i Gävle
– Högskolan i Halmstad
– Högskolan i Kalmar
– Högskolan i Karlskrona/Ronneby
– Högskolan i Kristianstad
– Högskolan i Skövde
– Högskolan i Trollhättan/Uddevalla

– Högskolan på Gotland
– Högskolans avskiljandenämnd
– Högskoleverket
– Högsta domstolen

I

– ILO kommittén
– Inspektionen för arbetslöshetsförsäkringen
– Inspektionen för strategiska produkter
– Institut för kommunikationsanalys, statens
– Institut för psykosocial medicin, statens
– Institut för särskilt utbildningsstöd, statens
– Institutet för arbetsmarknadspolitisk utvärdering
– Institutet för rymdfysik
– Institutet för tillväxtpolitiska studier
– Institutionsstyrelse, statens
– Insättningsgarantinämnden
– Integrationsverket

J

– Jordbruksverk, statens
– Justitiekanslern
– Jämställdhetsombudsmannen
– Jämställdhetsnämnden
– Järnvägar, statens
– Järnvägsstyrelsen

K

– Kammarkollegiet
– Kammarrätterna
– Karlstads universitet
– Karolinska Institutet
– Kemikalieinspektionen
– Kommerskollegium
– Konjunkturinstitutet
– Konkurrensverket
– Konstfack
– Konsthögskolan
– Konstnärsnämnden

– Konstråd, statens
– Konsulat
– Konsumentverket
– Krigsvetenskapsakademin
– Krigsförsäkringsnämnden
– Kriminaltekniska laboratorium, statens
– Kriminalvården
– Krisberedskapsmyndigheten
– Kristinaskolan
– Kronofogdemyndigheten
– Kulturråd, statens
– Kungl. Biblioteket
– Kungl. Konsthögskolan
– Kungl. Musikhögskolan i Stockholm
– Kungl. Tekniska högskolan
– Kungl. Vitterhets-, historie- och antikvitetsakademien
– Kungl Vetenskapsakademin
– Kustbevakningen
– Kvalitets- och kompetensråd, statens
– Kärnavfallsfondens styrelse

L

– Lagrådet
– Lantbruksuniversitet, Sveriges
– Lantmäteriverket
– Linköpings universitet
– Livrustkammaren, Skoklosters slott och Hallwylska museet
– Livsmedelsverk, statens
– Livsmedelsekonomiska institutet
– Ljud- och bildarkiv, statens
– Lokala säkerhetsnämnderna vid kärnkraftverk
– Lotteriinspektionen
– Luftfartsverket
– Luftfartsstyrelsen
– Luleå tekniska universitet
– Lunds universitet
– Läkemedelsverket

– Läkemedelsförmånsnämnden
– Länsrätterna
– Länsstyrelserna
– Lärarhögskolan i Stockholm

M

– Malmö högskola
– Manillaskolan
– Maritima muséer, statens
– Marknadsdomstolen
– Medlingsinstitutet
– Meteorologiska och hydrologiska institut, Sveriges
– Migrationsverket
– Militärhögskolor
– Mittuniversitetet
– Moderna museet
– Museer för världskultur, statens
– Musikaliska Akademien
– Musiksamlingar, statens
– Myndigheten för internationella adoptionsfrågor
– Myndigheten för skolutveckling
– Myndigheten för kvalificerad yrkesutbildning
– Myndigheten för Sveriges nätuniversitet
– Myndigheten för utländska investeringar i Sverige
– Mälardalens högskola

N

– Nationalmuseum
– Nationellt centrum för flexibelt lärande
– Naturhistoriska riksmuseet
– Naturvårdsverket
– Nordiska Afrikainstitutet
– Notarienämnden
– Nämnd för arbetstagares uppfinningar, statens
– Nämnden för styrelserepresentationsfrågor
– Nämnden mot diskriminering
– Nämnden för elektronisk förvaltning
– Nämnden för RH anpassad utbildning

– Nämnden för hemslöjdsfrågor

O

– Oljekrisnämnden
– Ombudsmannen mot diskriminering på grund av sexuell läggning
– Ombudsmannen mot etnisk diskriminering
– Operahögskolan i Stockholm

P

– Patent- och registreringsverket
– Patentbesvärsrätten
– Pensionsverk, statens
– Personregisternämnd statens, SPAR-nämnden
– Pliktverk, Totalförsvarets
– Polarforskningssekretariatet
– Post- och telestyrelsen
– Premiepensionsmyndigheten
– Presstödsnämnden

R

– Radio- och TV–verket
– Rederinämnden
– Regeringskansliet
– Regeringsrätten
– Resegarantinämnden
– Registernämnden
– Revisorsnämnden
– Riksantikvarieämbetet
– Riksarkivet
– Riksbanken
– Riksdagsförvaltningen
– Riksdagens ombudsmän
– Riksdagens revisorer
– Riksgäldskontoret
– Rikshemvärnsrådet
– Rikspolisstyrelsen
– Riksrevisionen
– Rikstrafiken
– Riksutställningar, Stiftelsen

– Riksvärderingsnämnden
– Rymdstyrelsen
– Räddningsverk, statens
– Rättshjälpsmyndigheten
– Rättshjälpsnämnden
– Rättsmedicinalverket

S

– Samarbetsnämnden för statsbidrag till trossamfund
– Sameskolstyrelsen och sameskolor
– Sametinget
– SIS, Standardiseringen i Sverige
– Sjöfartsverket
– Skatterättsnämnden
– Skatteverket
– Skaderegleringsnämnd, statens
– Skiljenämnden i vissa trygghetsfrågor
– Skogsstyrelsen
– Skogsvårdsstyrelserna
– Skogs och lantbruksakademien
– Skolverk, statens
– Skolväsendets överklagandenämnd
– Smittskyddsinstitutet
– Socialstyrelsen
– Specialpedagogiska institutet
– Specialskolemyndigheten
– Språk- och folkminnesinstitutet
– Sprängämnesinspektionen
– Statistiska centralbyrån
– Statskontoret
– Stockholms universitet
– Stockholms internationella miljöinstitut
– Strålsäkerhetsmyndigheten
– Styrelsen för ackreditering och teknisk kontroll
– Styrelsen för internationellt utvecklingssamarbete, SIDA
– Styrelsen för Samefonden
– Styrelsen för psykologiskt försvar

– Stängselnämnden
– Svenska institutet
– Svenska institutet för europapolitiska studier
– Svenska ESF rådet
– Svenska Unescorådet
– Svenska FAO kommittén
– Svenska Språknämnden
– Svenska Skeppshypotekskassan
– Svenska institutet i Alexandria
– Sveriges författarfond
– Säkerhetspolisen
– Södertörns högskola

T

– Taltidningsnämnden
– Talboks- och punktskriftsbiblioteket
– Teaterhögskolan i Stockholm
– Tingsrätterna
– Tjänstepensions och grupplivnämnd, statens
– Tjänsteförslagsnämnden för domstolsväsendet
– Totalförsvarets forskningsinstitut
– Totalförsvarets pliktverk
– Tullverket
– Turistdelegationen

U

– Umeå universitet
– Ungdomsstyrelsen
– Uppsala universitet
– Utlandslönenämnd, statens
– Utlänningsnämnden
– Utrikesförvaltningens antagningsnämnd
– Utrikesnämnden
– Utsädeskontroll, statens

V

– Valideringsdelegationen
– Valmyndigheten
– Vatten- och avloppsnämnd, statens

– Vattenöverdomstolen
– Verket för högskoleservice
– Verket för innovationssystem (VINNOVA)
– Vetenskapsrådet
– Veterinärmedicinska anstalt, statens
– Veterinära ansvarsnämnden
– Väg- och transportforskningsinstitut, statens
– Vägverket
– Vänerskolan
– Växjö universitet
– Växtsortnämnd, statens

Å

– Åklagarmyndigheten
– Åsbackaskolan

Ö

– Örebro universitet
– Örlogsmannasällskapet
– Östervångsskolan
– Överbefälhavaren
– Överklagandenämnden för högskolan
– Överklagandenämnden för studiestöd
– Överklagandenämnden för totalförsvaret

Royaume-Uni

- Cabinet Office
    - Office of the Parliamentary Counsel
- Central Office of Information
- Charity Commission
- Crown Estate Commissioners (Vote Expenditure Only) [Commissaires du patrimoine de la Couronne (votent les dépenses uniquement)]
- Crown Prosecution Service
- Department for Business, Enterprise and Regulatory Reform
    - Competition Commission
    - Gas and Electricity Consumers' Council
    - Office of Manpower Economics
- Department for Children, Schools and Families
- Department of Communities and Local Government
    - Rent Assessment Panels
- Department for Culture, Media and Sport
    - British Library
    - British Museum
    - Commission for Architecture and the Built Environment
    - The Gambling Commission
    - Historic Buildings and Monuments Commission for England (English Heritage) [Commission des sites et monuments historiques d'Angleterre (patrimoine)]
    - Imperial War Museum
    - Museums, Libraries and Archives Council
    - National Gallery
    - National Maritime Museum
    - National Portrait Gallery
    - Natural History Museum
    - Science Museum
    - Tate Gallery
    - Victoria and Albert Museum
    - Wallace Collection
- Department for Environment, Food and Rural Affairs
    - Agricultural Dwelling House Advisory Committees
    - Agricultural Land Tribunals
    - Agricultural Wages Board and Committees
    - Cattle Breeding Centre

    - Countryside Agency
    - Plant Variety Rights Office
    - Royal Botanic Gardens, Kew
    - Royal Commission on Environmental Pollution
- Department of Health
    - Dental Practice Board
    - National Health Service Strategic Health Authorities
    - NHS Trusts
    - Prescription Pricing Authority
- Department for Innovation, Universities and Skills
    - Higher Education Funding Council for England
    - National Weights and Measures Laboratory
    - Patent Office
- Department for International Development
- Department of the Procurator General and Treasury Solicitor
    - Legal Secretariat to the Law Officers
- Department for Transport
    - Maritime and Coastguard Agency
- Department for Work and Pensions
    - Disability Living Allowance Advisory Board
    - Independent Tribunal Service
    - Medical Boards and Examining Medical Officers (War Pensions) [Conseils médicaux et médecins-conseils chargés des contrôles (pensions de guerre)]
    - Occupational Pensions Regulatory Authority
    - Regional Medical Service
    - Social Security Advisory Committee
- Export Credits Guarantee Department
- Foreign and Commonwealth Office
    - Wilton Park Conference Centre
- Government Actuary's Department
- Government Communications Headquarters
- Home Office
    - HM Inspectorate of Constabulary
- House of Commons
- House of Lords
- Ministry of Defence
    - Defence Equipment & Support

    - Meteorological Office
- Ministry of Justice
    - Boundary Commission for England
    - Combined Tax Tribunal
    - Council on Tribunals
    - Court of Appeal - Criminal
    - Employment Appeals Tribunal
    - Employment Tribunals
    - HMCS Regions, Crown, County and Combined Courts (England and Wales) [Antennes locales et tribunaux de la Couronne, de comté et mixtes (Angleterre et Pays de Galles)]
    - Immigration Appellate Authorities
    - Immigration Adjudicators
    - Immigration Appeals Tribunal
    - Lands Tribunal
    - Law Commission
    - Legal Aid Fund (England and Wales) [Fonds d'aide judiciaire (Angleterre et Pays de Galles)]
    - Office of the Social Security Commissioners
    - Parole Board and Local Review Committees
    - Pensions Appeal Tribunals
    - Public Trust Office
    - Supreme Court Group (England and Wales) [Groupe de la Cour suprême (Angleterre et Pays de Galles)]
    - Transport Tribunal
- The National Archives
- National Audit Office
- National Savings and Investments
- National School of Government
- Northern Ireland Assembly Commission
- Northern Ireland Court Service
    - Coroners Courts
    - County Courts
    - Court of Appeal and High Court of Justice in Northern Ireland
    - Crown Court
    - Enforcement of Judgements Office
    - Legal Aid Fund
    - Magistrates' Courts

    - Pensions Appeals Tribunals
- Northern Ireland, Department for Employment and Learning
- Northern Ireland, Department for Regional Development
- Northern Ireland, Department for Social Development
- Northern Ireland, Department of Agriculture and Rural Development
- Northern Ireland, Department of Culture, Arts and Leisure
- Northern Ireland, Department of Education
- Northern Ireland, Department of Enterprise, Trade and Investment
- Northern Ireland, Department of the Environment
- Northern Ireland, Department of Finance and Personnel
- Northern Ireland, Department of Health, Social Services and Public Safety
- Northern Ireland, Office of the First Minister and Deputy First Minister
- Northern Ireland Office
    - Crown Solicitor's Office
    - Department of the Director of Public Prosecutions for Northern Ireland
    - Forensic Science Laboratory of Northern Ireland
    - Office of the Chief Electoral Officer for Northern Ireland
    - Police Service of Northern Ireland
    - Probation Board for Northern Ireland
    - State Pathologist Service
- Office of Fair Trading
- Office for National Statistics
    - National Health Service Central Register
- Office of the Parliamentary Commissioner for Administration and Health Service Commissioners
- Paymaster General's Office
- Postal Business of the Post Office
- Privy Council Office
- Public Record Office
- HM Revenue and Customs
    - The Revenue and Customs Prosecutions Office
- Royal Hospital, Chelsea
- Royal Mint
- Rural Payments Agency
- Scotland, Auditor-General
- Scotland, Crown Office and Procurator Fiscal Service
- Scotland, General Register Office

- Scotland, Queen's and Lord Treasurer's Remembrancer
- Scotland, Registers of Scotland
- The Scotland Office
- The Scottish Ministers
    - Architecture and Design Scotland
    - Crofters Commission
    - Deer Commission for Scotland
    - Lands Tribunal for Scotland
    - National Galleries of Scotland
    - National Library of Scotland
    - National Museums of Scotland
    - Royal Botanic Garden, Edinburgh
    - Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Scotland
    - Scottish Further and Higher Education Funding Council
    - Scottish Law Commission
    - Community Health Partnerships
    - Special Health Boards
    - Health Boards
    - The Office of the Accountant of Court
    - High Court of Justiciary
    - Court of Session
    - HM Inspectorate of Constabulary
    - Parole Board for Scotland
    - Pensions Appeal Tribunals
    - Scottish Land Court
    - Sheriff Courts
    - Scottish Police Services Authority
    - Office of the Social Security Commissioners
    - The Private Rented Housing Panel and Private Rented Housing Committees
    - Keeper of the Records of Scotland
- The Scottish Parliamentary Body Corporate
- HM Treasury
    - Office of Government Commerce
    - United Kingdom Debt Management Office
- The Wales Office (Office of the Secretary of State for Wales) [Secrétariat d'État pour le Pays de Galles (cabinet du Secrétaire d'État pour le Pays de Galles)]
- The Welsh Ministers

- Higher Education Funding Council for Wales
- Local Government Boundary Commission for Wales
- The Royal Commission on the Ancient and Historical Monuments of Wales
- Valuation Tribunals (Wales) [Instances de recours en matière d'évaluation fiscale (Pays de Galles)]
- Welsh National Health Service Trusts and Local Health Boards
- Welsh Rent Assessment Panels

En ce qui concerne les marchés passés par les entités qui exercent leurs activités dans le domaine de la défense et de la sécurité, seuls les matériels sensibles et non militaires figurant dans la liste jointe à l'annexe 1 sont couverts.

3. LISTE DES PRODUITS ET EQUIPEMENTS ACQUIS PAR LES MINISTERES DE LA DEFENSE ET LES AGENCES DE DEFENSE OU DE SECURITE DE LA BELGIQUE, DE LA BULGARIE, DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE, DU DANEMARK, DE L'ALLEMAGNE, DE L'ESTONIE, DE LA GRECE, DE L'ESPAGNE, DE LA FRANCE, DE L'IRLANDE, DE L'ITALIE, DE CHYPRE, DE LA LETTONIE, DE LA LITUANIE, DU LUXEMBOURG, DE LA HONGRIE, DE MALTE, DES PAYS-BAS, DE L'AUTRICHE, DE LA POLOGNE, DU PORTUGAL, DE LA ROUMANIE, DE LA SLOVENIE, DE LA SLOVAQUIE, DE LA FINLANDE, DE LA SUEDE ET DU ROYAUME-UNI QUI SONT COUVERTS PAR LE PRESENT ACCORD.

Chapitre 25: Sel, soufre, terres et pierres, plâtres, chaux et ciments

Chapitre 26: Minerais, scories et cendres

Chapitre 27: Combustibles minéraux, huiles minérales et produits de leur distillation, matières bitumineuses, cires minérales

à l'exclusion de:

ex 27.10: carburants spéciaux

Chapitre 28: Produits chimiques inorganiques, composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux de terres rares ou d'isotopes

à l'exclusion de:

ex 28.09: explosifs

ex 28.13: explosifs

ex 28.14: gaz lacrymogènes

ex 28.28: explosifs

ex 28.32: explosifs

ex 28.39: explosifs

ex 28.50: produits toxicologiques

ex 28.51: produits toxicologiques

ex 28.54: explosifs

Chapitre 29: Produits chimiques organiques

à l'exclusion de:

ex 29.03: explosifs

ex 29.04: explosifs

ex 29.07: explosifs

ex 29.08: explosifs

ex 29.11: explosifs

ex 29.12: explosifs

ex 29.13: produits toxicologiques

ex 29.14: produits toxicologiques

ex 29.15: produits toxicologiques

ex 29.21: produits toxicologiques

ex 29.22: produits toxicologiques

ex 29.23: produits toxicologiques

ex 29.26: explosifs

ex 29.27: produits toxicologiques

ex 29.29: explosifs

Chapitre 30: Produits pharmaceutiques

Chapitre 31: Engrais

Chapitre 32: Extraits tannants et tinctoriaux, tanins et leurs dérivés, matières colorantes, couleurs, peintures, vernis et teintures, mastics, encres

Chapitre 33: Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques

Chapitre 34: Savons, produits organiques tensio-actifs, préparations pour lessives, préparations lubrifiantes, cires artificielles, cires préparées, produits d'entretien, bougies et articles similaires, pâtes à modeler et «cires pour l'art dentaire»

Chapitre 35: Matières albuminoïdes, colles, enzymes

Chapitre 37: Produits photographiques et cinématographiques

Chapitre 38: Produits divers des industries chimiques

à l'exclusion de:

ex 38.19: produits toxicologiques

Chapitre 39: Matières plastiques et résines artificielles, éthers et esters de la cellulose et ouvrages en ces matières

à l'exclusion de:

ex 39.03: explosifs

Chapitre 40: Caoutchouc naturel ou synthétique, factice et ouvrages en caoutchouc

à l'exclusion de:

ex 40.11: pneus à l'épreuve des balles

Chapitre 41: Peaux (autres que les pelleteries) et cuirs

Chapitre 42: Ouvrages en cuir, articles de bourrellerie et de sellerie, articles de voyage, sacs à main et contenants similaires, ouvrages en boyaux

Chapitre 43: Pelleteries et fourrures; pelleteries factices

Chapitre 44: Bois, charbon de bois et ouvrages en bois

Chapitre 45: Liège et ouvrages en liège

Chapitre 46: Ouvrages de sparterie ou de vannerie

Chapitre 47: Matières servant à la fabrication du papier

Chapitre 48: Papier et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton

Chapitre 49: Articles de librairie et produits des arts graphiques

Chapitre 65: Coiffures et parties de coiffures

Chapitre 66: Parapluies, parasols, cannes, fouets, cravaches et leurs parties

Chapitre 67: Plumes et duvet apprêtés et articles en plumes ou en duvet, fleurs artificielles, ouvrages en cheveux

Chapitre 68: Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica et matières analogues

Chapitre 69: Produits céramiques

Chapitre 70: Verres et ouvrages en verre

Chapitre 71: Perles fines, pierres gemmes et similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières; bijouterie de fantaisie

Chapitre 73: Fonte, fer ou acier et ouvrages en ces matières

Chapitre 74: Cuivre et ouvrages en cuivre

Chapitre 75: Nickel et ouvrages en nickel

Chapitre 76: Aluminium et ouvrages en aluminium

Chapitre 77: Magnésium, béryllium (glucinium) et ouvrages en ces matières

Chapitre 78: Plomb et ouvrages en plomb

Chapitre 79: Zinc et ouvrages en zinc

Chapitre 80: Étain et ouvrages en étain

Chapitre 81: Autres métaux communs employés dans la métallurgie et ouvrages en ces matières

Chapitre 82: Outils et outillage, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs

à l'exclusion de:

ex 82.05: outillage

ex 82.07: pièces d'outillage

Chapitre 83: Ouvrages divers en métaux communs

Chapitre 84: Chaudières, machines, appareils et engins mécaniques; parties de ces machines ou appareils,

à l'exclusion de:

ex 84.06: moteurs

ex 84.08: autres moteurs

ex 84.45: machines

ex 84.53: machines automatiques de traitement de l'information

ex 84.55: parties de machines du n° 84.53

ex 84.59: réacteurs nucléaires

Chapitre 85: Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties

à l'exclusion de:

ex 85.13: équipements de télécommunication

ex 85.15: appareils de transmission

Chapitre 86: Véhicules et matériel pour voies ferrées et leurs parties; appareils de signalisation non électriques pour voies de communication

à l'exclusion de:

ex 86.02: locomotives blindées

ex 86.03: autres locoblindés

ex 86.05: wagons blindés

ex 86.06: wagons ateliers

ex 86.07: wagons

Chapitre 87: Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, leurs parties et accessoires

à l'exclusion de:

ex 87.08: chars et automobiles blindées

ex 87.01: tracteurs

ex 87.02: véhicules militaires

ex 87.03: voitures de dépannage

ex 87.09: motocycles

ex 87.14: remorques

Chapitre 89: Navigation maritime ou fluviale

à l'exclusion de:

ex 89.01 A: bateaux de guerre

Chapitre 90: Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision; instruments et appareils médico-chirurgicaux et leurs parties,

à l'exclusion de:

ex 90.05: jumelles

ex 90.13: instruments divers, lasers

ex 90.14: télémètres

ex 90.28: instruments électriques ou électroniques de mesure

ex 90.11: microscopes

ex 90.17: instruments médicaux

ex 90.18: appareils de mécanothérapie

ex 90.19: appareils d'orthopédie

ex 90.20: appareils rayon X

Chapitre 91: Horlogerie

Chapitre 92: Instruments de musique, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son; appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, parties et accessoires de ces instruments et appareils

Chapitre 94: mobilier médico-chirurgical; articles de literie et similaires

à l'exclusion de:

ex 94.01 A: sièges d'aérodynes

Chapitre 95: Matières à tailler et à mouler, à l'état travaillé (y compris les ouvrages)

Chapitre 96: Ouvrages de brosserie et pinceaux, balais, houppes et articles de tamiserie

Chapitre 98: Ouvrages divers

ANNEXE 2

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES RÉGIONALES ET LOCALES

ET

ORGANISMES DE DROIT PUBLIC

Entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord

FOURNITURES

Seuils: 200 000 DTS

SERVICES

précisés à l'annexe 4

Seuils: 200 000 DTS

TRAVAUX

précisés à l'annexe 5

Seuils: 5 000 000 DTS

LISTE DES ENTITES:

1.	***POUVOIRS ADJUDICATEURS DES COLLECTIVITES REGIONALES OU LOCALES;***
2.	***ORGANISMES DE DROIT PUBLIC, TELS QUE DEFINIS***

- On entend par «**organisme de droit public**» tout organisme:

- créé pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et

- jouissant de la personnalité juridique et

- dont soit l'activité est financée majoritairement par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public, soit la gestion est soumise à un contrôle par ces derniers, soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié est désignée par l'État, les collectivités territoriales ou d'autres organismes de droit public.

Ci-joint, une liste indicative des autorités contractantes qui sont des organismes de droit public.

ANNEXE 3

AUTRES ENTITES PASSANT DES MARCHES CONFORMEMENT AUX DISPOSITIONS DU PRESENT ACCORD

FOURNITURES

Seuils: 400 000 DTS

SERVICES

précisés à l'annexe 4

Seuils: 400 000 DTS

TRAVAUX

précisés à l'annexe 5

Seuils: 5 000 000 DTS

***Entités*:**

Entités adjudicatrices au sens de la directive CE concernant les procédures de passation des marchés dans les services publics, qui sont des pouvoirs publics ou des entreprises publiques exerçant une ou plusieurs des activités énumérées ci-après:

a) la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes de fourniture au public de services en matière de production, de transport ou de distribution d'eau potable;

b) la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'électricité ou l'alimentation de ces réseaux en électricité;

c) la mise à disposition des transporteurs aériens d'aéroports ou d'autres terminaux de transport;

d) la mise à disposition des transporteurs maritimes ou fluviaux de ports maritimes ou intérieurs ou d'autres terminaux de transport;

e) l'exploitation de réseaux destinés à fournir un service au public dans le domaine du transport par chemin de fer[1], systèmes automatiques, tramway, trolleybus ou autobus ou câble conformément à la directive CE concernant les procédures de passation des marchés dans les services publics.

Ci-joint, une liste indicative des autorités contractantes et des entreprises publiques.

[1] À l'exclusion des entités énumérées à l'annexe VI de la directive 93/38/CEE (copie jointe).

ANNEXE 4

SERVICES

Les services suivants sont inclus dans la liste universelle des services figurant dans le document MTN.GNS/W/120:

Objet	*Numéro de référence CPC*
Services d'entretien et de réparation	6112, 6122, 633, 886
Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des transports de courrier	712 (sauf 71235), 7512, 87304
Services de transports aériens: transports de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports de courrier	73 (sauf 7321)
Transports de courrier par transport terrestre (excepté les transports ferroviaires) et par air	71235, 7321
Services de télécommunications	752* (sauf 7524, 7525, 7526)
Services financiers	ex 81
a) Services d'assurance	812, 814
b) Services bancaires et d'investissement**	
Services informatiques et services connexes	84
Services comptables, d'audit et de tenue de livres	862
Services d'études de marché et de sondages	864
Services de conseil en gestion et services connexes	865, 866***
Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques	867
Services de publicité	871
Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés	874, 82201 - 82206
Services de publication et d'impression sur la base d'une redevance ou sur une base contractuelle	88442
Services de voirie et d'enlèvement des ordures; services d'assainissement et services analogues	94

Notes relatives à l'annexe 4

* À l'exclusion des services de téléphonie vocale, de télex, de radiotéléphonie, d'appel unilatéral sans transmission de parole, ainsi que des services de transmission par satellite.

** À l'exclusion des marchés des services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers, ainsi que des services fournis par des banques centrales. En Finlande, les paiements effectués par des entités gouvernementales (dépenses) sont traités par un établissement de crédit (Postipankki Ltd) ou par le système finlandais de virements postaux. En Suède, les paiements émanant des organismes publics ou émis à leur bénéfice sont traités par le système suédois de virements postaux (Postgiro).

*** À l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.

ANNEXE 5

SERVICES DE CONSTRUCTION

Définition:

Un contrat de services de construction est un contrat qui a pour objectif la réalisation, par quelque moyen que ce soit, de travaux de construction de génie civil ou de bâtiments au sens de la division 51 de la classification centrale des produits (CPC).

Liste de la division 51 de la CPC

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
SECTION 5			OUVRAGES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION; TERRES	
DIVISION 51			TRAVAUX DE CONSTRUCTION	
511			Travaux de préparation de sites et chantiers de construction	
	5111	51110	Travaux d'étude de sites	4510
	5112	51120	Travaux de démolition	4510
	5113	51130	Travaux de remblayage et de déblaiement de sites	4510
	5114	51140	Travaux de fouille et de terrassement	4510
	5115	51150	Travaux de préparation de sites en vue de l'exploitation minière	4510
	5116	51160	Travaux d'échafaudage	4520
512			Travaux de construction de bâtiments	
	5121	51210	Maisons à un ou deux logements	4520
	5122	51220	Immeubles collectifs	4520
	5123	51230	Entrepôts et bâtiments industriels	4520
	5124	51240	Bâtiments commerciaux	4520
	5125	51250	Bâtiments abritant des activités de spectacle	4520
	5126	51260	Bâtiments abritant des hôtels ou restaurants et bâtiments similaires	4520
	5127	51270	Bâtiments scolaires	4520
	5128	51280	Bâtiments sanitaires	4520
	5129	51290	Autres bâtiments	4520
513			Travaux de construction d'ouvrages de génie civil	

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
	5131	51310	Autoroutes (à l'exclusion des autoroutes sur piliers), rues, routes, voies ferrées et pistes d'aérodromes	4520
	5132	51320	Ponts, autoroutes sur piliers, tunnels et ouvrages ferroviaires souterrains	4520
	5133	51330	Voies navigables, ports, barrages et autres ouvrages hydrauliques	4520
	5134	51340	Conduites, lignes de communication et lignes (câbles) de transport d'électricité à grande distance	4520
	5135	51350	Conduites et câbles de réseaux urbains; installations urbaines auxiliaires	4520
	5136	51360	Ouvrages de construction destinés à l'exploitation minière et au secteur manufacturier	4520
	5137		Ouvrages de construction destinés aux sports et loisirs	
		51371	Stades et terrains de sports	4520
		51372	Autres installations sportives et récréatives (piscines, courts de tennis, terrains de golf)	4520
	5139	51390	Travaux de génie civil n.c.a.	4520
514	5140	51400	Assemblage et construction d'ouvrages préfabriqués	4520
515			Travaux d'entreprises de construction spécialisées	
	5151	51510	Travaux de fondation, y compris le battage des pieux	4520
	5152	51520	Forage des puits d'eau	4520
	5153	51530	Couverture et étanchéité extérieure	4520
	5154	51540	Travaux du béton	4520
	5155	51550	Travaux de cintrage et montage des ossatures métalliques, y compris les travaux de soudure	4520

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
	5156	51560	Travaux de maçonnerie	4520
	5159	51590	Autres travaux d'entreprises de construction spécialisées	4520
516			Travaux de pose d'installations	
	5161	51610	Pose d'installations de chauffage, de ventilation et de climatisation	4530
	5162	51620	Pose d'installations de distribution d'eau et de tout-à-l'égout	4530
	5163	51630	Pose d'appareils à gaz	4530
	5164		Pose d'installations électriques	
		51641	Pose d'installations et appareillages électriques	4530
		51642	Travaux d'installation de systèmes d'alarme contre l'incendie	4530
		51643	Installation de systèmes d'alarme contre le vol	4530
		51644	Installation d'antennes d'immeubles	4530
		51649	Autres travaux de pose d'installations électriques	4530
	5165	51650	Travaux d'isolation (isolation des installations électriques, étanchéité, isolation thermique et isolation acoustique)	4530
	5166	51660	Pose de clôtures et de grilles	4530
	5169		Autres travaux de pose d'installations	
		51691	Travaux d'installation d'ascenseurs et escaliers mécaniques	4530
		51699	Autres travaux d'installation divers n.c.a.	4530
517			Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	
	5171	51710	Travaux de vitrerie et pose de vitrages	4540

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
	5172	51720	Travaux de plâtrerie	4540
	5173	51730	Travaux de peinture	4540
	5174	51740	Pose de carreaux de dallage et de revêtement mural	4540
	5175	51750	Autres travaux de revêtement des sols et des murs, y compris la pose de papiers muraux	4540
	5176	51760	Travaux de charpente et de menuiserie (bois et métal)	4540
	5177	51770	Travaux de marbrerie décorative intérieure	4540
	5178	51780	Travaux de ferronnerie décorative intérieure	4540
	5179	51790	Autres travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	4540
518	5180	51800	Services de location de matériel de construction ou de démolition pour bâtiments ou ouvrages de génie civil, avec opérateur	4550

PIÈCES JOINTES AUX ANNEXES 2 ET 3

LISTE INDICATIVE DES ORGANISMES ET DES CATÉGORIES D'ORGANISMES DE DROIT PUBLIC VISÉS À L'ANNEXE 2

Belgique

Organismes

A

- Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile – Federaal Agentschap voor Opvang van Asielzoekers
- Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire – Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen
- Agence fédérale de contrôle nucléaire – Federaal Agentschap voor nucleaire Controle
- Agence wallonne à l'exportation
- Agence wallonne des télécommunications
- Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées
- Aquafin
- Arbeitsamt der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces –Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de Provinciën Astrid

B

- Banque nationale de Belgique – Nationale Bank van België
- Belgisches Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft
- Berlaymont 2000
- Bibliothèque royale Albert Ier – Koninklijke Bilbliotheek Albert I
- Bruxelles-Propreté – Agence régionale pour la propreté – Net–Brussel –Gewestelijke Agentschap voor Netheid
- Bureau d'intervention et de restitution belge – Belgisch Interventie en Restitutiebureau
- Bureau fédéral du Plan – Federaal Planbureau

C

- Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage – Hulpkas voor Werkloosheidsuitkeringen
- Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins – Hulp en Voorzorgskas voor Zeevarenden
- Caisse de soins de santé de la Société nationale des chemins de fer belges – Kas der geneeskundige Verzorging van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen
- Caisse nationale des calamités – Nationale Kas voor Rampenschade
- Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés dans les entreprises de batellerie – Bijzondere Verrekenkas voor

Gezinsvergoedingen ten Bate van de Arbeiders der Ondernemingen voor Binnenscheepvaart

- Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés dans les entreprises de chargement, déchargement et manutention de marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts et stations (appelée habituellement «Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales des régions maritimes») – Bijzondere Verrekenkas voor Gezinsvergoedingen ten Bate van de Arbeiders gebezigd door Ladings– en Lossingsondernemingen en door de Stuwadoors in de Havens, Losplaatsen, Stapelplaatsen en Stations (gewoonlijk genoemd «Bijzondere Compensatiekas voor Kindertoeslagen van de Zeevaartgewesten»)
- Centre d'étude de l'énergie nucléaire – Studiecentrum voor Kernenergie
- Centre de recherches agronomiques de Gembloux
- Centre hospitalier de Mons
- Centre hospitalier de Tournai
- Centre hospitalier universitaire de Liège
- Centre informatique pour la Région de Bruxelles-Capitale – Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest
- Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme – Centrum voor Gelijkheid van Kansen en voor Racismebestrijding
- Centre régional d'aide aux communes
- Centrum voor Bevolkings- en Gezinsstudiën
- Centrum voor landbouwkundig Onderzoek te Gent
- Comité de contrôle de l'électricité et du gaz – Controlecomité voor Elekticiteit en Gas
- Comité national de l'énergie – Nationaal Comité voor de Energie
- Commissariat général aux relations internationales
- Commissariaat-Generaal voor de Bevordering van de lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openluchtrecreatie
- Commissariat général pour les relations internationales de la Communauté française de Belgique
- Conseil central de l'économie – Centrale Raad voor het Bedrijfsleven
- Conseil économique et social de la Région wallonne
- Conseil national du travail – Nationale Arbeidsraad
- Conseil supérieur de la justice – Hoge Raad voor de Justitie
- Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises – Hoge Raad voor Zelfstandigen en de kleine en middelgrote Ondernemingen
- Conseil supérieur des classes moyennes
- Coopération technique belge – Belgische technische Coöperatie

D

- Dienststelle der Deutschprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung
- Dienst voor de Scheepvaart
- Dienst voor Infrastructuurwerken van het gesubsidieerd Onderwijs

– Domus Flandria

E

– Entreprise publique des technologies nouvelles de l'information et de la communication de la Communauté française

– Export Vlaanderen

F

– Financieringsfonds voor Schuldafbouw en Eenmalige Investeringsuitgaven

– Financieringsinstrument voor de Vlaamse Visserij- en Aquicultuursector

– Fonds bijzondere Jeugdbijstand

– Fonds communautaire de garantie des bâtiments scolaires

– Fonds culturele Infrastructuur

– Fonds de participation

– Fonds de vieillissement – Zilverfonds

– Fonds d'aide médicale urgente – Fonds voor dringende geneeskundige Hulp

– Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française

– Fonds de pension pour les pensions de retraite du personnel statutaire de Belgacom – Pensioenfonds voor de Rustpensioenen van het statutair Personeel van Belgacom

– Fonds des accidents du travail – Fonds voor Arbeidsongevallen

– Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises

– Fonds tot Vergoeding van de in geval van Sluiting van Ondernemingen ontslagen Werknemers

– Fonds du logement des familles nombreuses de la Région de Bruxelles-Capitale – Woningfonds van de grote Gezinnen van het Brusselse hoofdstedelijk Gewest

– Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie

– Fonds Film in Vlaanderen

– Fonds national de garantie des bâtiments scolaires – Nationaal Warborgfonds voor Schoolgebouwen

– Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers – Nationaal Waarborgfonds inzake Kolenmijnenschade

– Fonds piscicole de Wallonie

– Fonds pour le financement des prêts à des États étrangers – Fonds voor Financiering van de Leningen aan Vreemde Staten

– Fonds pour la rémunération des mousses – Fonds voor Scheepsjongens

– Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales – Brussels gewestelijk Herfinancieringsfonds van de gemeentelijke Thesaurieën

– Fonds voor flankerend economisch Beleid

– Fonds wallon d'avances pour la réparation des dommages provoqués par des pompages et des prises d'eau souterraine

G

– Garantiefonds der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Schulbauten
– Grindfonds

H

– Herplaatsingfonds
– Het Gemeenschapsonderwijs
– Hulpfonds tot financieel Herstel van de Gemeenten

I

– Institut belge de normalisation – Belgisch Instituut voor Normalisatie
– Institut belge des services postaux et des télécommunications – Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie
– Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle
– Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement – Brussels Instituut voor Milieubeheer
– Institut d'aéronomie spatiale – Instituut voor Ruimte aëronomie
– Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises
– Institut des comptes nationaux – Instituut voor de nationale Rekeningen
– Institut d'expertise vétérinaire – Instituut voor veterinaire Keuring
– Institut du patrimoine wallon
– Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen
– Institut géographique national – Nationaal geografisch Instituut
– Institution pour le développement de la gazéification souterraine – Instelling voor de Ontwikkeling van ondergrondse Vergassing
– Institution royale de Messine – Koninklijke Gesticht van Mesen
– Institutions universitaires de droit public relevant de la Communauté flamande – Universitaire instellingen van publiek recht afangende van de Vlaamse Gemeenschap
– Institutions universitaires de droit public relevant de la Communauté française – Universitaire instellingen van publiek recht afhangende van de Franse Gemeenschap
– Institut national des industries extractives – Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven
– Institut national de recherche sur les conditions de travail – Nationaal Onderzoeksinstituut voor Arbeidsomstandigheden
– Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre – Nationaal Instituut voor Oorlogsinvaliden, Oudstrijders en Oorlogsslachtoffers
– Institut national des radioéléments – Nationaal Instituut voor Radio-Elementen
– Institut national pour la criminalistique et la criminologie – Nationaal Instituut voor Criminalistiek en Criminologie
– Institut pour l'amélioration des conditions de travail – Instituut voor Verbetering van de Arbeidsvoorwaarden

– Institut royal belge des sciences naturelles – Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen

– Institut royal du patrimoine culturel – Koninklijk Instituut voor het Kunstpatrimonium

– Institut royal météorologique de Belgique – Koninklijk meteorologisch Instituut van België

– Institut scientifique de service public en Région wallonne

– Institut scientifique de la santé publique - Louis Pasteur – Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid - Louis Pasteur

– Instituut voor de Aanmoediging van Innovatie door Wetenschap en Technologie in Vlaanderen

– Instituut voor Bosbouw en Wildbeheer

– Instituut voor het archeologisch Patrimonium

– Investeringsdienst voor de Vlaamse autonome Hogescholen

– Investeringsfonds voor Grond- en Woonbeleid voor Vlaams-Brabant

J

– Jardin botanique national de Belgique – Nationale Plantentuin van België

K

– Kind en Gezin

– Koninklijk Museum voor schone Kunsten te Antwerpen

L

– Loterie nationale — Nationale Loterij

M

– Mémorial national du Fort de Breendonk – Nationaal Gedenkteken van het Fort van Breendonk

– Musée royal de l'Afrique centrale – Koninklijk Museum voor Midden- Afrika

– Musées royaux d'art et d'histoire – Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis

– Musées royaux des Beaux-arts de Belgique – Koninklijke Musea voor schone Kunsten van België

O

– Observatoire royal de Belgique – Koninklijke Sterrenwacht van België

– Office central d'action sociale et culturelle du ministère de la défense – Centrale Dienst voor sociale en culturele Actie van het Ministerie van Defensie

– Office communautaire et régional de la formation professionnelle et de l'emploi

– Office de contrôle des assurances – Controledienst voor de Verzekeringen

– Office de contrôle des mutualités et des Unions nationales de mutualités – Controledienst voor de Ziekenfondsen en de Landsbonden van Ziekenfondsen

– Office de la naissance et de l'enfance

– Office de promotion du tourisme

– Office de sécurité sociale d'Outre-mer – Dienst voor de overzeese sociale Zekerheid

– Office for Foreign Investors in Wallonia
– Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés – Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers
– Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales – Rijksdienst voor sociale Zekerheid van de provinciale en plaatselijke Overheidsdiensten
– Office national des vacances annuelles – Rijksdienst voor jaarlijkse Vakantie
– Office national du ducroire – Nationale Delcrederedienst
– Office régional bruxellois de l'emploi – Brusselse gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling
– Office régional de promotion de l'agriculture et de l'horticulture
– Office régional pour le financement des investissements communaux
– Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi
– Openbaar psychiatrisch Ziekenhuis-Geel
– Openbaar psychiatrisch Ziekenhuis-Rekem
– Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaams Gewest
– Orchestre national de Belgique – Nationaal Orkest van België
– Organisme national des déchets radioactifs et des matières fissiles – Nationale Instelling voor radioactief Afval en Splijtstoffen

P

– Palais des Beaux-arts – Paleis voor schone Kunsten
– Participatiemaatschappij Vlaanderen
– Pool des marins de la marine marchande – Pool van de Zeelieden der Koopvaardij

R

– Radio et télévision belge de la Communauté française
– Reproductiefonds voor de Vlaamse Musea

S

– Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale – Brusselse hoofdstedelijk Dienst voor Brandweer en dringende medische Hulp
– Société belge d'investissement pour les pays en développement – Belgische Investeringsmaatschappij voor Ontwinkkelingslanden
– Société d'assainissement et de rénovation des sites industriels dans l'Ouest du Brabant wallon
– Société de garantie régionale
– Sociaal economische Raad voor Vlaanderen
– Société du logement de la Région bruxelloise et sociétés agréées – Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en erkende maatschappijen
– Société publique d'aide à la qualité de l'environnement
– Société publique d'administration des bâtiments scolaires bruxellois
– Société publique d'administration des bâtiments scolaires du Brabant wallon

– Société publique d'administration des bâtiments scolaires du Hainaut
– Société publique d'administration des bâtiments scolaires de Namur
– Société publique d'administration des bâtiments scolaires de Liège
– Société publique d'administration des bâtiments scolaires du Luxembourg
– Société publique de gestion de l'eau
– Société wallonne du logement et sociétés agréées
– Sofibail
– Sofibru
– Sofico

T

– Théâtre national
– Théâtre royal de la Monnaie – De Koninklijke Muntschouwburg
– Toerisme Vlaanderen
– Tunnel Liefkenshoek

U

– Universitair Ziekenhuis Gent

V

– Vlaams Commissariaat voor de Media
– Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding
– Vlaams Egalisatie Rente Fonds
– Vlaamse Hogescholenraad
– Vlaamse Huisvestingsmaatschappij en erkende maatschappijen
– Vlaamse Instelling voor technologisch Onderzoek
– Vlaamse interuniversitaire Raad
– Vlaamse Landmaatschappij
– Vlaamse Milieuholding
– Vlaamse Milieumaatschappij
– Vlaamse Onderwijsraad
– Vlaamse Opera
– Vlaamse Radio- en Televisieomroep
– Vlaamse Reguleringsinstantie voor de Elektriciteit- en Gasmarkt
– Vlaamse Stichting voor Verkeerskunde
– Vlaams Fonds voor de Lastendelging
– Vlaams Fonds voor de Letteren
– Vlaams Fonds voor de sociale Integratie van Personen met een Handicap
– Vlaams Informatiecentrum over Land- en Tuinbouw
– Vlaams Infrastructuurfonds voor Persoonsgebonden Aangelegenheden

– Vlaams Instituut voor de Bevordering van het wetenschappelijk- en technologisch Onderzoek in de Industrie
– Vlaams Instituut voor Gezondheidspromotie
– Vlaams Instituut voor het Zelfstandig ondernemen
– Vlaams Landbouwinvesteringsfonds
– Vlaams Promotiecentrum voor Agro- en Visserijmarketing
– Vlaams Zorgfonds
– Vlaams Woningsfonds voor de grote Gezinnen

Bulgarie

Organismes

– Икономически и социален съвет
– Национален осигурителен институт
– Национална здравноосигурителна каса
– Български червен кръст
– Българска академия на науките
– Национален център за аграрни науки
– Български институт за стандартизация
– Българско национално радио
– Българска национална телевизия

Catégories

Entreprises d'État au sens de l'article 62, paragraphe 3, de la Търговския закон (обн., ДВ, бр.48/18.6.1991):

– Национална компания «Железопътна инфраструктура»
– ДП «Пристанищна инфраструктура»
– ДП «Ръководство на въздушното движение»
– ДП «Строителство и възстановяване»
– ДП «Транспортно строителство и възстановяване»
– ДП «Съобщително строителство и възстановяване»
– ДП «Радиоактивни отпадъци»
– ДП «Предприятие за управление на дейностите по опазване на околната среда»
– ДП «Български спортен тотализатор»
– ДП «Държавна парично-предметна лотария»
– ДП «Кабиюк», Шумен
– ДП «Фонд затворно дело»
– Държавни дивечовъдни станции

Universités d'État créées en vertu de l'article 13 de la Закона за висшето образование (обн., ДВ, бр.112/27.12.1995):

– Аграрен университет – Пловдив

- Академия за музикално, танцово и изобразително изкуство – Пловдив
- Академия на Министерството на вътрешните работи
- Великотърновски университет «Св. св. Кирил и Методий»
- Висше военноморско училище «Н. Й. Вапцаров» – Варна
- Висше строително училище «Любен Каравелов» – София
- Висше транспортно училище «Тодор Каблешков» – София
- Военна академия «Г. С. Раковски» – София
- Национална музикална академия «Проф. Панчо Владигеров» – София
- Икономически университет – Варна
- Колеж по телекомуникации и пощи – София
- Лесотехнически университет - София
- Медицински университет «Проф. д-р Параскев Иванов Стоянов» – Варна
- Медицински университет – Плевен
- Медицински университет – Пловдив
- Медицински университет – София
- Минно-геоложки университет «Св. Иван Рилски» – София
- Национален военен университет «Васил Левски» – Велико Търново
- Национална академия за театрално и филмово изкуство «Кръстьо Сарафов» – София
- Национална спортна академия «Васил Левски» – София
- Национална художествена академия – София
- Пловдивски университет «Паисий Хилендарски»
- Русенски университет «Ангел Кънчев»
- Софийски университет «Св. Климент Охридски»
- Специализирано висше училище по библиотекознание и информационни технологии – София
- Стопанска академия «Д. А. Ценов» – Свищов
- Технически университет – Варна
- Технически университет – Габрово
- Технически университет – София
- Тракийски университет - Стара Загора
- Университет «Проф. д-р Асен Златаров» – Бургас
- Университет за национално и световно стопанство – София
- Университет по архитектура, строителство и геодезия – София
- Университет по хранителни технологии – Пловдив
- Химико-технологичен и металургичен университет - София
- Шуменски университет «Епископ Константин Преславски»
- Югозападен университет «Неофит Рилски» – Благоевград

Écoles d'État et écoles municipales au sens de la Закона за народната просвета (обн., ДВ, бр. 86/18.10.1991)

Institutions culturelles au sens de la Закона за закрила и развитие на културата (обн., ДВ, бр.50/1.6.1999):

– Народна библиотека «Св. св. Кирил и Методий»
– Българска национална фонотека
– Българска национална филмотека
– Национален фонд «Култура»
– Национален институт за паметниците на културата
– Театри (Théâtres)
– Опери, филхармонии и ансамбли (opéras, orchestres philharmoniques, ensembles)
– Музеи и галерии (musées et galeries)
– Училища по изкуствата и културата (écoles des Beaux-arts et de la culture)
– Български културни институти в чужбина (instituts culturels bulgares a l'étranger)

Institutions mйdicales d'État et/ou municipales visées a l'article 3, paragraphe 1, de la Закона за лечебните заведения (обн., ДВ, бр.62/9.7.1999).

Institutions médicales visées à l'article 5, paragraphe 1, de la Закона за лечебните заведения (обн., ДВ, бр.62/9.7.1999):

– Домове за медико-социални грижи за деца
– Лечебни заведения за стационарна психиатрична помощ
– Центрове за спешна медицинска помощ
– Центрове за трансфузионна хематология
– Болница «Лозенец»
– Военномедицинска академия
– Медицински институт на Министерство на вътрешните работи
– Лечебни заведения към Министерството на правосъдието
– Лечебни заведения към Министерството на транспорта

Personnes morales sans caractère commercial établies afin de répondre à des besoins d'intérêt général en vertu de la Закона за юридическите лица с нестопанска цел (обн., ДВ, бр.81/6.10.2000) et répondant aux conditions du paragraphe 1, point 21, de la Закона за обществените поръчки (обн., ДВ, бр. 28/6.4.2004).

<u>République tchèque</u>

– Pozemkový fond et autres fonds publics
– Česká národní banka
– Česká televize
– Český rozhlas
– Rada pro rozhlasové a televizní vysílaní
– Všeobecná zdravotní pojišťovna České republiky
– Zdravotní pojišťovna ministerstva vnitra ČR

– Universités

et les autres entités juridiques créées par une loi spéciale qui, pour leur fonctionnement et conformément aux règles budgétaires, utilisent des fonds provenant du budget de l'État, des fonds publics, des contributions d'institutions internationales ou encore des fonds provenant des budgets d'autorités de district ou de divisions territoriales autonomes.

Danemark

Organismes

– Danmarks Radio

– Det landsdækkende TV2

– Danmarks Nationalbank

– Sund og Bælt Holding A/S

– A/S Storebælt

– A/S Øresund

– Øresundskonsortiet

– Metroselskabet I/S

– Arealudviklingsselskabet I/S

– Statens og Kommunernes Indkøbsservice

– Arbejdsmarkedets Tillægspension

– Arbejdsmarkedets Feriefond

– Lønmodtagernes Dyrtidsfond

– Naviair

Catégories

– De Almene Boligorganisationer (organisations pour les logements sociaux)

– Andre forvaltningssubjekter (autres entités administratives)

– Universiteterne, jf. lovbekendtgørelse nr. 1368 af 7. december 2007 af lov om universiteter (universités, voir loi unifiée nº 1368 du 7 décembre 2007 sur les universités).

Allemagne

Catégories

Personnes morales de droit public

Collectivités, établissements et fondations de droit public créés par l'État ou les Länder ou les autorités locales, notamment dans les domaines suivants:

(1) Autorités

– Wissenschaftliche Hochschulen und verfasste Studentenschaften (établissements d'enseignement supérieur scientifiques et associations d'étudiants dotées de statuts),

– berufsständige Vereinigungen (Rechtsanwalts-, Notar-, Steuerberater-, Wirtschaftsprüfer-, Architekten-, Ärzte- und Apothekerkammern) [associations professionnelles (ordres ou chambres des avocats/avoués, notaires, conseillers fiscaux, experts-comptables, architectes, médecins et pharmaciens)],

– Wirtschaftsvereinigungen (Landwirtschafts-, Handwerks-, Industrie- und Handelskammern, Handwerksinnungen, Handwerkerschaften) [associations

professionnelles et commerciales: associations agricoles et artisanales, chambres de l'industrie et du commerce, chambres d'artisanat, associations de commerçants],

- Sozialversicherungen (Krankenkassen, Unfall- und Rentenversicherungsträger) [assurances sociales (caisses de maladie, organismes d'assurance contre les accidents et d'assurance pension)],
- kassenärztliche Vereinigungen (associations de médecins conventionnés),
- Genossenschaften und Verbände (coopératives et autres associations).

(2) Établissements et fondations

Entités ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, soumises au contrôle de l'État et agissant dans l'intérêt général, notamment dans les domaines suivants:

- Rechtsfähige Bundesanstalten (offices fédéraux dotés de la capacité juridique),
- Versorgungsanstalten und Studentenwerke (institutions de solidarité nationale et oeuvres universitaires et scolaires),
- Kultur-, Wohlfahrts- und Hilfsstiftungen (fondations à caractère culturel, de bienfaisance et d'aide).

Personnes morales de droit privé

Entités ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, soumises au contrôle de l'État et agissant dans l'intérêt général, y inclus les Kommunale Versorgungsunternehmen (services publics communaux):

- Gesundheitswesen (Krankenhäuser, Kurmittelbetriebe, medizinische Forschungseinrichtungen, Untersuchungs- und Tierkörperbeseitigungsanstalten) [santé (hôpitaux, maisons de cure, centres de recherche médicale, laboratoires d'analyse et installations d'équarrissage)],
- Kultur (öffentliche Bühnen, Orchester, Museen, Bibliotheken, Archive, zoologische und botanische Gärten) – [culture (théâtres publics, orchestres, musées, bibliothèques, archives, jardins zoologiques et botaniques)],
- Soziales (Kindergärten, Kindertagesheime, Erholungseinrichtungen, Kinderund Jugendheime, Freizeiteinrichtungen, Gemeinschafts- und Bürgerhäuser, Frauenhaeuser, Altersheime, Obdachlosenunterkünfte) – [secteur social (jardins d'enfants, garderies d'enfants, maisons de repos, foyers d'enfants et maisons de jeunes, centres de loisirs, maisons de quartier, foyers féminins, maisons de retraite, refuges pour sans-abris)],
- Sport (Schwimmbäder, Sportanlagen und -einrichtungen) [sport (piscines, installations et équipements sportifs)],
- Sicherheit (Feuerwehren, Rettungsdienste) [sécurité (corps de sapeurs-pompiers, services de secours)],
- Bildung (Umschulungs-, Aus-, Fort- und Weiterbildungseinrichtungen, Volksschulen) – [formation (centres de rééducation professionnelle, établissements dispensant des cours de formation, de perfectionnement et de recyclage, universités populaires)],
- Wissenschaft, Forschung und Entwicklung (Großforschungseinrichtungen, wissenschaftliche Gesellschaften und Vereine, Wissenschaftsförderung) – [science, recherche et développement (grands centres de recherche, sociétés et associations scientifiques, promotion de la science)],
- Entsorgung (Straßenreinigung, Abfall- und Abwasserbeseitigung) – [assainissement (nettoyage des rues, élimination des déchets et des eaux usées)],

– Bauwesen und Wohnungswirtschaft (Stadtplanung, Stadtentwicklung, Wohnungsunternehmen, soweit im Allgemeininteresse tätig, Wohnraumvermittlung) – [bâtiment et logement (aménagement urbain, développement urbain, entreprises de logement, pour autant qu'ils agissent dans l'intérêt général, attribution des logements)],

– Wirtschaft (Wirtschaftsförderungsgesellschaften) — (économie: organismes de promotion du développement économique),

– Friedhofs- und Bestattungswesen (cimetières et services funéraires),

– Zusammenarbeit mit den Entwicklungsländern (Finanzierung, technische Zusammenarbeit, Entwicklungshilfe, Ausbildung) [coopération avec les pays en développement (financement, coopération technique, aide au développement fomation)].

Estonie

– Eesti Kunstiakadeemia;

– Eesti Muusika- ja Teatriakadeemia;

– Eesti Maaülikool;

– Eesti Teaduste Akadeemia;

– Eesti Rahvusringhaaling;

– Tagatisfond;

– Kaitseliit;

– Keemilise ja Bioloogilise Füüsika Instituut;

– Eesti Haigekassa;

– Eesti Kultuurkapital;

– Notarite Koda;

– Rahvusooper Estonia;

– Eesti Rahvusraamatukogu;

– Tallinna Ülikool;

– Tallinna Tehnikaülikool;

– Tartu Ülikool;

– Eesti Advokatuur;

– Audiitorkogu;

– Eesti Töötukassa;

– Eesti Arengufond;

Catégories

Autres personnes morales de droit public ou personnes morales de droit privé conformément à l'article 10, paragraphe 2, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76).

Irlande

Organismes

– Enterprise Ireland [Marketing, technologie et développement de l'entreprise]

– Forfás [Stratégie et conseils en matière d'entreprise, de commerce, de science, de technologie et d'innovation]

– Industrial Development Authority
– FÁS [Formation professionnelle]
– Health and Safety Authority
– Bord Fáilte Éireann – [Développement du tourisme]
– CERT [Formation dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme]
– Irish Sports Council
– National Roads Authority
– Údarás na Gaeltachta – [Autorité des régions de langue gaélique]
– Teagasc [Recherche, formation et développement en matière d'agriculture]
– An Bord Bia – [Promotion de l'industrie alimentaire]
– Irish Horseracing Authority
– Bord na gCon – [Soutien et développement des courses de lévriers]
– Marine Institute
– Bord Iascaigh Mhara – [Développement de la pêche]
– Equality Authority
– Legal Aid Board
– Forbas [Forbairt]

Catégories

– Health Service Executive (administration des services de santé)
– Hospitals and similar institutions of a public character (hôpitaux et autres institutions similaires à caractère public)
– Vocational Education Committees (comités éducatifs techniques et professionnels)
– Colleges and educational institutions of a public character (collèges et institutions chargés de l'enseignement à caractère public)
– Central and Regional Fisheries Boards (conseils centraux et régionaux de la pêche)
– Regional Tourism Organisations (organismes régionaux de tourisme)
– National Regulatory and Appeals bodies [such as in the telecommunications, energy, planning etc. areas] (organismes nationaux de réglementation et d'appel, par exemple dans le secteur des télécommunications, de l'énergie, de l'urbanisme, etc.)
– Agencies established to carry out particular functions or meet needs in various public sectors [e.g. Regional Tourism Organisations (organismes régionaux de tourisme) National Regulatory and Appeals bodies [such as in the telecommunications, energy, planning etc. areas] [organismes créés pour remplir des fonctions particulières ou pour satisfaire des besoins de secteurs publics (Healthcare Materials Management Board, Health Sector Employers Agency, Local Government Computer Services Board, Environmental Protection Agency, National Safety Council, Institute of Public Administration, Economic and Social Research Institute, National Standards Authority etc.)]
– Other public bodies falling within the definition of a body governed by public law (autres organismes publics qui correspondent à la définition d'un organisme de droit public)

<u>Grèce</u>

Catégories

– Les entreprises publiques et les entités publiques.

– Les personnes morales de droit privé qui appartiennent à l'État ou qui sont régulièrement subventionnées, selon les dispositions applicables, par des ressources d'État au moins à 50 % de leur budget annuel ou dont l'État possède au moins 51 % du capital social.

– Les personnes morales de droit privé appartenant à des personnes morales de droit public, à des collectivités locales de tout niveau, y inclus l'Association centrale de collectivités locales grecque (Κ.Ε.Δ.Κ.Ε.), à des associations locales de communes, ainsi qu'aux entreprises et entités publiques, et aux personnes morales mentionnées sous b) ou qui sont régulièrement subventionnées par elles, au moins à 50 % de leur budget annuel, selon les dispositions applicables ou leurs propres statuts, ou les personnes morales mentionnées ci-dessus qui possèdent au moins 51 % du capital social de ces personnes morales de droit public.

Espagne

Catégories

– Les organismes et entités de droit public soumis à la «Ley 30/2007, de 30 de octubre, de Contratos del sector público» [législation nationale espagnole sur les marchés publics], conformément à son article 3, autres que ceux faisant partie de l'Administración General del Estado (administration générale de l'État), de l'Administración de las Comunidades Autónomas (administration des Communautés autonomes) et des Corporaciones Locales (collectivités locales).

– Entidades Gestoras y Servicios Comunes de la Seguridad Social (entités administratives et institutions communes de sécurité sociale).

France

Organismes

– Compagnies et établissements consulaires, chambres de commerce et d'industrie (CCI), chambres des métiers et chambres d'agriculture.

Catégories

(1) Établissements publics nationaux:

– Académie des Beaux-arts

– Académie française

– Académie des inscriptions et belles-lettres

– Académie des sciences

– Académie des sciences morales et politiques

– Banque de France

– Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement

– Écoles d'architecture

– Institut national de la consommation

– Réunion des musées nationaux

– Thermes nationaux – Aix-les-Bains

– Groupements d'intérêt public; exemples:

    – Agence EduFrance

- ODIT France (observation, développement et ingénierie touristique)
- Agence nationale de lutte contre l'illettrisme

(2) Établissements publics régionaux, départementaux ou locaux à caractère administratif:

- Collèges
- Lycées
- Etablissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole
- Établissements publics hospitaliers
- Offices publics de l'habitat

(3) Groupements de collectivités territoriales:

- Établissements publics de coopération intercommunale
- Institutions interdépartementales et interrégionales
- Syndicat des transports d'Île-de-France

Italie

Organismes

- Società Stretto di Messina S.p.A.
- Mostra d'oltremare S.p.A.
- Ente nazionale per l'aviazione civile - ENAC
- Società nazionale per l'assistenza al volo S.p.A. - ENAV
- ANAS S.p.A

Catégories

- Consorzi per le opere idrauliche (consortiums de travaux d'aménagement hydraulique).
- Università statali, gli istituti universitari statali, i consorzi per i lavori interessanti le università (universités d'État, instituts universitaires de l'État, consortiums pour les travaux d'aménagement des universités).
- Istituzioni pubbliche di assistenza e di beneficenza (institutions publiques d'assistance et de bienfaisance).
- Istituti superiori scientifici e culturali, osservatori astronomici, astrofisici, geofisici o vulcanologici (instituts supérieurs scientifiques et culturels, observatoires astronomiques, astrophysiques, géophysiques ou vulcanologiques).
- Enti di ricerca e sperimentazione (organismes de recherche et d'expérimentation).
- Enti che gestiscono forme obbligatorie di previdenza e di assistenza (entités qui gèrent des systèmes obligatoires de prévoyance sociale et d'assistance).
- Consorzi di bonifica (coopératives d'amélioration foncière).
- Enti di sviluppo o di irrigazione (entités de développement ou d'irrigation).
- Consorzi per le aree industriali (associations de zones industrielles).
- Enti preposti a servizi di pubblico interesse (entités préposées à des services d'intérêt public).

– Enti pubblici preposti ad attività di spettacolo, sportive, turistiche e del tempo libero (entités publiques préposées à des activités concernant les spectacles, les sports, le tourisme et les loisirs).
– Enti culturali e di promozione artistica (entités culturelles et de promotion des arts).

Chypre

– Αρχή Ραδιοτηλεόρασης Κύπρου
– Επιτροπή Κεφαλαιαγοράς Κύπρου
– Επίτροπος Ρυθμίσεως Ηλεκτρονικών Επικοινωνιών και Ταχυδρομείων
– Ρυθμιστική Αρχή Ενέργειας Κύπρου
– Εφοριακό Συμβούλιο
– Συμβούλιο Εγγραφής και Ελέγχου Εργοληπτών
– Ανοικτό Πανεπιστήμιο Κύπρου
– Πανεπιστήμιο Κύπρου
– Τεχνολογικό Πανεπιστήμιο Κύπρου
– Ένωση Δήμων
– Ένωση Κοινοτήτων
– Αναπτυξιακή Εταιρεία Λάρνακας
– Ταμείο Κοινωνικής Συνοχής
– Ταμείο Κοινωνικών Ασφαλίσεων
– Ταμείο Πλεονάζοντος Προσωπικού
– Κεντρικό Ταμείο Αδειών
– Αντιναρκωτικό Συμβούλιο Κύπρου
– Ογκολογικό Κέντρο της Τράπεζας Κύπρου
– Οργανισμός Ασφάλισης Υγείας
– Ινστιτούτο Γενετικής και Νευρολογίας
– Κεντρική Τράπεζα της Κύπρου
– Χρηματιστήριο Αξιών Κύπρου
– Οργανισμός Χρηματοδοτήσεως Στέγης
– Κεντρικός Φορέας Ισότιμης Κατανομής Βαρών
– Ίδρυμα Κρατικών Υποτροφιών Κύπρου
– Κυπριακός Οργανισμός Αγροτικών Πληρωμών
– Οργανισμός Γεωργικής Ασφάλισης
– Ειδικό Ταμείο Ανανεώσιμων Πηγών Ενέργειας και Εξοικονόμησης Ενέργειας
– Συμβούλιο Ελαιοκομικών Προϊόντων
– Οργανισμός Κυπριακής Γαλακτοκομικής Βιομηχανίας
– Συμβούλιο Αμπελοοινικών Προϊόντων
– Συμβούλιο Εμπορίας Κυπριακών Πατατών

- Ευρωπαϊκό Ινστιτούτο Κύπρου
- Ραδιοφωνικό Ίδρυμα Κύπρου
- Οργανισμός Νεολαίας Κύπρου
- Κυπριακόν Πρακτορείον Ειδήσεων
- Θεατρικός Οργανισμός Κύπρου
- Κυπριακός Οργανισμός Αθλητισμού
- Αρχή Ανάπτυξης Ανθρώπινου Δυναμικού Κύπρου
- Αρχή Κρατικών Εκθέσεων Κύπρου
- Ελεγκτική Υπηρεσία Συνεργατικών Εταιρειών
- Κυπριακός Οργανισμός Τουρισμού
- Κυπριακός Οργανισμός Αναπτύξεως Γης
- Συμβούλια Αποχετεύσεων (Cette catégorie se rapporte à Συμβούλια Αποχετεύσεων créé et opérant conformément aux dispositions de la Αποχετευτικών Συστημάτων Νόμου n° 1(I) de 1971).
- Συμβούλια Σφαγείων (Cette catégorie se rapporte à Κεντρικά και Κοινοτικά Συμβούλια Σφαγείων géré par des autorités locales, créé et opérant conformément aux dispositions de la Σφαγείων Νόμου n° 26(I) de 2003).
- Σχολικές Εφορείες (Cette catégorie se rapporte au Σχολικές Εφορείες créé et opérant conformément aux dispositions de la Σχολικών Εφορειών Νόμου n° 108 de 2003).
- Ταμείο Θήρας
- Κυπριακός Οργανισμός Διαχείρισης Αποθεμάτων Πετρελαιοειδών
- Ίδρυμα Τεχνολογίας Κύπρου
- Ίδρυμα Προώθησης Έρευνας
- Ίδρυμα Ενέργειας Κύπρου
- Ειδικό Ταμείο Παραχώρησης Επιδόματος Διακίνησης Αναπήρων
- Ταμείο Ευημερίας Εθνοφρουρού
- Ίδρυμα Πολιτισμού Κύπρου

Lettonie

- Sujets de droit privé qui effectuent des achats conformément au «Publisko iepirkumu likuma prasībām».

Lituanie

- Établissements de recherche et d'enseignement [institutions d'enseignement supérieur, établissements de recherche scientifique, parcs scientifiques et technologiques et autres établissements et institutions dont l'activité a trait à l'évaluation ou à l'organisation de la recherche et de l'enseignement].
- Établissements d'enseignement (établissements d'enseignement supérieur, écoles professionnelles, écoles d'enseignement général, établissements préscolaires, institutions d'enseignement informel, institutions d'enseignement spécial et autres établissements).
- Institutions culturelles (théâtres, musées, bibliothèques, etc.).

- Institutions nationales du système de soins de santé lituanien (institutions qui assurent la protection individuelle en matière de soins de santé, institutions de protection de la santé publique, établissements ayant des activités pharmaceutiques et autres établissements de soins, etc.)
- Institutions d'assistance sociale
- Institutions sportives et de culture physique (clubs sportifs, écoles de sport, centres sportifs, installations sportives, etc.)
- Établissements du système de défense nationale
- Institutions de protection de l'environnement
- Instiutions assurant la sécurité et l'ordre publics
- Institutions du système de protection civile et de secours
- Prestataires de services touristiques (centres d'information touristique et autres insitutions fournissant des services touristiques)
- Autres personnes publiques et privées répondant aux conditions fixées par l'article 4, paragraphe 2, de la loi sur les marchés publics («Valstybės žinios» (Journal officiel) n° 84-2000, 1996; n° 4-102, 2006).

Luxembourg

- Établissements publics de l'État placés sous la surveillance d'un membre du gouvernement:
    - Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg
    - Fonds de rénovation de quatre îlôts de la vieille ville de Luxembourg
    - Fonds Belval
- Établissements publics placés sous la surveillance des communes.
- Syndicats de communes créés en vertu de la loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes.

Hongrie

Organismes

- Egyes költségvetési szervek (certains organes budgétaires).
- Az elkülönített állami pénzalapok kezelője (organes de gestion des fonds d'État spécialisés).
- A közalapítványok (fondations publiques).
- A Magyar Nemzeti Bank
- A Magyar Nemzeti Vagyonkezelő Zrt.
- A Magyar Fejlesztési Bank Részvénytársaság
- A Magyar Távirati Iroda Részvénytársaság
- A közszolgálati műsorszolgáltatók (organismes de radiodiffusion de service public).
- Azok a közműsor-szolgáltatók, amelyek működését többségi részben állami, illetve önkormányzati költségvetésből finanszírozzák (organismes de radiodiffusion de service public financés en majorité par le budget public).
- Az Országos Rádió és Televízió Testület

Catégories

- Organisations créées pour satisfaire des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial et contrôlées par des entités publiques ou financées en majorité par des entités publiques (par le budget public).
- Organisations instituées par une loi qui détermine leurs missions de service public et régit leur fonctionnement, et contrôlées par par des entités publiques ou financées en majorité par des entités publiques (par le budget public).
- Organisations insituées par des entités publiques pour réaliser certaines activités de base et contrôlées par ces entités publiques.

Malte

- Uffiċċju tal-Prim Ministru (Bureau du Premier ministre)
    - Kunsill Malti Għall-Iżvilupp Ekonomiku u Soċjali (Conseil pour le développement économique et social de Malte).
    - Awtorita tax-Xandir (Autorité de radiodiffusion).
    - Industrial Projects and Services Ltd.
    - Kunsill ta' Malta għax-Xjenza u Teknoloġija (Conseil maltais pour la science et la technologie)
- Ministeru tal-Finanzi (Ministry of Finance) (Ministère des finances)
    - Awtorità għas-Servizzi Finanzjarji ta' Malta (Autorité maltaise des services financiers).
    - Borża ta' Malta (Bourse de Malte).
    - Awtorità dwar Lotteriji u l-Loghob (Autorité de la loterie et des jeux de hasard).
    - Awtorità tal-Istatistika ta' Malta (Autorité maltaise des statistiques).
    - Sezzjoni ta' Konformità mat-Taxxa (Service chargé de la conformité fiscale).
- Ministeru tal-Ġustizzja u l-Intern (Ministère de la justice et de l'intérieur)
    - Ċentru Malti tal-Arbitraġġ (Centre d'arbitrage de Malte).
    - Kunsilli Lokali (municipalités).
- Ministeru tal-Edukazzjoni, Żgħażagħ u Impjiegi (Ministère de l'éducation, de la jeunesse et de l'emploi)
    - Junior College.
    - Kulleġġ Malti għall-Arti, Xjenza u Teknoloġija (Collège des arts, des sciences et des technologies de Malte).
    - Università` ta' Malta (Université de Malte).
    - Fondazzjoni għall-Istudji Internazzjonali (Fondation pour les études internationales).
    - Fondazzjoni għall-Iskejjel ta' Għada (Fondation pour les écoles de demain).
    - Fondazzjoni għal Servizzi Edukattivi (Fondation des services éducatifs).
    - Korporazzjoni tal-Impjieg u t-Taħriġ (Agence pour l'emploi et la formation).
    - Awtorità` tas-Saħħa u s-Sigurtà (Autorité chargée de la santé et de la sécurité des travailleurs).

  - Istitut għalStudji Turistiċi (Institut des études de tourisme).
  - Kunsill Malti għall-Isport.
  - Bord tal-Koperattivi (Direction générale des coopératives).
  - Pixxina Nazzjonali tal-Qroqq (Pool tal-Qroqq national).
- Ministeru tat-Turiżmu u Kultura (Ministère du tourisme et de la culture)
  - Awtorità Maltija-għat-Turiżmu (Autorité maltaise du tourisme).
  - Heritage Malta.
  - Kunsill Malti għall-Kultura u l-Arti (Conseil national de la culture et des arts).
  - Ċentru għall-Kreativita fil-Kavallier ta' San Ġakbu (Centre pour la créativité St James Cavalier).
  - Orkestra Nazzjonali (Orchestre national).
  - Teatru Manoel (Théâtre Manoel).
  - Ċentru tal- Konferenzi tal-Mediterran (Centre de conférence méditerranéen).
  - Ċentru Malti għar-Restawr (Centre de Restauration de Malte).
  - Sovrintendenza tal-Patrimonju Kulturali (Superintendance du patrimoine culturel).
  - Fondazzjoni Patrimonju Malti.
- Ministeru tal-Kompetittività u l-Komunikazzjoni (Ministère de la compétitivité et des communications)
  - Awtorità` ta' Malta dwar il-Komuikazzjoni (Autorité maltaise des communications).
  - Awtorità` ta' Malta dwar l-Istandards (Autorité maltaise des normes).
- Ministeru tar-Riżorsi u Infrastruttura (Ministère des ressources et de l'infrastructure)
  - Awtorità` ta' Malta dwar ir-Riżorsi (Autorité maltaise des ressources).
  - Kunsill Konsultattiv Dwar l-Industija tal-Bini (Conseil consultatif de l'industrie du bâtiment).
- Ministeru għal Għawdex (Ministère de Gozo)
- Ministeru tas-Saħħa, l-Anzjani u Kura fil-Komunità (Ministère de la santé, des personnes âgées et des soins de proximité)
  - Fondazzjoni għas-Servizzi Mediċi (Fondation pour les services médicaux).
  - Sptar Zammit Clapp (Hôpital Zammit Clapp).
  - Sptar Mater Dei (Hôpital Mater Dei).
  - Sptar Monte Carmeli (Hôpital du Mont-Carmel).
  - Awtorità dwar il-Mediċini (Autorité des médicaments).
  - Kumitat tal-Welfare (Comité du bien-être).
- Ministeru għall-Investiment, Industrija u Teknologija ta' Informazzjoni (Ministère des investissements, de l'industrie et des technologies de l'information)
  - Laboratorju Nazzjonali ta' Malta (Laboratoire national de Malte).
  - MGI/Mimcol.

  - Gozo Channel Co. Ltd.
  - Kummissjoni dwar il-Protezzjoni tad-Data (Commission de protection des données).
  - MITTS
  - Sezzjoni tal-Privatizzazzjoni (Unité de privatisation).
  - Sezzjoni għan-Negozjati Kollettivi (Unité de négociation collective).
  - Malta Enterprise.
  - Malta Industrial Parks.
- Ministeru għall-Affarijiet Rurali u l-Ambjent (Ministère des affaires rurales et de l'environnement)
  - Awtorità ta' Malta għall-Ambjent u l-Ippjanar (Autorité maltaise chargée de l'environnement et de la planification).
  - Wasteserv Malta Ltd.
- Ministeru għall-Iżvilupp Urban u Toroq (Ministère du développement urbain et du réseau routier)
- Ministeru għall-Familja u Solidarjetà Socjali (Ministère de la famille et de la solidarité sociale)
  - Awtorità tad-Djar (Autorité chargée du logement).
  - Fondazzjoni għas-Servizzi Soċjali (Fondation des services sociaux).
  - Sedqa.
  - Appoġġ.
  - Kummissjoni Nazzjonali Għal Persuni b'Diżabilità (Commission nationale des handicapés).
  - Sapport.
- Ministeru għall-Affarijiet Barranin (Ministère des affaires étrangères)
  - Istitut Internazzjonali tal-Anzjani (Institut international sur le vieillissement).

<u>Pays-Bas</u>

Organismes

- Ministerie van Binnenlandse Zaken en Koninkrijksrelaties
  - Nederlands Instituut voor Brandweer en rampenbestrijding (NIBRA)
  - Nederlands Bureau Brandweer Examens (NBBE)
  - Landelijk Selectie- en Opleidingsinstituut Politie (LSOP)
  - 25 afzonderlijke politieregio's – (25 zones de police distinctes)
  - Stichting ICTU
  - Voorziening tot samenwerking Politie Nederland
- Ministerie van Economische Zaken
  - Stichting Syntens
  - Van Swinden Laboratorium B.V.
  - Nederlands Meetinstituut B.V.

  - Nederland Instituut voor Vliegtuigontwikkeling en Ruimtevaart (NIVR)
  - Nederlands Bureau voor Toerisme en Congressen
  - Samenwerkingsverband Noord Nederland (SNN)
  - Ontwikkelingsmaatschappij Oost Nederland N.V.(Oost N.V.)
  - LIOF (Limburg Investment Development Company LIOF)
  - Noordelijke Ontwikkelingsmaatschappij (NOM)
  - Brabantse Ontwikkelingsmaatschappij (BOM)
  - Onafhankelijke Post en Telecommunicatie Autoriteit (Opta)
  - Centraal Bureau voor de Statistiek (CBS)
  - Energieonderzoek Centrum Nederland (ECN)
  - Stichting PUM (Programma Uitzending Managers)
  - Stichting Kenniscentrum Maatschappelijk Verantwoord Ondernemen (MVO)
  - Kamer van Koophandel Nederland
- Ministerie van Financiën
  - De Nederlandse Bank N.V.
  - Autoriteit Financiële Markten
  - Pensioen- & Verzekeringskamer
- Ministerie van Justitie
  - Stichting Reclassering Nederland (SRN)
  - Stichting VEDIVO
  - Voogdij- en gezinsvoogdij instellingen – (Institutions responsables de la tutelle et de la tutelle familiale)
  - Stichting Halt Nederland (SHN)
  - Particuliere Internaten – (Internats privés)
  - Particuliere Jeugdinrichtingen – (Institutions pénales pour jeunes délinquants)
  - Schadefonds Geweldsmisdrijven
  - Centraal Orgaan opvang asielzoekers (COA)
  - Landelijk Bureau Inning Onderhoudsbijdragen (LBIO)
  - Landelijke organisaties slachtofferhulp
  - College Bescherming Persoongegevens
  - Raden voor de Rechtsbijstand
  - Stichting Rechtsbijstand Asiel
  - Stichtingen Rechtsbijstand
  - Landelijk Bureau Racisme bestrijding (LBR)
  - Clara Wichman Instituut
- Ministerie van Landbouw, Natuur en Voedselkwaliteit
  - Bureau Beheer Landbouwgronden

- Faunafonds
- Staatsbosbeheer
- Stichting Voorlichtingsbureau voor de Voeding
- Universiteit Wageningen
- Stichting DLO
- (Hoofd) productschappen – (groupements professionnels)

- Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap

  Les autorités compétentes des:

  - écoles d'enseignement primaire publiques ou privées subventionnées par des fonds publics au sens de la Wet op het primair onderwijs (loi sur l'enseignement primaire);
  - écoles d'enseignement primaire spécial publiques ou privées subventionnées par des fonds publics au sens de la Wet op het primair onderwijs (loi sur l'enseignement primaire);
  - écoles et institutions d'enseignement spécial et secondaire publiques ou privées subventionnées par des fonds publics au sens de la Wet op de expertisecentra (loi sur les centres de ressources);
  - écoles et institutions d'enseignement secondaire publiques ou privées subventionnées par des fonds publics au sens de la Wet op het voortgezet onderwijs (loi sur l'enseignement secondaire);
  - institutions publiques ou privées subventionnées par des fonds publics au sens de la Wet Educatie en Beroepsonderwijs (loi sur l'enseignement et l'enseignement professionnel);
  - universités et institutions d'enseignement supérieur subventionnées par des fonds publics, Open University et hôpitaux universitaires, au sens de la Wet op het hoger onderwijs en wetenschappelijk onderzoek (loi sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique);
  - services d'encadrement scolaire au sens de la Wet op het primair onderwijs (loi sur l'enseignement primaire) et de la Wet op de expertisecentra (loi sur les centres de ressources);
  - centres pédagogiques nationaux au sens de la Wet subsidiëring landelijke onderwijsondersteunende activiteiten (loi sur les subventions pour les activités d'assistance éducative au niveau national);
  - organismes de radiodiffusion au sens de la Mediawet (loi sur les médias), à condition qu'ils soient financés à plus de 50 % par le ministère de l'enseignement, de la culture et des sciences;
  - services au sens de la Wet Verzelfstandiging Rijksmuseale Diensten (loi sur la privatisation des services nationaux);
  - autres organismes et institutions dans le domaine de l'éducation, de la culture et des sciences qui sont financées à plus de 50 % par le ministère de l'éducation, de la culture et des sciences.

- Tous les organismes qui sont subventionnés par le Ministerie van Onderwijs, Cultuur en Wetenschap pour plus de 50 % de leur budget, par exemple:
  - Bedrijfsfonds voor de Pers (BvdP);

- Commissariaat voor de Media (CvdM);
- Informatie Beheer Groep (IB-Groep);
- Koninklijke Bibliotheek (KB);
- Koninklijke Nederlandse Academie van Wetenschappen (KNAW);
- Vereniging voor Landelijke organen voor beroepsonderwijs (COLO);
- Nederlands Vlaams Accreditatieorgaan Hoger Onderwijs (NVAO);
- Fonds voor beeldende kunsten, vormgeving en bouwkunst;
- Fonds voor Amateurkunsten en Podiumkunsten;
- Fonds voor de scheppende toonkunst;
- Mondriaanstichting;
- Nederlands fonds voor de film;
- Stimuleringsfonds voor de architectuur;
- Fonds voor Podiumprogrammering- en marketing;
- Fonds voor de letteren;
- Nederlands Literair Productie- en Vertalingsfonds;
- Nederlandse Omroepstichting (NOS);
- Nederlandse Organisatie voor Toegepast Natuurwetenschappelijk Onderwijs (TNO);
- Nederlandse Organisatie voor Wetenschappelijk Onderzoek (NWO);
- Stimuleringsfonds Nederlandse culturele omroepproducties (STIFO);
- Vervangingsfonds en bedrijfsgezondheidszorg voor het onderwijs (VF);
- Nederlandse organisatie voor internationale samenwerking in het hoger onderwijs (Nuffic);
- Europees Platform voor het Nederlandse Onderwijs;
- Nederlands Instituut voor Beeld en Geluid (NIBG);
- Stichting ICT op school;
- Stichting Anno;
- Stichting Educatieve Omroepcombinatie (EduCom);
- Stichting Kwaliteitscentrum Examinering (KCE);
- Stichting Kennisnet;
- Stichting Muziek Centrum van de Omroep;
- Stichting Nationaal GBIF Kennisknooppunt (NL-BIF);
- Stichting Centraal Bureau voor Genealogie;
- Stichting Ether Reclame (STER);
- Stichting Nederlands Instituut Architectuur en Stedenbouw;
- Stichting Radio Nederland Wereldomroep;
- Stichting Samenwerkingsorgaan Beroepskwaliteit Leraren (SBL);

- Stichting tot Exploitatie van het Rijksbureau voor Kunsthistorische documentatie (RKD);
- Stichting Sectorbestuur Onderwijsarbeidsmarkt;
- Stichting Nationaal Restauratiefonds;
- Stichting Forum voor Samenwerking van het Nederlands Archiefwezen en Documentaire Informatie;
- Rijksacademie voor Beeldende Kunst en Vormgeving;
- Stichting Nederlands Onderwijs in het Buitenland;
- Stichting Nederlands Instituut voor Fotografie;
- Nederlandse Taalunie.
- Stichting Participatiefonds voor het onderwijs
- Stichting Uitvoering Kinderopvangregelingen/Kintent
- Stichting voor Vluchteling-Studenten UAF
- Stichting Nederlands Interdisciplinair Demografisch Instituut
- College van Beroep voor het Hoger Onderwijs
- Vereniging van openbare bibliotheken NBLC
- Stichting Muziek Centrum van de Omroep
- Nederlandse Programmastichting
- Stichting Stimuleringsfonds Nederlandse Culturele Omroepproducties
- Stichting Lezen
- Centrum voor innovatie van opleidingen
- Instituut voor Leerplanontwikkeling
- Landelijk Dienstverlenend Centrum voor studie- en beroepskeuzevoorlichting
- Max Goote Kenniscentrum voor Beroepsonderwijs en Volwasseneneducatie
- Stichting Vervangingsfonds en Bedrijfsgezondheidszorg voor het Onderwijs
- BVE-Raad
- Colo, Vereniging kenniscentra beroepsonderwijs bedrijfsleven
- Stichting kwaliteitscentrum examinering beroepsonderwijs
- Vereniging Jongerenorganisatie Beroepsonderwijs
- Combo, Stichting Combinatie Onderwijsorganisatie
- Stichting Financiering Struktureel Vakbondsverlof Onderwijs
- Stichting Samenwerkende Centrales in het COPWO
- Stichting SoFoKles
- Europees Platform
- Stichting mobiliteitsfonds HBO
- Nederlands Audiovisueel Archiefcentrum
- Stichting minderheden Televisie Nederland

    - Stichting omroep allochtonen
    - Stichting Multiculturele Activiteiten Utrecht
    - School der Poëzie
    - Nederlands Perscentrum
    - Nederlands Letterkundig Museum en documentatiecentrum
    - Bibliotheek voor varenden
    - Christelijke bibliotheek voor blinden en slechtzienden
    - Federatie van Nederlandse Blindenbibliotheken
    - Nederlandse luister- en braillebibliotheek
    - Federatie Slechtzienden- en Blindenbelang
    - Bibliotheek Le Sage Ten Broek
    - Doe Maar Dicht Maar
    - ElHizjra
    - Fonds Bijzondere Journalistieke Projecten
    - Fund for Central and East European Bookprojects
    - Jongeren Onderwijs Media
- Ministerie van Sociale Zaken en Werkgelegenheid
    - Sociale Verzekeringsbank
    - Sociaal Economische Raad (SER)
    - Raad voor Werk en Inkomen (RWI)
    - Centrale organisatie voor werk en inkomen
    - Uitvoeringsinstituut werknemersverzekeringen
- Ministerie van Verkeer en Waterstaat
    - RDW, Dienst Wegverkeer
    - Luchtverkeersleiding Nederland (LVNL)
    - Nederlandse Loodsencorporatie (NLC)
    - Regionale Loodsencorporatie (RLC)
- Ministerie van Volkshuisvesting, Ruimtelijke Ordening en Milieubeheer
    - Kadaster
    - Centraal Fonds voor de Volkshuisvesting
    - Stichting Bureau Architectenregister
- Ministerie van Volksgezondheid, Welzijn en Sport
    - Commissie Algemene Oorlogsongevallenregeling Indonesië (COAR)
    - College ter beoordeling van de Geneesmiddelen (CBG)
    - Commissies voor gebiedsaanwijzing
    - College sanering Ziekenhuisvoorzieningen
    - Zorgonderzoek Nederland (ZON)

- Inspection bodies under the Wet medische hulpmiddelen
- N.V. KEMA/Stichting TNO Certification
- College Bouw Ziekenhuisvoorzieningen (CBZ)
- College voor Zorgverzekeringen (CVZ)
- Nationaal Comité 4 en 5 mei
- Pensioen- en Uitkeringsraad (PUR)
- College Tarieven Gezondheidszorg (CTG)
- Stichting Uitvoering Omslagregeling Wet op de Toegang Ziektekostenverzekering (SUO)
- Stichting tot bevordering van de Volksgezondheid en Milieuhygiëne (SVM)
- Stichting Facilitair Bureau Gemachtigden Bouw VWS
- Stichting Sanquin Bloedvoorziening
- College van Toezicht op de Zorgverzekeringen organen ex artikel 14, lid 2c, Wet BIG
- Ziekenfondsen
- Nederlandse Transplantatiestichting (NTS)
- Regionale Indicatieorganen (RIO's)

Autriche

- Tous les organismes faisant l'objet d'un contrôle budgétaire du «Rechnungshof» (Cour des comptes), à l'exception de ceux qui ont une nature industrielle ou commerciale.

Pologne

(1) Universités et écoles supérieures publiques

- Uniwersytet w Białymstoku
- Uniwersytet w Gdańsku
- Uniwersytet Śląski
- Uniwersytet Jagielloński w Krakowie
- Uniwersytet Kardynała Stefana Wyszyńskiego
- Katolicki Uniwersytet Lubelski
- Uniwersytet Marii Curie-Skłodowskiej
- Uniwersytet Łódzki
- Uniwersytet Opolski
- Uniwersytet im. Adama Mickiewicza
- Uniwersytet Mikołaja Kopernika
- Uniwersytet Szczeciński
- Uniwersytet Warmińsko-Mazurski w Olsztynie
- Uniwersytet Warszawski
- Uniwersytet Rzeszowski
- Uniwersytet Wrocławski

- Uniwersytet Zielonogórski
- Uniwersytet Kazimierza Wielkiego w Bydgoszczy
- Akademia Techniczno-Humanistyczna w Bielsku-Białej
- Akademia Górniczo-Hutnicza im, St Staszica w Krakowie
- Politechnika Białostocka
- Politechnika Częstochowska
- Politechnika Gdańska
- Politechnika Koszalińska
- Politechnika Krakowska
- Politechnika Lubelska
- Politechnika Łódzka
- Politechnika Opolska
- Politechnika Poznańska
- Politechnika Radomska im, Kazimierza Pułaskiego
- Politechnika Rzeszowska im. Ignacego Łukasiewicza
- Politechnika Szczecińska
- Politechnika Śląska
- Politechnika Świętokrzyska
- Politechnika Warszawska
- Politechnika Wrocławska
- Akademia Morska w Gdyni
- Wyższa Szkoła Morska w Szczecinie
- Akademia Ekonomiczna im. Karola Adamieckiego w Katowicach
- Akademia Ekonomiczna w Krakowie
- Akademia Ekonomiczna w Poznaniu
- Szkoła Główna Handlowa
- Akademia Ekonomiczna im. Oskara Langego we Wrocławiu
- Akademia Pedagogiczna im. KEN w Krakowie
- Akademia Pedagogiki Specjalnej Im. Marii Grzegorzewskiej
- Akademia Podlaska w Siedlcach
- Akademia Świętokrzyska im. Jana Kochanowskiego w Kielcach
- Pomorska Akademia Pedagogiczna w Słupsku
- Akademia Pedagogiczna im. Jana Długosza w Częstochowie
- Wyższa Szkoła Filozoficzno-Pedagogiczna «Ignatianum» w Krakowie
- Wyższa Szkoła Pedagogiczna w Rzeszowie
- Akademia Techniczno-Rolnicza im. J. J. Śniadeckich w Bydgoszczy
- Akademia Rolnicza im. Hugona Kołłątaja w Krakowie

– Akademia Rolnicza w Lublinie
– Akademia Rolnicza im. Augusta Cieszkowskiego w Poznaniu
– Akademia Rolnicza w Szczecinie
– Szkoła Główna Gospodarstwa Wiejskiego w Warszawie
– Akademia Rolnicza we Wrocławiu
– Akademia Medyczna w Białymstoku
– Akademia Medyczna imt Ludwika Rydygiera w Bydgoszczy
– Akademia Medyczna w Gdańsku
– Śląska Akademia Medyczna w Katowicach
– Collegium Medicum Uniwersytetu Jagiellońskiego w Krakowie
– Akademia Medyczna w Lublinie
– Uniwersytet Medyczny w Łodzi
– Akademia Medyczna im. Karola Marcinkowskiego w Poznaniu
– Pomorska Akademia Medyczna w Szczecinie
– Akademia Medyczna w Warszawie
– Akademia Medyczna im, Piastów Śląskich we Wrocławiu
– Centrum Medyczne Kształcenia Podyplomowego
– Chrześcijańska Akademia Teologiczna w Warszawie
– Papieski Fakultet Teologiczny we Wrocławiu
– Papieski Wydział Teologiczny w Warszawie
– Instytut Teologiczny im. Błogosławionego Wincentego Kadłubka w Sandomierzu
– Instytut Teologiczny im. Świętego Jana Kantego w Bielsku-Białej
– Akademia Marynarki Wojennej im. Bohaterów Westerplatte w Gdyni
– Akademia Obrony Narodowej
– Wojskowa Akademia Techniczna im. Jarosława Dąbrowskiego w Warszawie
– Wojskowa Akademia Medyczna im. Gen. Dyw. Bolesława Szareckiego w Łodzi
– Wyższa Szkoła Oficerska Wojsk Lądowych im. Tadeusza Kościuszki we Wrocławiu
– Wyższa Szkoła Oficerska Wojsk Obrony Przeciwlotniczej im. Romualda Traugutta
– Wyższa Szkoła Oficerska im. gen. Józefa Bema w Toruniu
– Wyższa Szkoła Oficerska Sił Powietrznych w Dęblinie
– Wyższa Szkoła Oficerska im. Stefana Czarnieckiego w Poznaniu
– Wyższa Szkoła Policji w Szczytnie
– Szkoła Główna Służby Pożarniczej w Warszawie
– Akademia Muzyczna im. Feliksa Nowowiejskiego w Bydgoszczy
– Akademia Muzyczna im. Stanisława Moniuszki w Gdańsku
– Akademia Muzyczna im. Karola Szymanowskiego w Katowicach
– Akademia Muzyczna w Krakowie

- Akademia Muzyczna im. Grażyny i Kiejstuta Bacewiczów w Łodzi
- Akademia Muzyczna im, Ignacego Jana Paderewskiego w Poznaniu
- Akademia Muzyczna im. Fryderyka Chopina w Warszawie
- Akademia Muzyczna im. Karola Lipińskiego we Wrocławiu
- Akademia Wychowania Fizycznego i Sportu im. Jędrzeja Śniadeckiego w Gdańsku
- Akademia Wychowania Fizycznego w Katowicach
- Akademia Wychowania Fizycznego im. Bronisława Czecha w Krakowie
- Akademia Wychowania Fizycznego im. Eugeniusza Piaseckiego w Poznaniu
- Akademia Wychowania Fizycznego Józefa Piłsudskiego w Warszawie
- Akademia Wychowania Fizycznego we Wrocławiu
- Akademia Sztuk Pięknych w Gdańsku
- Akademia Sztuk Pięknych Katowicach
- Akademia Sztuk Pięknych im, Jana Matejki w Krakowie
- Akademia Sztuk Pięknych im, Władysława Strzemińskiego w Łodzi
- Akademia Sztuk Pięknych w Poznaniu
- Akademia Sztuk Pięknych w Warszawie
- Akademia Sztuk Pięknych we Wrocławiu
- Państwowa Wyższa Szkoła Teatralna im. Ludwika Solskiego w Krakowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Filmowa, Telewizyjna i Teatralna im, Leona Schillera w Łodzi
- Akademia Teatralna im. Aleksandra Zelwerowicza w Warszawie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Jana Pawła II w Białej Podlaskiej
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Chełmie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Ciechanowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Elblągu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Głogowie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Gorzowie Wielkopolskim
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Ks, Bronisława Markiewicza w Jarosławiu
- Kolegium Karkonoskie w Jeleniej Górze
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Prezydenta Stanisława Wojciechowskiego w Kaliszu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Koninie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Krośnie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Witelona w Legnicy
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Jana Amosa Kodeńskiego w Lesznie
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nowym Sączu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nowym Targu
- Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Nysie

– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Stanisława Staszica w Pile
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Płocku
– Państwowa Wyższa Szkoła Wschodnioeuropejska w Przemyślu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Raciborzu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Jana Gródka w Sanoku
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Sulechowie
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im, Prof. Stanisława Tarnowskiego w Tarnobrzegu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Tarnowie
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa im. Angelusa Silesiusa w Wałbrzychu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa we Włocławku
– Państwowa Medyczna Wyższa Szkoła Zawodowa w Opolu
– Państwowa Wyższa Szkoła Informatyki i Przedsiębiorczości w Łomży
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Gnieźnie
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Suwałkach
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Wałczu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Oświęcimiu
– Państwowa Wyższa Szkoła Zawodowa w Zamościu

(2) Institutions culturelles des collectivités régionales et locales

(3) Parcs nationaux

– Babiogórski Park Narodowy
– Białowieski Park Narodowy
– Biebrzański Park Narodowy
– Bieszczadzki Park Narodowy
– Drawieński Park Narodowy
– Gorczański Park Narodowy
– Kampinoski Park Narodowy
– Karkonoski Park Narodowy
– Magurski Park Narodowy
– Narwiański Park Narodowy
– Ojcowski Park Narodowy
– Park Narodowy «Bory Tucholskie»
– Park Narodowy Gór Stołowych
– Park Narodowy «Ujście Warty»
– Pieniński Park Narodowy
– Poleski Park Narodowy
– Roztoczański Park Narodowy
– Słowiński Park Narodowy

– Świętokrzyski Park Narodowy
– Tatrzański Park Narodowy
– Wielkopolski Park Narodowy
– Wigierski Park Narodowy
– Woliński Park Narodowy

(4) Écoles primaires et secondaires publiques

(5) Organismes publics de radiotélédiffusion

– Telewizja Polska S.A. (télévision polonaise)
– Polskie Radio S.A. (radio polonaise)

(6) Musées, théâtres, bibliothèques publics et autres institutions culturelles publiques

– Muzeum Narodowe w Krakowie
– Muzeum Narodowe w Poznaniu
– Muzeum Narodowe w Warszawie
– Zamek Królewski w Warszawie
– Zamek Królewski na Wawelu - Państwowe Zbiory Sztuki
– Muzeum Żup Krakowskich
– Państwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau
– Państwowe Muzeum na Majdanku
– Muzeum Stutthof w Sztutowie
– Muzeum Zamkowe w Malborku
– Centralne Muzeum Morskie
– Muzeum «Łazienki Królewskie»
– Muzeum Pałac w Wilanowie
– Muzeum Łowiectwa i Jeździectwa w Warszawie
– Muzeum Wojska Polskiego
– Teatr Narodowy
– Narodowy Stary Teatr Kraków
– Teatr Wielki - Opera Narodowa
– Filharmonia Narodowa
– Galeria Zachęta
– Centrum Sztuki Współczesnej
– Centrum Rzeźby Polskiej w Orońsku
– Międzynarodowe Centrum Kultury w Krakowie
– Instytut im, Adama Mickiewicza
– Dom Pracy Twórczej w Wigrach
– Dom Pracy Twórczej w Radziejowicach
– Instytut Dziedzictwa Narodowego

– Biblioteka Narodowa
– Instytut Książki
– Polski Instytut Sztuki Filmowej
– Instytut Teatralny
– Filmoteka Narodowa
– Narodowe Centrum Kultury
– Muzeum Sztuki Nowoczesnej w Warszawie
– Muzeum Historii Polski w Warszawie
– Centrum Edukacji Artystycznej

(7) Institutions de recherche publiques, institutions de recherche et développement, autres institutions de recherche.

(8) Unités autonomes publiques de gestion des soins de santé créées par des collectivités régionales ou locales ou des groupements de ces collectivités.

(9) Autres

– Panstwowa Agencja Informacji i Inwestycji Zagranicznych

Portugal

– Institutos públicos sem carácter comercial ou industrial – (instituts publics ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial)
– Serviços públicos personalizados – (services publics dotés de la personnalité juridique)
– Fundações públicas – (fondations publiques)
– Estabelecimentos públicos de ensino, investigação científica e saúde – (établissements publics d'enseignement, de recherche scientifique et de santé)
– INGA (Instituto Nacional de Intervenção e Garantia Agrícola – Institut national d'intervention et de garantie agricole)
– Instituto do Consumidor
– Instituto de Meteorologia
– Instituto da Conservação da Natureza
– Instituto da Agua
– ICEP / Instituto de Comércio Externo de Portugal
– Instituto do Sangue

Roumanie

– Academia Română
– Biblioteca Națională a României
– Arhivele Naționale
– Institutul Diplomatic Român
– Institutul Cultural Român
– Institutul European din România
– Institutul de Investigare a Crimelor Comunismului

- Institutul de Memorie Culturală
- Agenția Națională pentru Programe Comunitare în Domeniul Educației şi Formării Profesionale
- Centrul European UNESCO pentru Invățământul Superior
- Comisia Națională a României pentru UNESCO
- Societatea Română de Radiodifuziune
- Societatea Română de Televiziune
- Societatea Națională pentru Radiocomunicații
- Centrul Național al Cinematografiei
- Studioul de Creație Cinematografică
- Arhiva Națională de Filme
- Muzeul Național de Artă Contemporană
- Palatul Național al Copiilor
- Centrul Național pentru Burse de Studii în Străinătate
- Agenția pentru Sprijinirea Studenților
- Comitetul Olimpic şi Sportiv Român
- Agenția pentru Cooperare Europeană în domeniul Tineretului (EUROTIN)
- Agenția Națională pentru Sprijinirea Inițiativelor Tinerilor (ANSIT)
- Institutul Național de Cercetare pentru Sport
- Consiliul Național pentru Combaterea Discriminării
- Secretariatul de Stat pentru Problemele Revoluționarilor din Decembrie 1989
- Secretariatul de Stat pentru Culte
- Agenția Națională pentru Locuințe
- Casa Națională de Pensii şi alte Drepturi de Asigurări Sociale
- Casa Națională de Asigurări de Sănătate
- Inspecția Muncii
- Oficiul Central de Stat pentru Probleme Speciale
- Inspectoratul General pentru Situații de Urgență
- Agenția Națională de Consultanță Agrícola
- Agenția Națională pentru Ameliorare şi Reproducție în Zootehnie
- Laboratorul Central pentru Carantină Fitosanitară
- Laboratorul Central pentru Calitatea Semințelor şi a Materialului Săditor
- Insitutul pentru Controlul produselor Biologice şi Medicamentelor de Uz Veterinar
- Institutul de Igienă şi Sănătate Publică şi Veterinară
- Institutul de Diagnostic şi Sănătate Animală
- Institutul de Stat pentru Testarea şi Inregistrarea Soiurilor
- Banca de Resurse GeneticeVegetale

– Agenția Națională pentru Dezvoltarea şi Implementarea Programelor de Reconstrucție a Zonele Miniere
– Agenția Națională pentru Substanțe şi Preparate Chimice Periculoase
– Agenția Națională de Controlul Exporturilor Strategice şi al Interzicerii Armelor Chimice
– Administra□ia Rezerva□iei Biosferei «Delta Dunării» Tulcea
– Regia Națională a Pădurilor (ROMSILVA)
– Administrația Națională a Rezervelor de Stat
– Administrația Națională Apele Române
– Administrația Națională de Meteorologie
– Comisia Națională pentru Reciclarea Materialelor
– Comisia Națională pentru Controlul Activităților Nucleare
– Agenția Manageriala de Cercetare Stiințifică, Inovare şi Transfer Tehnologic
– Oficiul pentru Administrare □i Operare al Infrastructurii de Comunica□ii de Date «RoEduNet»
– Inspecția de Stat pentru Controlul Cazanelor, Recipientelor sub Presiune şi Instalațiilor de Ridicat
– Centrul Român pentru Pregătirea şi Perfecționarea Personalului din Transporturi Navale
– Inspectoratul Navigației Civile (INC)
– Regia Autonomă Registrul Auto Român
– Agenția Spațială Română
– Scoala Superioară de Aviație Civilă
– Regia Autonomă «Autoritatea Aeronautică Civilă Română»
– Aeroclubul României
– Centrul de Pregătire pentru Personalul din Industrie Buşteni
– Centrul Român de Comerț Exterior
– Centrul de Formare şi Management Bucureşti
– Agenția de Cercetare pentru Tehnică şi Tehnologii militare
– Agenția Română de Intervenții şi Salvare Navală-ARSIN
– Asociația Română de Standardizare (ASRO)
– Asociația de Acreditare din România (RENAR)
– Comisia Națională de Prognoză (CNP)
– Institutul Național de Statistică (INS)
– Comisia Națională a Valorilor Mobiliare (CNVM)
– Comisia de Supraveghere a Asigurărilor (CSA)
– Comisia de Supraveghere a Sistemului de Pensii Private
– Consiliul Economic şi Social (CES)
– Agenția Domeniilor Statului
– Oficiul Național al Registrului Comerțului

– Autoritatea pentru Valorificarea Activelor Statului (AVAS)
– Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității
– Avocatul Poporului
– Institutul Național de Administrație (INA)
– Inspectoratul Național pentru Evidența Persoanelor
– Oficiul de Stat pentru Invenții şi Mărci (OSIM)
– Oficiul Român pentru Drepturile de Autor (ORDA)
– Oficiul Național al Monumentelor Istorice
– Oficiul Național de Prevenire şi Combatere a Spălării banilor (ONPCSB)
– Biroul Român de Metrologie Legală
– Inspectoratul de Stat în Construcții
– Compania Națională de Investiții
– Compania Națională de Autostrăzi şi Drumuri Naționale
– Agenția Națională de Cadastru şi Publicitate Imobiliară
– Administrația Națională a Imbunătățirilor Funciare
– Garda Financiară
– Garda Națională de Mediu
– Institutul Național de Expertize Criminalistice
– Institutul Național al Magistraturii
– Scoala Nationala de Grefieri
– Administrația Generală a Penitenciarelor
– Oficiul Registrului Național al Informațiilor Secrete de Stat
– Autoritatea Națională a Vămilor
– Banca Națională a României
– Regia Autonomă «Monetăria Statului»
– Regia Autonomă «Imprimeria Băncii Na□ionale»
– Regia Autonomă «Monitorul Oficial»
– Oficiul Național pentru Cultul Eroilor
– Oficiul Român pentru Adopții
– Oficiul Român pentru Imigrări
– Compania Na□ională «Loteria Română»
– Compania Na□ională «ROMTEHNICA»
– Compania Na□ională «ROMARM»
– Agenția Națională pentru Romi
– Agen□ia Na□ională de Presă «ROMPRESS»
– Regia Autonomă «Administra□ia Patrimoniului Protocolului de Stat»
– Institute □i centre de Cercetare (instituts et centres de recherche)

– Institu□ii de învă□ământ de Stat (instituts publics d'enseignement)
– Universită□i de Stat (universités d'État)
– Muzee (musées)
– Biblioteci de Stat (bibliothèques publiques)
– Teatre de Stat, Opere, Operete, filarmonica, centre şi case de Cultură (théâtres, opéras, orchestres philharmoniques, maisons de la culture et centres culturels d'État)
– Reviste (magazines)
– Edituri (maisons d'édition)
– Inspectorate Scolare, de Cultură, de Culte (inspection des établissements d'enseignement, des établissements culturels et des lieux de culte)
– Complexuri, Federații şi Cluburi Sportive (fédérations sportives et clubs)
– Spitale, Sanatorii, Policlinici, Dispensare, Centre Medicale, Institute medico-Legale, Stații Ambulanță (hôpitaux, sanatoriums, cliniques, services médicaux, instituts médico-légaux, services d'ambulance)
– Unități de Asistență Socială (services d'assistance sociale)
– Tribunale (tribunaux)
– Judecătorii (cours de justice)
– Cur□i de Apel (cours d'appel)
– Penitenciare (prisons)
– Parchetele de pe lângă Instanțele Judecătoreşti (parquets)
– Unită□i Militare (unités militaires)
– Instan□e Militare (cours de justice militaires)
– Inspectorate de Poli□ie (inspection de la police)
– Centre de Odihnă (maisons de repos)

Slovénie

– Javni zavodi s področja vzgoje, izobraževanja ter športa (institutions publiques dans le domaine de l'accueil des enfants, de l'enseignement et du sport)
– Javni zavodi s področja zdravstva (institutions publiques dans le domaine des soins de santé)
– Javni zavodi s področja socialnega varstva (institutions publiques dans le domaine de la sécurité sociale)
– Javni zavodi s področja kulture (institutions publiques dans le domaine de la culture)
– Javni zavodi s področja raziskovalne dejavnosti (institutions publiques dans le domaine de la science et de la recherche)
– Javni zavodi s področja kmetijstva in gozdarstva (institutions publiques dans le domaine de l'agriculture et des forêts)
– Javni zavodi s področja okolja in prostora (institutions publiques dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement du territoire)
– Javni zavodi s področja gospodarskih dejavnosti (institutions publiques dans le domaine des activités économiques)

- Javni zavodi s področja malega gospodarstva in turizma (institutions publiques dans le domaine des petites entreprises et du tourisme)
- Javni zavodi s področja javnega reda in varnosti (institutions publiques dans le domaine de l'ordre public et de la sécurité)
- Agencije (agences)
- Skladi socialnega zavarovanja (fonds de sécurité sociale)
- Javni skladi na ravni države in na ravni občin (fonds publics au niveau du gouvernement central et des collectivités locales)
- Družba za avtoceste v RS
- Entités créées par des organismes d'État ou locaux et relevant du budget de la République de Slovénie ou des autorités locales
- Autres personnes morales, correspondant à la définition de personne publique établie par la ZJN-2, article 3, paragraphe 2.

Slovaquie

- Toute personne morale constituée ou créée par une mesure législative, réglementaire ou administrative particulière pour satisfaire des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial tout en satisfaisant au moins à une des conditions suivantes:
    - être totalement ou partiellement financée par un pouvoir adjudicateur, à savoir une autorité gouvernementale, une municipalité, une région autonome ou une autre personne morale, qui satisfait en même temps aux conditions visées à l'article 1er, paragraphe 9, point a), b) ou c) de la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil,
    - être gérée ou contrôlée par un pouvoir adjudicateur, à savoir une autorité gouvernementale, une municipalité, une région autonome ou un autre organisme de droit public, qui satisfait en même temps aux conditions visées à l'article 1er, paragraphe 9, point a), b) ou c) de la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil,
    - être un pouvoir adjudicateur, à savoir une autorité gouvernementale, une municipalité, une région autonome ou une autre personne morale, qui satisfait en même temps aux conditions visées à l'article 1er, paragraphe 9, point a), b) ou c) de la directive 2004/18/CE du Parlement européen et du Conseil, et nomme ou élit plus de la moitié des membres de son organe d'administration ou de surveillance.

Ces personnes sont des organismes de droit public exerçant une activité, notamment:

- en vertu de la loi nº 16/2004 Rec. sur la télévision slovaque,
- en vertu de la loi nº 619/2003 Rec. sur la radio slovaque,
- en vertu de la loi nº 581/2004 Rec. sur les compagnies d'assurance maladie modifiée par la loi nº 719/2004 Rec. réglementant l'assurance maladie publique en vertu de la loi nº 580/2004 Rec. sur l'assurance maladie modifiée par la loi nº 718/2004 Rec.,
- en vertu de la loi nº 121/2005 Rec., qui a promulgué le texte consolidé de la loi nº 461/2003 Rec. sur l'assurance sociale, dans sa version modifiée.

Finlande

Les organismes ou entreprises publics ou publiquement contrôlés ne présentant pas un caractère industriel ou commercial.

Suède

Tous les organismes non commerciaux dont les marchés publics sont soumis au contrôle de l'autorité suédoise de la concurrence.

Royaume-Uni

Organismes

- Design Council
- Health and Safety Executive
- National Research Development Corporation
- Public Health Laboratory Service Board
- Advisory, Conciliation and Arbitration Service
- Commission for the New Towns
- National Blood Authority
- National Rivers Authority
- Scottish Enterprise
- Ordnance Survey
- Financial Services Authority

Catégories

- Maintained schools (écoles subventionnées)
- Universities and Colleges financed for the most part by other contracting authorities, (universités et collèges financés en majeure partie par d'autres pouvoirs adjudicateurs)
- National Museums and Galleries (galeries et musées nationaux)
- Research Councils, (conseils chargés de la promotion de la recherche)
- Fire Authorities (autorités chargées de la lutte contre l'incendie)
- National Health Service Strategic Health Authorities (autorités stratégiques de santé relevant du Service national de santé)
- Police Authorities (autorités policières)
- New Town Development Corporations (sociétés de développement de villes nouvelles)
- Urban Development Corporations (sociétés de développement urbain)

PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

Belgique

- Communes et intercommunales, pour cette partie de leurs activités.
- Société wallonne des eaux
- Vlaams Maatschappij voor Watervoorziening

Bulgarie

- «Тузлушка гора» – ЕООД, Антоново
- «В И К – Батак» – ЕООД, Батак

- «В и К – Белово» – ЕООД, Белово
- «Водоснабдяване и канализация Берковица» – ЕООД, Берковица
- «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Благоевград
- «В и К – Бебреш» – ЕООД, Ботевград
- «Инфрастрой» – ЕООД, Брацигово
- «Водоснабдяване» – ЕООД, Брезник
- «Водоснабдяване и канализация» – ЕАД, Бургас
- «Лукойл Нефтохим Бургас» АД, Бургас
- «Бързийска вода» – ЕООД, Бързия
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Варна
- «ВиК» ООД, к.к. Златни пясъци
- «Водоснабдяване и канализация Йовковци» – ООД, Велико Търново
- «Водоснабдяване, канализация и териториален водоинженеринг» – ЕООД, Велинград
- «ВИК» – ЕООД, Видин
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Враца
- «В И К» – ООД, Габрово
- «В И К» – ООД, Димитровград
- «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Добрич
- «Водоснабдяване и канализация – Дупница» – ЕООД, Дупница
- ЧПСОВ, в.с. Елени
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Исперих
- «Аспарухов вал» ЕООД, Кнежа
- «В И К – Кресна» – ЕООД, Кресна
- «Меден кладенец» – ЕООД, Кубрат
- «ВИК» – ООД, Кърджали
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Кюстендил
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Ловеч
- «В и К – Стримон» – ЕООД, Микрево
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Монтана
- «Водоснабдяване и канализация – П» – ЕООД, Панагюрище
- «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Перник
- «В И К» – ЕООД, Петрич
- «Водоснабдяване, канализация и строителство» – ЕООД, Пещера
- «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Плевен
- «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Пловдив
- «Водоснабдяване–Дунав» – ЕООД, Разград

– «ВКТВ» – ЕООД, Ракитово
– ЕТ «Ердуван Чакър», Раковски
– «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Русе
– «Екопроект-С» ООД, Русе
– «УВЕКС» – ЕООД, Сандански
– «ВиК-Паничище» ЕООД, Сапарева баня
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕАД, Свищов
– «Бяла» – ЕООД, Севлиево
– «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Силистра
– «В и К» – ООД, Сливен
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Смолян
– «Софийска вода» – АД, София
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, София
– «Стамболово» – ЕООД, Стамболово
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Стара Загора
– «Водоснабдяване и канализация-С» – ЕООД, Стрелча
– «Водоснабдяване и канализация – Тетевен» – ЕООД, Тетевен
– «В и К – Стенето» – ЕООД, Троян
– «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Търговище
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Хасково
– «Водоснабдяване и канализация» – ООД, Шумен
– «Водоснабдяване и канализация» – ЕООД, Ямбол

République tchèque

Toutes les entités adjudicatrices dans les secteurs qui fournissement des services dans le secteur de la gestion des eaux tels que définis à la section 4, paragraphe 1, lettre c), de la loi nº 137/2006 Rec. sur les marchés publics.

Exemples d'entités adjudicatrices:

– Veolia Voda Česká Republika, a.s.
– Pražské vodovody a kanalizace, a.s.
– Severočeská vodárenská společnost a.s.
– Severomoravské vodovody a kanalizace Ostrava a.s.
– Ostravské vodárny a kanalizace a.s.Severočeská vodárenská společnost a.s.

Danemark

– Installations de distribution d'eau, telles que définies à l'article 3, paragraphe 3, de la lov om vandforsyning m.v., voir loi unifiée nº 71 du 17 janvier 2007.

Allemagne

– Entités qui produisent ou distribuent de l'eau conformément aux Eigenbetriebsverordnungen ou Eigenbetriebsgesetze des Länder (entreprises publiques).

– Entités qui produisent ou distribuent de l'eau conformément aux Gesetze über die kommunale Gemeinschaftsarbeit oder Zusammenarbeit des Länder.

– Entités qui produisent de l'eau conformément à la Gesetz über Wasser- und Bodenverbände du 12 février 1991, modifiée en dernier lieu le 15 mai 2002.

– Entreprises publiques qui produisent ou distribuent de l'eau conformément aux Kommunalgesetze, notamment les Gemeindeverordnungen des Länder.

– Entreprises créées en vertu de l'Aktiengesetz du 6 septembre 1965, modifiée en dernier lieu le 5 janvier 2007, ou de la GmbH-Gesetz du 20 avril 1892, modifiée en dernier lieu le 10 novembre 2006, ou ayant le statut juridique de Kommanditgesellschaft (société en commandite), qui produisent ou distribuent de l'eau sur la base d'un contrat spécial conclu avec les autorités régionales ou locales.

Estonie

– Entités opérant dans le cadre de l'article 10, paragraphe 3, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332):

– AS Haapsalu Veevärk;

– AS Kuressaare Veevärk;

– AS Narva Vesi;

– AS Paide Vesi;

– AS Pärnu Vesi;

– AS Tartu Veevärk;

– AS Valga Vesi;

– AS Võru Vesi.

Irlande

Entités produisant ou distribuant de l'eau conformément au Local Government [Sanitary Services] Act 1878 to 1964.

Grèce

– «Εταιρεία Υδρεύσεως και Αποχετεύσεως Πρωτευούσης Α.Ε.» («Ε.Υ.Δ.Α.Π.» ou «Ε.Υ.Δ.Α.Π. Α.Ε.»). Le régime juridique de la société est régi par les dispositions de la loi unifiée nº 2190/1920 et de la loi nº 2414/1996 et, à titre complémentaire, par les dispositions de la loi nº 1068/ 80 et de la loi nº 2744/1999.

– «Εταιρεία Ύδρευσης και Αποχέτευσης Θεσσαλονίκης Α.Ε.» («Ε.Υ.Α.Θ. Α.Ε.»), régie par les dispositions de la loi nº 2937/2001 (Journal officiel grec 169 A') et de la loi n° 2651/1998 (Journal officiel grec 248 A').

– L'entité «Δημοτική Επιχείρηση Ύδρευσης και Αποχέτευσης Μείζονος Περιοχής Βόλου» (également dénommée «ΔΕΥΑΜΒ»), qui fonctionne en vertu de la loi n° 890/1979.

– «Δημοτικές Επιχειρήσεις Ύδρευσης – Αποχέτευσης» (compagnies municipales d'approvisionnement en eau et d'assainissement) qui produisent et distribuent de l'eau en vertu de la loi nº 1069/80 du 23 août 1980.

– «Σύνδεσμοι Ύδρευσης» (associations municipales et communautaires de distribution d'eau), qui fonctionnent en vertu du décret présidentiel n° 410/1995, en application du Κώδικα Δήμων και Κοινοτήτων.

– Les «Δήμοι και Κοινότητες» (communes) qui fonctionnent en vertu du décret présidentiel n° 410/1995, en application du Κώδικα Δήμων και Κοινοτήτων.

Espagne

- Mancomunidad de Canales de Taibilla.
- Aigües de Barcelona S.A., y sociedades filiales
- Canal de Isabel II
- Agencia Andaluza del Agua
- Agencia Balear de Agua y de la Calidad Ambiental
- Autres entités publiques qui font partie des «Comunidades Autónomas» ou des «Corporaciones locales» ou qui en dépendent, et qui exercent des activités dans le domaine de la distribution d'eau potable.
- Autres entités publiques qui bénéficient de droits spéciaux ou exclusifs octroyés par les «Corporaciones locales» dans le domaine de la distribution d'eau potable.

France

Collectivités territoriales et établissements publics locaux exerçant une activité de production ou de distribution d'eau potable:

- Régies des eaux (par exemple: régie des eaux de Grenoble, régie des eaux de Megève, régie municipale des eaux et de l'assainissement de Mont-de-Marsan, régie des eaux de Venelles).
- Établissements de transport, de distribution et de production d'eau (par exemple: syndicat des eaux d'Île-de-France, syndicat départemental d'alimentation en eau potable de la Vendée, syndicat des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin, syndicat intercommunal des eaux de la région grenobloise, syndicat de l'eau du Var-est, syndicat des eaux et de l'assainissement du Bas-Rhin).

Italie

- Entités chargées de la gestion du service des eaux dans ses différentes phases, au sens du texte consolidé des lois sur l'exercice direct du contrôle des services publics par les autorités locales et les provinces, approuvé par le regio decreto nº 2578 du 15 octobre 1925, du D.P.R nº 902 du 4 octobre 1986, ainsi que du décret législatif nº 267 du 18 août 2000 établissant le texte consolidé des lois sur la structure des autorités locales, notamment de ses articles 112 et 116.
- Acquedotto Pugliese S.p.A. (D.lgs. 11.5.1999 n. 141)
- Ente acquedotti siciliani, créée par les leggi regionali n° 2/2 du 4 septembre 1979 et nº 81 du 9 août 1980, in liquidazione con Legge Regionale n° 9 du 31 mai 2004 (article 1er).
- Ente sardo acquedotti e fognature, créée par la loi nº 9 du 5 juillet 1963. Poi ESAF S.p.A. nel 2003 – confluita in ABBANOA S.p.A: : ente soppresso il 29.7.2005 e posto in liquidazione con L.R. 21.4.2005 n° 7 (art. 5, comma 1)- Legge finanziaria 2005

Chypre

- Τα Συμβούλια Υδατοπρομήθειας, chargée de la distribution d'eau dans les municipalités et les autres zones en vertu de la περί Υδατοπρομήθειας Δημοτικών και Άλλων Περιοχών Νόμου, Κεφ. 350.

Lettonie

- Sujets de droit public et de droit privé qui produisent, transportent et distribuent de l'eau potable à destination de dispositifs fixes, et qui en achètent conformément à la loi «Par iepirkumu sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju vajadzībām».

Lituanie

– Entités respectant les exigences de l'article 70, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les marchés publics de la République de Lituanie (Journal officiel nº 84-2000, 1996; nº 4-102, 2006) et exerçant des activités de production, de transport, ou de distribution d'eau potable conformément à la loi sur l'eau potable et la gestion des eaux usées de la République de Lituanie (Journal officiel nº 82-3260, 2006).

Luxembourg

– Services des autorités locales chargés de la distribution d'eau

– Syndicats de communes chargés de la production ou de la distribution d'eau et créés en vertu de la loi du 23 février 2001 concernant la création des syndicats de communes, telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi du 23 décembre 1958 et par la loi du 29 juillet 1981, et en vertu de la loi du 31 juillet 1962 ayant pour objet le renforcement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché du Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre:

– Syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien de la conduite d'eau du Sud-Est – SESE

– Syndicat des Eaux du Barrage d'Esch-sur-Sûre – SEBES

– Syndicat intercommunal pour la distribution d'eau dans la région de l'Est – SIDERE

– Syndicat des eaux du Sud – SES

– Syndicat des communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'une distribution d'eau à Savelborn-Freckeisen

– Syndicat pour la distribution d'eau dans les communes de Bous, Dalheim, Remich, Stadtbredimus et Waldbredimus – SR

– Syndicat de distribution d'eau des Ardennes – DEA

– Syndicat de communes pour la construction, l'exploitation et l'entretien d'une distribution d'eau dans les communes de Beaufort, Berdorf et Waldbillig

– Syndicat des eaux du Centre – SEC

Hongrie

– Entities qui produisent, transportent ou distribuent de l'eau potable en vertu des articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről et de la 1995. évi LVII. törvény a vízgazdálkodásról.

Malte

– Korporazzjoni għas-Servizzi ta' l-Ilma (Corporation des services de l'eau)

– Korporazzjoni għas-Servizzi ta' Desalinazzjoni (Services de dessalement de l'eau)

Pays-Bas

Entités chargées de la production ou de la distribution d'eau conformément à la Waterleidingwet.

Autriche

Communes et groupements de communes qui produisent, transportent et distribuent de l'eau potable, conformément aux Wasserversorgungsgesetze des neuf Länder.

Pologne

Entreprises d'eau et d'assainissement au sens de l'ustawa z dnia 7 czerwca 2001 r., o zbiorowym zaopatrzeniu w wodę i zbiorowym odprowadzaniu ścieków, qui exercent une activité économique dans le domaine de la fourniture d'eau au grand public ou de la fourniture de services d'évacuation des eaux usées au grand public, notamment:

- AQUANET S.A., Poznań
- Górnośląskie Przedsiębiorstwo Wodociągów S.A. w Katowicach
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji S.A. w Krakowie
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o. o. Wrocław
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Lublinie Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w m. st. Warszawie S.A.
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Tychach S.A,
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o. w Zawierciu
- Rejonowe Przedsiębiorstwo Wodociągów i Kanalizacji w Katowicach S.A.
- Wodociągi Ustka Sp. z o.o.
- Zakład Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o. Łódź
- Zakład Wodociągów i Kanalizacji Sp. z o.o., Szczecin

Portugal

- Systèmes intercommunaux – Entreprises associant l'État ou d'autres entités publiques détenant la majorité du capital social à des entreprises privées, au sens du Decreto-Lei nº 379/93 do 5 de Novembro 1993, modifié par le Decreto-Lei nº 176/99 do 25 de Outubro 1999, par le Decreto-Lei n 439-A/99 do 29 de Outubro 1999 et par le Decreto-Lei nº 103/2003 do 23 de Maio 2003. L'administration directe par l'État est autorisée.
- Systèmes communaux – Communes, associations de communes, services communalisés, entreprises dont le capital social est entièrement ou majoritairement public ou entreprises privées au sens de la Lei 53-F/2006, do 29 de Dezembro 2006, et du Decreto-Lei nº 379/93 do 5 de Novembro 1993 modifié par le Decreto-Lei nº 176/99 du 25 de Outubro 1999, par le Decreto-Lei nº 439-A/99 do 29 de Outubro 1999 et par le Decreto-Lei nº 103/2003 do 23 de Maio 2003.

Roumanie

Departamente ale Autorită□ilor locale □i Companii care produc, transportă şi distribuie apă (services des autorités et entreprises locales qui produisent, transportent et distribuent l'eau); par exemple:

- S.C. APA –C.T.T.A. S.A. Alba Iulia, Alba
- S.C. APA –C.T.T.A. S.A. Filiala Alba Iulia SA., Alba Iulia, Alba
- S.C. APA –C.T.T.A. S.A Filiala Blaj, Blaj, Alba
- Compania de Apă Arad
- S.C. Aquaterm AG 98 S.A. Curtea de Argeş, Argeş
- S.C. APA Canal 2000 S.A. Piteşti, Argeş
- S.C. APA Canal S.A. Oneşti, Bacău
- Compania de Apă-Canal, Oradea, Bihor
- R.A.J.A. Aquabis Bistriţa, Bistriţa-Năsăud

– S.C. APA Grup SA Botoşani, Botoşani
– Compania de Apă, Braşov, Braşov
– R.A. APA, Brăila, Brăila
– S.C. Ecoaquasa Sucursala Călăraşi, Călăraşi, Călăraşi
– S.C. Compania de Apă Someş S.A., Cluj, Cluj-Napoca
– S.C. Aquasom S.A. Dej, Cluj
– Regia Autonomă Județeană de Apă, Constanța, Constanța
– R.A.G.C. Târgovişte, Dâmbovița
– R.A. APA Craiova, Craiova, Dolj
– S.C. Apa-Canal S.A., Baileşti, Dolj
– S.C. Apa-Prod S.A. Deva, Hunedoara
– R.A.J.A.C. Iaşi, Iaşi
– Direcția Apă-Canal, Paşcani, Iaşi
– Societatea Națională a Apelor Minerale (SNAM)

Slovénie

Entités qui produisent, transportent ou distribuent de l'eau potable, conformément à l'acte de concession accordé en vertu de la Zakon o varstvu okolja (Uradni list RS, 32/93, 1/96) et aux décisions prises par les communes.

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
5015731	Javno Komunalno Podjetje Komunala Trbovlje D.O.O.	1420	Trbovlje
5067936	Komunala D.O.O. Javno Podjetje Murska Sobota	9000	Murska Sobota
5067804	Javno Komunalno Podjetje Komunala Kočevje D.O.O.	1330	Kočevje
5075556	Loška Komunala, Oskrba Z Vodo In Plinom, D.D. Škofja Loka	4220	Škofja Loka
5222109	Komunalno Podjetje Velenje D.O.O. Izvajanje Komunalnih Dejavnosti D.O.O.	3320	Velenje
5072107	Javno Komunalno Podjetje Slovenj Gradec D.O.O.	2380	Slovenj Gradec
1122959	Komunala Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Gornji Grad	3342	Gornji Grad
1332115	Režijski Obrat Občine Jezersko	4206	Jezersko
1332155	Režijski Obrat Občine Komenda	1218	Komenda

1357883	Režijski Obrat Občine Lovrenc Na Pohorju	2344	Lovrenc Na Pohorju
1563068	Komuna, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Beltinci	9231	Beltinci
1637177	Pindža Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Petrovci	9203	Petrovci
1683683	Javno Podjetje Edš - Ekološka Družba, D.O.O. Šentjernej	8310	Šentjernej
5015367	Javno Podjetje Kovod Postojna, Vodovod, Kanalizacija, D.O.O., Postojna	6230	Postojna
5015707	Komunalno Podjetje Vrhnika Proizvodnja In Distribucija Vode, D.D.	1360	Vrhnika
5016100	Komunalno Podjetje Ilirska Bistrica	6250	Ilirska Bistrica
5046688	Javno Podjetje Vodovod – Kanalizacija, D.O.O. Ljubljana	1000	Ljubljana
5062403	Javno Podjetje Komunala Črnomelj D.O.O.	8340	Črnomelj
5063485	Komunala Radovljica, Javno Podjetje Za Komunalno Dejavnost, D.O.O.	4240	Radovljica
5067731	Komunala Kranj, Javno Podjetje, D.O.O.	4000	Kranj
5067758	Javno Podjetje Komunala Cerknica D.O.O.	1380	Cerknica
5068002	Javno Komunalno Podjetje Radlje D.O.O. Ob Dravi	2360	Radlje Ob Dravi
5068126	Jkp, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Slovenske Konjice	3210	Slovenske Konjice
5068134	Javno Komunalno Podjetje Žalec D.O.O.	3310	Žalec
5073049	Komunalno Podjetje Ormož D.O.O.	2270	Ormož
5073103	Kop Javno Komunalno Podjetje Zagorje Ob Savi, D.O.O.	1410	Zagorje Ob Savi
5073120	Komunala Novo Mesto D.O.O., Javno Podjetje	8000	Novo Mesto
5102103	Javno Komunalno Podjetje Log D.O.O.	2390	Ravne Na Koroškem

5111501	Okp Javno Podjetje Za Komunalne Storitve Rogaška Slatina D.O.O.	3250	Rogaška Slatina
5112141	Javno Podjetje Komunalno Stanovanjsko Podjetje Litija, D.O.O.	1270	Litija
5144558	Komunalno Podjetje Kamnik D.D.	1241	Kamnik
5144574	Javno Komunalno Podjetje Grosuplje D.O.O.	1290	Grosuplje
5144728	Ksp Hrastnik Komunalno - Stanovanjsko Podjetje D.D.	1430	Hrastnik
5145023	Komunalno Podjetje Tržič D.O.O.	4290	Tržič
5157064	Komunala Metlika Javno Podjetje D.O.O.	8330	Metlika
5210461	Komunalno Stanovanjska Družba D.O.O. Ajdovščina	5270	Ajdovščina
5213258	Javno Komunalno Podjetje Dravograd	2370	Dravograd
5221897	Javno Podjetje Komunala D.O.O. Mozirje	3330	Mozirje
5227739	Javno Komunalno Podjetje Prodnik D.O.O.	1230	Domžale
5243858	Komunala Trebnje D.O.O.	8210	Trebnje
5254965	Komunala, Komunalno Podjetje D.O.O., Lendava	9220	Lendava - Lendva
5321387	Komunalno Podjetje Ptuj D.D.	2250	Ptuj
5466016	Javno Komunalno Podjetje Šentjur D.O.O.	3230	Šentjur
5475988	Javno Podjetje Komunala Radeče D.O.O.	1433	Radeče
5529522	Radenska-Ekoss, Podjetje Za Stanovanjsko, Komunalno In Ekološko Dejavnost, Radenci D.O.O.	9252	Radenci
5777372	Vit-Pro D.O.O. Vitanje; Komunala Vitanje, Javno Podjetje D.O.O.	3205	Vitanje
5827558	Komunalno Podjetje Logatec D.O.O.	1370	Logatec
5874220	Režijski Obrat Občine Osilnica	1337	Osilnica
5874700	Režijski Obrat Občine Turnišče	9224	Turnišče
5874726	Režijski Obrat Občine Črenšovci	9232	Črenšovci

5874734	Režijski Obrat Občine Kobilje	9223	Dobrovnik
5881820	Režijski Obrat Občina Kanal Ob Soči	5213	Kanal
5883067	Režijski Obrat Občina Tišina	9251	Tišina
5883148	Režijski Obrat Občina Železniki	4228	Železniki
5883342	Režijski Obrat Občine Zreče	3214	Zreče
5883415	Režijski Obrat Občina Bohinj	4264	Bohinjska Bistrica
5883679	Režijski Obrat Občina Črna Na Koroškem	2393	Črna Na Koroškem
5914540	Vodovod - Kanalizacija Javno Podjetje D.O.O. Celje	3000	Celje
5926823	Jeko - In, Javno Komunalno Podjetje, D.O.O., Jesenice	4270	Jesenice
5945151	Javno Komunalno Podjetje Brezovica D.O.O.	1352	Preserje
5156572	Kostak, Komunalno In Stavbno Podjetje D.D. Krško	8270	Krško
1162431	Vodokomunalni Sistemi Izgradnja In Vzdrževanje Vodokomunalnih Sistemov D.O.O. Velike Lašče		Velike Lašče
1314297	Vodovodna Zadruga Golnik, Z.O.O.	4204	Golnik
1332198	Režijski Obrat Občine Dobrovnik	9223	Dobrovnik - Dobronak
1357409	Režijski Obrat Občine Dobje	3224	Dobje Pri Planini
1491083	Pungrad, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Bodonci	9265	Bodonci
1550144	Vodovodi In Kanalizacija Nova Gorica D.D.	5000	Nova Gorica
1672860	Vodovod Murska Sobota Javno Podjetje D.O.O.	9000	Murska Sobota
5067545	Komunalno Stanovanjsko Podjetje Brežice D.D.	8250	Brežice
5067782	Javno Podjetje - Azienda Publica Rižanski Vodovod Koper D.O.O. - S.R.L.	6000	Koper - Capodistria
5067880	Mariborski Vodovod Javno Podjetje D.D.	2000	Maribor

5068088	Javno Podjetje Komunala D.O.O. Sevnica	8290	Sevnica
5072999	Kraški Vodovod Sežana Javno Podjetje D.O.O.	6210	Sežana
5073251	Hydrovod D.O.O. Kočevje	1330	Kočevje
5387647	Komunalno-Stanovanjsko Podjetje Ljutomer D.O.O.	9240	Ljutomer
5817978	Vodovodna Zadruga Preddvor, Z.B.O.	4205	Preddvor
5874505	Režijski Obrat Občina Laško		Laško
5880076	Režijski Obrat Občine Cerkno	5282	Cerkno
5883253	Režijski Obrat Občine Rače Fram	2327	Rače
5884624	Vodovodna Zadruga Lom, Z.O.O.	4290	Tržič
5918375	Komunala, Javno Podjetje, Kranjska Gora, D.O.O.	4280	Kranjska Gora
5939208	Vodovodna Zadruga Senično, Z.O.O.	4294	Križe
1926764	Ekoviz D.O.O.	9000	Murska Sobota
5077532	Komunala Tolmin, Javno Podjetje D.O.O.	5220	Tolmin
5880289	Občina Gornja Radgona	9250	Gornja Radgona
1274783	Wte Wassertechnik Gmbh, Podružnica Kranjska Gora	4280	Kranjska Gora
1785966	Wte Bled D.O.O.	4260	Bled
1806599	Wte Essen	3270	Laško
5073260	Komunalno Stanovanjsko Podjetje D.D. Sežana	6210	Sežana
5227747	Javno Podjetje Centralna Čistilna Naprava Domžale - Kamnik D.O.O.	1230	Domžale
1215027	Aquasystems Gospodarjenje Z Vodami D.O.O.	2000	Maribor
1534424	Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Mežica	2392	Mežica
1639285	Čistilna Naprava Lendava D.O.O.	9220	Lendava - Lendva
5066310	Nigrad Javno Komunalno Podjetje D.D.	2000	Maribor

5072255	Javno Podjetje-Azienda Pubblica Komunala Koper, D.O.O. - S.R.L.	6000	Koper - Capodistria
5156858	Javno Podjetje Komunala Izola, D.O.O. Azienda Pubblica Komunala Isola, S.R.L.	6310	Izola - Isola
5338271	Gop Gradbena, Organizacijska In Prodajna Dejavnost,D.O.O.	8233	Mirna
5708257	Stadij, D.O.O., Hruševje	6225	Hruševje
5144647	Komunala, Javno Komunalno Podjetje Idrija, D.O.O.	5280	Idrija
5105633	Javno Podjetje Okolje Piran	6330	Piran - Pirano
5874327	Režijski Obrat Občina Kranjska Gora	4280	Kranjska Gora
1197380	Čista Narava, Javno Komunalno Podjetje D.O.O. Moravske Toplice	9226	Moravske Toplice

Slovaquie

– Entités exploitant des réseaux publics de distribution d'eau en rapport avec la production ou le transport et la distribution d'eau potable au public sur la base d'une licence commerciale et d'une attestation d'aptitude professionnelle à l'exploitation de réseaux publics de distribution d'eau accordée conformément à la loi nº 442/2002 Rec. modifiée par les lois nº 525/2003 Rec., nº 364/2004 Rec., nº 587/2004 Rec. et nº 230/2005 Rec.

– Entités qui exploitent des installation de gestion des eaux conformément aux conditions prévues par la loi nº 364/2004 Rec. modifiée par les lois nº 587/2004 Rec. et nº 230/2005 Rec., sur la base d'une permission octroyée en vertu de la loi nº 135/1994 Rec. modifiée par les lois nº 52/1982 Rec., nº 595/1990 Rec., nº 128/1991 Rec., nº 238/1993 Rec., nº 416/2001 Rec., nº 533/2001 Rec., et qui en même temps assurent le transport ou la distribution d'eau potable au public en vertu de la loi nº 442/2002 Rec. modifiée par les lois nº 525/2003 Rec., nº 364/2004 Rec., nº 587/2004 Rec. et nº 230/2005 Rec.

Par exemple:

– Bratislavská vodárenská spoločnosť, a.s.

– Západoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.

– Považská vodárenská spoločnosť, a.s.

– Severoslovenské vodárne a kanalizácie, a.s.

– Stredoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.

– Podtatranská vodárenská spoločnosť, a.s.

– Východoslovenská vodárenská spoločnosť, a.s.

Finlande

– Agences de distribution de l'eau conformément à l'article 3 de la vesihuoltolaki/ lagen om vattentjänster (119/2001).

Suède

Autorités locales et compagnies municipales qui produisent, transportent ou distribuent de l'eau potable conformément à la lagen (2006:412) om allmänna vattentjänster.

Royaume-Uni

- Une entreprise désignée comme water undertaker ou sewerage undertaker en vertu du Water Industry Act 1991.
- Une water and sewerage authority instituée par la section 62 du Local Government etc (Scotland) Act 1994.
- The Department for Regional Development (Irlande du Nord)

PRODUCTION, TRANSPORT OU DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

Belgique

– Communes et intercommunales, pour cette partie de leurs activités.

– Société de production d'électricité/ Elektriciteitsproductie Maatschappij.

– Electrabel/ Electrabel

– Elia

Bulgarie

Entités titulaires d'une autorisation pour la production, le transport ou la distribution d'électricité, ou la livraison ou la fourniture d'électricité à la population en vertu de l'article 39, paragraphe 1, de la Закона за енергетиката (обн., ДВ, бр.107/09.12.2003):

– АЕЦ Козлодуй - ЕАД

– Болкан Енерджи АД

– Брикел - ЕАД

– Българско акционерно дружество Гранитоид АД

– Девен АД

– **ЕВН** България Електроразпределение **АД**

– ЕВН България Електроснабдяване АД

– ЕЙ И ЕС – 3С Марица Изток 1

– Енергийна компания Марица Изток III - АД

– Енерго-про България - АД

– ЕОН България Мрежи АД

– ЕОН България Продажби АД

– ЕРП Златни пясъци АД

– ЕСО ЕАД

– ЕСП «Златни пясъци» АД.

– Златни пясъци-сервиз АД

– Калиакра Уинд Пауър АД

– НЕК ЕАД

– Петрол АД

– Петрол Сторидж АД

– Пиринска Бистрица-Енергия АД

– Руно-Казанлък АД

– Сентрал хидроелектрик дьо Булгари ЕООД

– Слънчев бряг АД

– ТЕЦ - Бобов Дол ЕАД

– ТЕЦ - Варна ЕАД

– ТЕЦ «Марица 3» – АД.
– ТЕЦ Марица Изток 2 – ЕАД
– Топлофикация Габрово – ЕАД
– Топлофикация Казанлък – ЕАД
– Топлофикация Перник – ЕАД
– Топлофикация Плевен – ЕАД
– ЕВН България Топлофикация - Пловдив - ЕАД
– Топлофикация Русе – ЕАД
– Топлофикация Сливен – ЕАД
– Топлофикация София – ЕАД
– Топлофикация Шумен – ЕАД
– Хидроенергострой ЕООД
– ЧЕЗ България Разпределение АД
– ЧЕЗ Електро България АД

République tchèque

Toutes les entités adjudicatrices dans les secteurs qui fournissent des services dans le secteur de l'électricité tels que définis à la section 4, paragraphe 1, lettre c), de la loi nº 137/2006 Rec. sur les marchés publics, dans sa version modifiée.

Exemples d'entités adjudicatrices:

– ČEPS, a.s.
– ČEZ, a. s.
– Dalkia Česká republika, a.s.
– PREdistribuce, a.s.
– Plzeňská energetika a.s.
– Sokolovská uhelná, právní nástupce,a.s.

Danemark

– Entités qui assurent la production d'électricité sur la base d'une concession en vertu de l'article 10 de la lov om elforsyning, voir loi unifiée nº 1115 du 8 novembre 2006.
– Entités qui assurent la production d'électricité sur la base d'une concession en vertu de l'article 19 de la lov om elforsyning, voir loi unifiée nº 1115 du 8 novembre 2006.
– Transport d'électricité réalisé par Energinet Danmark ou les filiales détenues entièrement par Energinet Danmark, en vertu de la lov om Energinet Danmark § 2, stk. 2 og 3, voir loi n° 1384 du 20 décembre 2004.

Allemagne

Collectivités territoriales, organismes de droit public ou leurs associations, ou entreprises publiques, qui fournissent de l'énergie à d'autres entités, exploitent un réseau d'approvisionnement en énergie ou ont le pouvoir de disposer d'un réseau d'approvisionnement en énergie en tant que propriétaire, conformément à l'article 3, paragraphe 18, de la Gesetz über die Elektrizitäts- und Gasversorgung (Energiewirtschaftsgesetz) du 24 avril 1998, modifiée en dernier lieu le 9 décembre 2006.

Estonie

- Entités opérant dans le cadre de l'article 10, paragraphe 3, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332):
- AS Eesti Energia,
- OÜ Jaotusvõrk (Jaotusvõrk LLC);
- AS Narva Elektrijaamad;
- OÜ Põhivõrk.

Irlande

- The Electricity Supply Board
- ESB Independent Energy [ESBIE – fourniture d'électricité]
- Synergen Ltd. [production d'électricité]
- Viridian Energy Supply Ltd. [fourniture d'électricité]
- Huntstown Power Ltd. [production d'électricité]
- Bord Gáis Éireann [fourniture d'électricité]
- Producteurs et fournisseurs d'électricité titulaires d'une autorisation en vertu de l'Electricity Regulation Act 1999
- EirGrid plc

Grèce

L'entité Δημόσια Επιχείρηση Ηλεκτρισμού A.E, créée en vertu de la loi n° 1468/1950 περί ιδρύσεως της ΔΕΗ et opérant conformément à la loi n° 2773/1999 et au décret présidentiel n° 333/1999.

Espagne

- Red Eléctrica de España, S.A.
- Endesa, S.A.
- Iberdrola, S.A.
- Unión Fenosa, S.A.
- Hidroeléctrica del Cantábrico, S.A.
- Electra del Viesgo, S.A.
- Autres entités qui exercent des activités de production, de transport et de distribution d'électricité, en vertu de la «Ley 54/1997, de 27 de noviembre, del Sector eléctrico» et de ses dispositions d'application.

France

- Électricité de France, créée et exploitée en vertu de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.
- RTE, gestionnaire du réseau de transport de l'électricité.
- Entités chargées de la distribution de l'électricité mentionnées à l'article 23 de la loi nº 46-628 du 8 avril 1946 modifiée sur la nationalisation de l'électricité et du gaz. (compagnies de distribution d'économie mixte, régies ou services similaires composés d'autorités régionales ou locales), par exemple: Gaz de Bordeaux, Gaz de Strasbourg.
- Compagnie nationale du Rhône

– Électricité de Strasbourg

Italie

– Sociétés appartenant au Gruppo Enel autorisées à exercer des activités de production, de transport et de distribution d'électricité au sens du decreto legislativo nº 79 du 16 mars 1999 et de ses modifications et compléments successifs.

– TERNA- Rete elettrica nazionale SpA

– Autres entreprises opérant en vertu de concessions au sens du decreto legislativo nº 79 du 16 mars 1999.

Chypre

– Η Αρχή Ηλεκτρισμού Κύπρου créée par la περί Αναπτύξεως Ηλεκτρισμού Νόμο, Κεφ. 171.

– Διαχειριστής Συστήματος Μεταφοράς, créée en vertu de l'article 57 de la Περί Ρύθμισης της Αγοράς Ηλεκτρισμού Νόμου 122(Ι) του 2003.

Autres personnes, entités ou entreprises qui exercent une activité visée à l'article 3 de la directive 2004/17/CE et qui opèrent sur la base d'une licence octroyée en vertu de l'article 34 de la περί Ρύθμισης της αγοράς Ηλεκτρισμού Νόμου του 2003 {N. 122(I)/2003}.

Lettonie

VAS «Latvenergo» et les autres entreprises qui produisent, transportent et distribuent de l'électricité et qui en achètent conformément à la loi «Par iepirkumu sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju vajadzībām».

Lituanie

– Centrale nucléaire d'Ignalina, entreprise d'État

– Akcinė bendrovė «Lietuvos energija»

– Akcinė bendrovė «Lietuvos elektrinė»

– Akcinė bendrovė Rytų skirstomieji tinklai

– Akcinė bendrovė «VST»

– Autres entités respectant les exigences de l'article 70, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les marchés publics de la République de Lituanie (Journal officiel nº 84-2000, 1996; nº 4-102, 2006) et exerçant des activités de production, de transport ou de distribution d'électricité conformément à la loi sur l'électricité de la République de Lituanie (Journal officiel, nº 66-1984, 2000; nº 107-3964, 2004) et à la loi sur l'énergie nucléaire de la République de Lituanie (Journal officiel, nº 119-2771, 1996).

Luxembourg

– Compagnie grand-ducale d'électricité de Luxembourg (CEGEDEL), produisant ou distribuant l'électricité en vertu de la convention du 11 novembre 1927 concernant l'établissement et l'exploitation des réseaux de distribution d'énergie électrique dans le Grand-Duché du Luxembourg, approuvée par la loi du 4 janvier 1928.

– Autorités locales chargées du transport ou de la distribution d'électricité.

– Société électrique de l'Our (SEO).

– Syndicat de communes SIDOR

Hongrie

Entities qui produisent, transportent ou distribuent de l'électricité en vertu des articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről et de la 2007. évi LXXXVI. törvény a villamos energiáról.

Malte

Korporazzjoni Enemalta (Enemalta Corporation)

Pays-Bas

Entités chargées de la distribution d'électricité sur la base d'une autorisation (vergunning) délivrée par les autorités provinciales conformément à la Provinciewet. Par exemple:

– Essent

– Nuon

Autriche

Entités qui, conformément à la Elektrizitätswirtschafts- und Organisationsgesetz, BGBl. I nº 143/1998, dans sa version modifiée, ou aux Elektrizitätswirtschafts(wesen)gesetze des neuf Länder, exploitent un réseau de transmission ou de distribution.

Pologne

Entreprises du secteur énergétique au sens de l'ustawa z dnia 10 kwietnia 1997 r. Prawo energetyczne, notamment:

– BOT Elektrownia «Opole» S.A., Brzezie

– BOT Elektrownia Bełchatów S.A,

– BOT Elektrownia Turów S.A., Bogatynia

– Elbląskie Zakłady Energetyczne S.A. w Elblągu

– Elektrociepłownia Chorzów «ELCHO» Sp. z o.o.

– Elektrociepłownia Lublin - Wrotków Sp. z o.o.

– Elektrociepłownia Nowa Sarzyna Sp. z o.o.

– Elektrociepłownia Rzeszów S.A.

– Elektrociepłownie Warszawskie S.A.

– Elektrownia «Kozienice» S.A.

– Elektrownia «Stalowa Wola» S.A.

– Elektrownia Wiatrowa, Sp. z o.o., Kamieńsk

– Elektrownie Szczytowo-Pompowe S.A., Warszawa

– ENEA S.A., Poznań

– Energetyka Sp. z o.o, Lublin

– EnergiaPro Koncern Energetyczny S.A., Wrocław

– ENION S.A., Kraków

– Górnośląski Zakład Elektroenergetyczny S.A., Gliwice

– Koncern Energetyczny Energa S.A., Gdańsk

– Lubelskie Zakłady Energetyczne S.A.

– Łódzki Zakład Energetyczny S.A,

– PKP Energetyka Sp. z o.o., Warszawa

– Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A., Warszawa
– Południowy Koncern Energetyczny S.A., Katowice
– Przedsiębiorstwo Energetyczne w Siedlcach Sp. z o.o.
– PSE-Operator S.A., Warszawa
– Rzeszowski Zakład Energetyczny S.A,
– Zakład Elektroenergetyczny «Elsen» Sp. z o.o,, Częstochowa
– Zakład Energetyczny Białystok S.A,
– Zakład Energetyczny Łódź-Teren S,A.
– Zakład Energetyczny Toruń S.A.
– Zakład Energetyczny Warszawa-Teren
– Zakłady Energetyczne Okręgu Radomsko-Kieleckiego S.A.
– Zespół Elektrociepłowni Bydgoszcz S.A.
– Zespół Elektrowni Dolna Odra S.A., Nowe Czarnowo
– Zespół Elektrowni Ostrołęka S.A.
– Zespół Elektrowni Pątnów-Adamów-Konin S.A.
– Polskie Sieci Elektroenergetyczne S.A,
– Przedsiębiorstwo Energetyczne MEGAWAT Sp. Z.o.o.
– Zespół Elektrowni Wodnych Niedzica S.A.
– Energetyka Południe S.A.

Portugal

(1) Production d'électricité

Entités qui produisent de l'électricité conformément aux:

– Decreto-Lei nº 29/2006, de 15 de Fevereiro que estabelece as bases gerais da organização e o funcionamento dos sistema eléctrico nacional (SEN), e as bases gerais aplicáveis ao exercício das actividades de produção, transporte, distribuição e comercialização de electricidade e à organização dos mercados de electricidade;
– Decreto-Lei nº 172/2006, de 23 de Agosto, que desenvolve os princípios gerais relativos à organização e ao funcionamento do SEN, regulamentando o diploma a trás referido.
– Entités qui produisent de l'électricité dans le cadre d'un régime spécial conformément aux dispositions suivantes: Decreto-Lei nº 189/88 de 27 de Maio, com a redacção dada pelos Decretos-Lei nº 168/99, de 18 de Maio, nº 313/95, de 24 de Novembro, nº 538/99, de 13 de Dezembro, nº 312/2001 e nº 313/2001, ambos de 10 de Dezembro, Decreto-Lei nº 339-C/2001, de 29 de Dezembro, Decreto-Lei nº 68/2002, de 25 de Março, Decreto-Lei nº 33-A/2005, de 16 de Fevereiro, Decreto-Lei nº 225/2007, de 31 de Maio, et Decreto-Lei nº 363/2007, de 2 Novembro.

(2) Transport d'électricité

Entités qui transportent de l'électricité conformément au:

– Decreto-Lei nº 29/2006, de 15 de Fevereiro et au Decreto-lei nº 172/2006, de 23 de Agosto.

(3) Distribution d'électricité

– Entités qui distribuent de l'électricité conformément au Decreto-Lei nº 29/2006, de 15 de Fevereiro, et au Decreto-lei nº 172/2006, de 23 de Agosto. Entités qui distribuent de l'électricité conformément aux dispositions suivantes:

– Decreto-Lei nº 184/95, de 27 de Julho, com a redacção dada pelo Decreto-Lei nº 56/97, de 14 de Março, et Decreto-Lei nº 344-B/82, de 1 de Setembro, com a redacção dada pelos Decreto-Lei nº 297/86, de 19 de Setembro, Decreto-Lei nº 341/90, de 30 de Outubro et Decreto-Lei nº 17/92, de 5 de Fevereiro.

Roumanie

– Societatea Comercială de Producere a Energiei Electrice Hidroelectrica-SA Bucureşti

– Societatea Na□ională «Nuclearelectrica» SA

– Societatea Comercială de Producere a Energiei Electrice şi Termice Termoelectrica SA

– S. C. Electrocentrale Deva S.A.

– S.C. Electrocentrale Bucureşti S.A.

– SC Electrocentrale Galați SA

– S.C. Electrocentrale Termoelectrica SA

– SC Complexul Energetic Craiova SA

– SC Complexul Energetic Rovinari SA

– SC Complexul Energetic Turceni SA

– Compania Națională de Transport a Energiei Electrice Transelectrica SA Bucureşti

– Societatea Comercială Electrica SA, Bucureşti

– S.C. Filiala de Distribuție a Energiei Electrice

– «Electrica Distribu□ie Muntenia Nord» S.A

– S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice

– «Electrica Furnizare Muntenia Nord» S.A

– S.C. Filiala de Distribuție şi Furnizare a Energiei Electrice Electrica Muntenia Sud

– S.C. Filiala de Distribuție a Energiei Electrice

– «Electrica Distribu□ie Transilvania Sud» S.A

– S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice

– «Electrica Furnizare Transilvania Sud» S.A

– S.C. Filiala de Distribuție a Energiei Electrice

– «Electrica Distribu□ie Transilvania Nord» S.A

– S.C. Filiala de Furnizare a Energiei Electrice

– «Electrica Furnizare Transilvania Nord» S.A

– Enel Energie

– Enel Distribuție Banat

– Enel Distribuție Dobrogea

– E.ON Moldova SA

– CEZ Distribuție

Slovénie

Entités qui produisent, transportent ou distribuent de l'électricité conformément à l'Energetski zakon (Uradni list RS, 79/99).

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj
1613383	Borzen D.O.O.	1000	Ljubljana
5175348	Elektro Gorenjska D.D.	4000	Kranj
5223067	Elektro Celje D.D.	3000	Celje
5227992	Elektro Ljubljana D.D.	1000	Ljubljana
5229839	Elektro Primorska D.D.	5000	Nova Gorica
5231698	Elektro Maribor D.D.	2000	Maribor
5427223	Elektro - Slovenija D.O.O.	1000	Ljubljana
5226406	Javno Podjetje Energetika Ljubljana, D.O.O.	1000	Ljubljana
1946510	Infra D.O.O.	8290	Sevnica
2294389	Sodo Sistemski Operater Distribucijskega Omrežja Z Električno Energijo, D.O.O.	2000	Maribor
5045932	Egs-Ri D.O.O.	2000	Maribor

Slovaquie

Entités qui assurent, sur la base d'une autorisation, des activités de production, de transport via le réseau ou de distribution d'électricité, ou de fourniture d'électricité au public via le réseau de distribution conformément à la loi nº 656/2004 Rec.

Par exemple:

- Slovenské elektrárne, a.s.
- Slovenská elektrizačná prenosová sústava, a.s.
- Západoslovenská energetika, a.s.
- Stredoslovenská energetika, a.s.
- Východoslovenská energetika, a.s.

Finlande

Entités communales et entreprises publiques chargées de la production d'électricité et entités chargées de la maintenance du réseau de transport ou de distribution ou qui sont responsables du transport d'électricité ou du système électrique sur la base d'une concession en vertu des articles 4 ou 16 de la sähkömarkkinalaki/ elmarknadslag (386/1995) et en vertu de la laki vesi- ja energiahuollon, liikenteen ja postipalvelujen alalla toimivien yksiköiden hankinnoista (349/2007)/ lag om upphandling inom sektorerna vatten, energi, transporter och posttjänster (349/2007).

Suède

Entités qui transportent ou distribuent de l'électricité en vertu d'une concession conformément à l'ellagen (1997:857).

Royaume-Uni

- Une personne titulaire d'une autorisation en vertu de la section 6 de l'Electricity Act 1989.
- Une personne titulaire d'une autorisation en vertu de l'article 10, paragraphe 1, du Electricity (Northern Ireland) Order 1992.
- National Grid Electricity Transmission plc
- System Operation Northern Irland Ltd
- Scottish & Southern Energy plc
- SPTransmission plc

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE CHEMIN DE FER URBAINS, DE TRAMWAY, DE TROLLEY OU D'AUTOBUS

Belgique

- Société des transports intercommunaux de Bruxelles/Maatschappij voor intercommunaal Vervoer van Brussel
- Société régionale wallonne du transport et ses sociétés d'exploitation (TEC Liège–Verviers, TEC Namur–Luxembourg, TEC Brabant wallon, TEC Charleroi, TEC Hainaut)/ Société régionale wallonne du Transport en haar exploitatiemaatschappijen (TEC Liège–Verviers, TEC Namur–Luxembourg, TEC Brabant wallon, TEC Charleroi, TEC Hainaut)
- Vlaamse Vervoermaatschappij (De Lijn)
- Sociétés de droit privé bénéficiant de droits spéciaux ou exclusifs.

Bulgarie

- «Метрополитен» ЕАД, София
- «Столичен електротранспорт» ЕАД, София
- «Столичен автотранспорт» ЕАД, София
- «Бургасбус» ЕООД, Бургас
- «Градски транспорт» ЕАД, Варна
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Враца
- «Общински пътнически транспорт» ЕООД, Габрово
- «Автобусен транспорт» ЕООД, Добрич
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Добрич
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Пазарджик
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Перник
- «Автобусни превози» ЕАД, Плевен
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Плевен
- «Градски транспорт Пловдив» ЕАД, Пловдив
- «Градски транспорт» ЕООД, Русе
- «Пътнически превози» ЕАД, Сливен
- «Автобусни превози» ЕООД, Стара Загора
- «Тролейбусен транспорт» ЕООД, Хасково

République tchèque

Toutes les entités adjudicatrices dans les secteurs qui fournissement des services dans le domaine des services de chemin de fer urbains, de tramway ou d'autobus, tels que définis à la section 4, paragraphe 1, lettre f), de la loi nº 137/2006 Rec. sur les marchés publics, dans sa version modifiée.

Exemples d'entités adjudicatrices:

- Dopravní podnik hl.m. Prahy ,akciová společnost
- Dopravní podnik města Brna, a. s.

– Dopravní podnik Ostrava a.s.

– Plzeňské městské dopravní podniky, a.s.

– Dopravní podnik města Olomouce, a.s.

Danemark

– DSB

– DSB S-tog A/S

– Entités qui fournissent des services de transport par autobus (service régulier général) sur la base d'une concession en vertu de la lov om buskørsel, voir loi unifiée nº 107 du 19 février 2003.

– Metroselskabet I/S

Allemagne

Entreprises qui assurent des services de transport soumis à autorisation dans le cadre du transport public de personnes à courte distance, au sens de la Personenbeförderungsgesetz du 21 mars 1961, modifiée en dernier lieu le 31 octobre 2006.

Estonie

– Entités opérant dans le cadre de l'article 10, paragraphe 3, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332).

– AS Tallinna Autobussikoondis;

– AS Tallinna Trammi- ja Trollibussikoondis;

– Narva Bussiveod AS;

Irlande

– Iarnród Éireann [Irish Rail]

– Railway Procurement Agency

– Luas [Dublin Light Rail]

– Bus Éireann [Irish Bus]

– Bus Átha Cliath [Dublin Bus]

– Entités fournissant des services de transport au public, conformément au Road Transport Act 1932 modifié.

Grèce

– «Ηλεκτροκίνητα Λεωφορεία Περιοχής Αθηνών – Πειραιώς Α.Ε.» («Η.Λ.Π.Α.Π. Α.Ε.») (Athens-Pireaeus Trolley Buses S.A), créée et opérant en vertu du décret législatif n° 768/1970 (A'273), de la loi n° 588/1977 (A'148) et de la loi n° 2669/1998 (A΄283).

– «Ηλεκτρικοί Σιδηρόδρομοι Αθηνών – Πειραιώς» («Η.Σ.Α.Π. Α.Ε.») (Athens-Piraeus Electric Railways), créée et opérant en vertu des lois n°s 352/1976 (A'147) et 2669/1998 (A'283).

– «Οργανισμός Αστικών Συγκοινωνιών Αθηνών Α.Ε.» («Ο.Α.ΣΑ. Α.Ε.») (Athens Urban Transport Organization S.A.), créée et opérant en vertu des lois n°s 2175/1993 (A'211) et 2669/1998 (A'283).

– «Εταιρεία Θερμικών Λεωφορείων Α.Ε.» («Ε.Θ.Ε.Λ. Α.Ε.») (Company of Thermal Buses S.A.), créée et opérant en vertu des lois n° 2175/1993 (A'211) et 2669/1998 (A'283).

– «Αττικό Μετρό Α.Ε.» (Attiko Metro S.A.), créée et opérant en vertu de la loi n° 1955/1991.

– L'entité Οργανισμός Αστικών Συγκοινωνιών Θεσσαλονίκης (également dénommée «Ο.Α.Σ.Θ.»), créée et opérant en vertu du décret nº 3721/1957, du décret législatif nº 716/1970 et des lois n°s 866/79 et 2898/2001 (A'71).

– L'entité Κοινό Ταμείο Είσπραξης Λεωφορείων (également dénommée «Κ.Τ.Ε.Λ.»), qui opère en vertu de la loi nº 2963/2001 (A'268).

– Les entités «Δημοτικές Επιχειρήσεις Λεωφορείων Ρόδου και Κω», également dénommées, selon le cas, «ΡΟΔΑ» et «ΔΕΑΣ ΚΩ», qui opèrent en vertu de la loi 2963/2001 (A'268).

Espagne

– Entités qui fournissent des services de transport public urbain en vertu de la «Ley 7/1985 Reguladora de las Bases de Régimen Local de 2 de abril 1985; Real Decreto legislativo 781/1986, de 18 de abril, por el que se aprueba el texto refundido de las disposiciones legales vigentes en materia de régimen local» et de la législation régionale correspondante, le cas échéant.

– Entités fournissant des services d'autobus au public en vertu de la troisième disposition transitoire de la «Ley 16/1987, de 30 de julio, de Ordenación de los Transportes Terrestres».

– Par exemple:

– Empresa Municipal de Transportes de Madrid

– Empresa Municipal de Transportes de Málaga

– Empresa Municipal de Transportes Urbanos de Palma de Mallorca

– Empresa Municipal de Transportes Públicos de Tarragona

– Empresa Municipal de Transportes de Valencia

– Transporte Urbano de Sevilla, S.A.M. (TUSSAM)

– Transporte Urbano de Zaragoza, S.A. (TUZSA)

– Entitat Metropolitana de Transport - AMB

– Eusko Trenbideak, s.a.

– Ferrocarril Metropolitá de Barcelona, sa

– Ferrocariles de la Generalitat Valenciana

– Consorcio de Transportes de Mallorca

– Metro de Madrid

– Metro de Málaga, S.A.,

– Red Nacional de los Ferrocarriles Españoles (Renfe)

France

– Entités adjudicatrices fournissant des services de transport au public en vertu de l'article 7-II de la loi d'orientation des transports intérieurs n° 82-1153 du 30 décembre 1982.

– Régie des transports de Marseille

– RDT 13 Régie départementale des transports des Bouches du Rhône

– Régie départementale des transports du Jura

– RDTHV Régie départementale des transports de la Haute-Vienne

– Régie autonome des transports parisiens, Société nationale des chemins de fer français et autres entités fournissant des services de transport sur la base d'une autorisation accordée par le Syndicat des transports d'Île-de-France en vertu de l'ordonnance nº 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée et de ses décrets d'application relatifs à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Île-de-France.

– Réseau ferré de France, établissement public créé par la loi n° 97-135 du 13 février 1997.

– Collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales disposant de compétences organisationnnelles dans le domaine des transports (par exemple: Communauté urbaine de Lyon).

Italie

Entités, sociétés et entreprises fournissant des services de transport public par chemin de fer, tramway, trolley et autobus, ainsi que par des systèmes automatiques, ou qui gèrent les infrastructures y relatives au niveau national, régional et local.

Il s'agit, par exemple, des

– Entités, sociétés et entreprises fournissant des services de transport public sur la base d'une autorisation en vertu du Decreto du Ministro dei Trasporti n° 316 du 1er décembre 2006 «Regolamento recante riordino dei servizi automobilistici interregionali di competenza statale».

– Entités, sociétés et entreprises fournissant des services de transport au public en vertu de l'article 1er, points 4 ou 15, du regio decreto nº 2578 du 15 octobre 1925 – Approvazione del testo unico della legge sull'assunzione diretta dei pubblici servizi da parte dei comuni e delle province.

– Entités, sociétés et entreprises fournissant des services de transport au public en vertu du Decreto Legislativo nº 422 du 19 novembre 1997 – Conferimento alle regioni ed agli enti locali di funzioni e compiti in materia di trasporto pubblico locale, a norma dell'articolo 4, comma 4, della L. 15 marzo 1997, nº 59 – modifié par le Decreto Legislativo nº 400 du 20 septembre 1999 et par l'article 45 de la legge nº 166 du 1er août 2002.

– Entités, sociétés et entreprises fournissant des services de transport public en vertu de l'article 113 du texte consolidé des lois sur la structure des autorités locales, approuvé par la legge nº 267 du 18 août 2000 et modifié par l'article 35 de la legge nº 448 du 28 décembre 2001.

– Entités, sociétés et entreprises opérant sur la base d'une concession délivrée conformément à l'article 242 ou 256 du Regio Decreto nº 1447 du 9 mai 1912 portant approbation du texte consolidé des lois sur le ferrovie concesse all'industria privata, le tramvie a trazione meccanica e gli automobili.

– Entités, sociétés et entreprises et autorités locales opérant sur la base d'une concession délivrée en vertu de l'article 4 de la legge nº 410 du 4 juin 1949 – Concorso dello Stato per la riattivazione dei pubblici servizi di trasporto in concessione.

– Entités, sociétés et entreprises opérant sur la base d'une concession délivrée en vertu de l'article 14 de la legge nº 1221 du 2 août 1952 – Provvedimenti per l'esercizio ed il potenziamento di ferrovie e di altre linee di trasporto in regime di concessione.

Chypre

Lettonie

Sujets de droit public et de droit privé qui fournissent des services de transport de voyageurs par autobus, trolleybus et/ou traway dans des villes telles que: Riga, Jurmala Liepaja, Daugavpils, Jelgava, Rezekne et Ventspils.

Lituanie

- Akcinė bendrovė «Autrolis»
- U˛daroji akcinė bendrovė «Vilniaus autobusai»
- U˛daroji akcinė bendrovė «Kauno autobusai»
- U˛daroji akcinė bendrovė «Vilniaus troleibusai»
- Autres entités respectant les exigences de l'article 70, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les marchés publics de la République de Lituanie (Journal officiel nº 84-2000, 1996; nº 4-102, 2006) et actives dans le domaine des services de chemin de fer urbains, de tramway, de trolleybus ou d'autobus conformément au code du transport routier de la République de Lituanie (Journal officiel nº 119-2772, 1996).

Luxembourg

- Chemins de fer luxembourgeois (CFL).
- Service communal des autobus municipaux de la Ville de Luxembourg
- Transports intercommunaux du canton d'Esch–sur–Alzette (TICE).
- Entrepreneurs d'autobus opérant conformément du règlement grand-ducal du 3 février 1978 concernant les conditions d'octroi des autorisations d'établissement et d'exploitation des services de transports routiers réguliers de personnes rémunérés.

Hongrie

- Entités qui fournissent des services réguliers locaux et à longue distance de transport par autobus en vertu des articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX törvény a közbeszerzésekről et de la 1988. évi I. törvény a közúti közlekedésről.
- Entités qui assurent le transport public par rail de voyageurs au niveau national en vertu des articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről et de la 2005. évi CLXXXIII. törvény a vasúti közlekedésről.

Malte

- L-Awtorita` dwar it-Trasport ta' Malta (autorité maltaise des transports)

Pays-Bas

Entités publiques de transport opérant conformément au chapitre II (Openbaar Vervoer) de la Wet Personenvervoer. Par exemple:

- RET (Rotterdam)
- HTM (La Haye)
- GVB (Amsterdam)

Autriche

- Entités autorisées à assurer des services de transport, conformément à l'Eisenbahngesetz, BGBl. nº 60/1957, dans sa version modifiée, ou à la Kraftfahrliniengesetz, BGBl. I n° 203/1999, dans sa version modifiée.

Pologne

(1) Entités qui fournissent des services de chemin de fer urbains, opérant sur la base d'une concession délivrée en vertu de l'ustawa z dnia 28 marca 2003 r. o transporcie kolejowym,

(2) entités qui fournissent des services de transport par autobus au grand public, opérant sur la base d'une autorisation en vertu de l'ustawa z dnia 6 września 2001 r. o transporcie drogowym, et entités qui fournissent des services de transport urbains au grand public,

notamment:

- Komunalne Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o, Białystok
- Komunalny Zakład Komunikacyjny Sp. z o.o Białystok
- Miejski Zakład Komunikacji Sp. z o.o Grudziądz
- Miejski Zakład Komunikacji Sp. z o.o w Zamościu
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne - Łódź Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o. o. Lublin
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne S.A., Kraków
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne SA., Wrocław
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Częstochowa
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Gniezno
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o,o., Olsztyn
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o., Radomsko
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o, Wałbrzych
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne w Poznaniu Sp. z o.o.
- Miejskie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o. o. w Świdnicy
- Miejskie Zakłady Komunikacyjne Sp. z o.o, Bydgoszcz
- Miejskie Zakłady Autobusowe Sp. z o.o., Warszawa
- Opolskie Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej S.A. w Opolu
- Polbus - PKS Sp. z o.o., Wrocław
- Polskie Koleje Linowe Sp. z o.o Zakopane
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Miejskiej Sp. z o.o., Gliwice
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Miejskiej Sp. z o.o. w Sosnowcu
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Leszno Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej S.A, Kłodzko
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej SA, Katowice
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Brodnicy S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Dzierżoniowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kluczborku Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Krośnie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Raciborzu Sp. z o.o.

- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Rzeszowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Strzelcach Opolskich S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Wieluń Sp. z o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kamiennej Górze Sp. z.o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Białymstoku S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bielsku Białej S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bolesławcu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Cieszynie Sp. z.o,o.
- Przedsiębiorstwo Przewozu Towarów Powszechnej Komunikacji Samochodowej S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Bolesławcu Sp. z.o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Mińsku Mazowieckim S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Siedlcach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej «SOKOŁÓW» w Sokołowie Podlaskim S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Garwolinie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Lubaniu Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Łukowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Wadowicach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Staszowie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Krakowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Dębicy S.A,
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Zawierciu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Żyrardowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Pszczynie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Płocku S.A.
- Przedsiębiorstwo Spedycyjno-Transportowe «Transgór» Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Stalowej Woli S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Jarosławiu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ciechanowie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Mławie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Nysie Sp. z, o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ostrowcu Świętokrzyskim S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Kielcach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Końskich S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Jędrzejowie Spółka Akcyjna
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Oławie Spółka Akcyjna
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Wałbrzychu Sp. z.o.o

- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Busku Zdroju S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Ostrołęce S.A.
- Tramwaje Śląskie S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Olkuszu S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Przasnyszu S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Nowym Sączu S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Radomsko Sp. z o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Myszkowie Sp. z.o.o.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Lublińcu Sp. z o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Głubczycach Sp. z.o.o
- PKS w Suwałkach S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Koninie S.A
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Turku S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Zgorzelcu Sp. z o.o
- PKS Nowa Sól Sp. z.o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Zielona Góra Sp. z o.o
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Sp. z o.o, w Przemyślu
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Koło
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Biłgoraj
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej Częstochowa S.A
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Gdańsk
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Kalisz
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Konin
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Nowy Dwór Mazowiecki
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Starogard Gdański
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Toruń
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej, Warszawa
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Białymstoku S.A.
- Przedsiębiorstwo Komunikacji Samochodowej w Cieszynie Sp, z o.o.
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Gnieźnie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Krasnymstawie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Olsztynie
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Ostrowie Wlkp.
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Poznaniu
- Przedsiębiorstwo Państwowej Komunikacji Samochodowej w Zgorzelcu Sp. z o.o.
- Szczecińsko-Polickie Przedsiębiorstwo Komunikacyjne Sp. z o.o.
- Tramwaje Śląskie S.A., Katowice

– Tramwaje Warszawskie Sp. z o.o.

– Zakład Komunikacji Miejskiej w Gdańsku Sp. z o.o.

Portugal

– Metropolitano de Lisboa, E.P., en vertu du Decreto-Lei nº 439/78 do 30 de Dezembro de 1978.

– Municipalités, services communalisés et entreprises communales, visés dans la loi nº 58/98 du 18 août 1998, assurant des services de transport en vertu de la Lei nº 159/99 do 14 de Septembro 1999.

– Autorités publiques et entreprises publiques assurant des services de transport ferroviaire en vertu de la Lei nº 10/90 do 17 de Março 1990.

– Entités assurant des services de transport public en vertu de l'article 98 du Regulamento de Transportes em Automóveis (Decreto nº 37272 do 31 de Dezembro 1948).

– Entités assurant des services de transport public en vertu de la Lei nº 688/73 do 21 de Dezembro 1973.

– Entités assurant des services de transport public en vertu du Decreto-Lei nº 38144 do 31 de Dezembro 1950.

– Metro do Porto, S.A, en vertu du Decreto-Lei nº 394-A/98 du 15 décembre 1998, modifié par le Decreto-Lei nº 261/2001 do 26 de Septembro 2001.

– Normetro, S.A, en vertu du Decreto-Lei nº 394-A/98 du 15 décembre 1998, modifié par le Decreto-Lei nº 261/2001 do 26 de Septembro 2001.

– Metropolitano Ligeiro de Mirandela, S.A, en vertu du Decreto-Lei nº 24/95 do 8 de Fevereiro 1995.

– Metro do Mondego, S.A, en vertu du Decreto-Lei nº 10/2002 do 24 de Janeiro 2002.

– Metro Transportes do Sul, S.A., en vertu du Decreto-Lei nº 337/99 do 24 de Agosto 1999.

– Municipalités et entreprises municipales asssurant des services de transport en vertu de la Lei nº 159/99 do 14 de Septembro 1999.

Roumanie

– S.C. de Transport cu Metroul Bucure□ti - «Metrorex» SA

– Regii Autonome Locale de Transport Urban de Călători

Slovénie

Sociétés qui fournissent des services publics de transport urbain par autobus en vertu de la Zakon o prevozih v cestnem prometu (Uradni list RS, 72/94, 54/96, 48/98 in 65/99).

Mat. Št.	Naziv	POŠTNA ŠT.	KRAJ
1540564	AVTOBUSNI PREVOZI RIŽANA D.O.O. Dekani	6271	DEKANI
5065011	AVTOBUSNI PROMET Murska Sobota D.D.	9000	MURSKA SOBOTA
5097053	Alpetour Potovalna Agencija	4000	Kranj

5097061	ALPETOUR, Špedicija In Transport, D.D. Škofja Loka	4220	ŠKOFJA LOKA
5107717	INTEGRAL BREBUS Brežice D.O.O.	8250	BREŽICE
5143233	IZLETNIK CELJE D.D. Prometno In Turistično Podjetje Celje	3000	CELJE
5143373	AVRIGO DRUŽBA ZA AVTOBUSNI PROMET IN TURIZEM D.D. NOVA GORICA	5000	NOVA GORICA
5222966	JAVNO PODJETJE LJUBLJANSKI POTNIŠKI PROMET D.O.O.	1000	LJUBLJANA
5263433	CERTUS AVTOBUSNI PROMET MARIBOR D.D.	2000	MARIBOR
5352657	I & I - Avtobusni Prevozi D.D. Koper	6000	KOPER - CAPODISTRIA
5357845	Meteor Cerklje	4207	Cerklje
5410711	KORATUR Avtobusni Promet In Turizem D.D. Prevalje	2391	PREVALJE
5465486	INTEGRAL, Avto. Promet Tržič, D.D.	4290	TRŽIČ
5544378	KAM-BUS Družba Za Prevoz Potnikov, Turizem In Vzdrževanje Vozil, D.D. Kamnik	1241	KAMNIK
5880190	MPOV Storitve In Trgovina D.O.O. Vinica	8344	VINICA

Slovaquie

– Transporteurs assurant, sur la base d'une licence, le transport public de voyageurs par tramway, trolleybus, rails spéciaux ou câble en vertu de l'article 23 de la loi nº 164/1996 Rec. modifiée par les lois nº 58/1997 Rec., nº 260/2001 Rec., nº 416/2001 Rec. et nº 114/2004 Rec.

– Transporteurs assurant des transports publics intérieurs réguliers par autobus sur le territoire de la Slovaquie, ou également sur une partie du territoire d'un autre État, ou sur une partie déterminée du territoire de la Slovaquie sur la base d'une autorisation de fournir des transports par autobus et d'une licence de transport pour la liaison concernée, qui sont délivrées en vertu de la loi nº 168/1996 Rec. modifiée par les lois nº 386/1996 Rec., nº 58/1997 Rec., nº 340/2000 Rec., nº 416/2001 Rec., nº 506/2002 Rec., nº 534/2003 Rec. et nº 114/2004 Rec.

Par exemple:

– Dopravný podnik Bratislava, a.s.

– Dopravný podnik mesta Košice, a.s.

– Dopravný podnik mesta Prešov, a.s.

– Dopravný podnik mesta Žilina, a.s.

Finlande

Entités qui, sur la base de concessions spéciales ou exclusives, fournissent des services de transport par autocar sur des lignes régulières en vertu de la laki luvanvaraisesta henkilöliikenteestä tiellä/ lagen om tillståndspliktig persontrafik på väg (343/1991), ainsi que les services de transports communaux et entreprises publiques qui fournissent des services de transport public par autobus, tramway ou métropolitain ou qui sont chargés de l'exploitation d'un réseau fournissant ce type de services de transport.

Suède

- Entités exploitant des services de chemin de fer ou de tramway urbains conformément à la lagen (1997:734) om ansvar för viss kollektiv persontrafik et à la lagen (1990:1157) säkerhet vid tunnelbana och spårväg.
- Entités publiques ou privées exploitant des services de trolleybus ou d'autobus conformément à la lagen (1997:734) om ansvar för viss kollektiv persontrafik et à l'yrkestrafiklagen (1998:490)

Royaume-Uni

- London Regional Transport
- London Underground Limited
- Transport for London
- Filiales de Transport for London au sens de la section 424(1) du Greater London Authority Act 1999.
- Strathclyde Passenger Transport Executive
- Greater Manchester Passenger Transport Executive
- Tyne and Wear Passenger Transport Executive
- Brighton Borough Council
- South Yorkshire Passenger Transport Executive
- South Yorkshire Supertram Limited
- Blackpool Transport Services Limited
- Conwy County Borough Council
- Personnes fournissant un service local à Londres, tel que défini à la section 179(1) du Greater London Authority Act 1999 (service d'autobus) au titre d'un accord conclu par Transport for London en vertu de la section 156(2) dudit Act ou d'un accord de filiale de transport en vertu de la section 169 dudit Act.
- Northern Ireland Transport Holding Company
- Personnes titulaires d'une autorisation de service routier en vertu de la section 4(1) du Transport Act (Northern Ireland) 1967 qui les autorise à fournir un service régulier au sens de ladite autorisation.

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS AÉROPORTUAIRES

Belgique

– Brussels International Airport Company

– Belgocontrol

– Luchthaven Antwerpen

– Internationale Luchthaven Oostende-Brugge

– Société wallonne des aéroports

– Brussels South Charleroi Airport (aéroport de Charleroi Bruxelles-Sud)

– Liège Airport (aéroport de Liège)

Bulgarie

Главна дирекция «Гражданска въздухоплавателна администрация»

ДП «Ръководство на въздушното движение»

Opérateurs aéroportuaires d'aéroports civils à usage public, tels que définis par le Conseil des ministres en vertu de l'article 43, paragraphe 3, de la Закона на гражданското въздухоплаване (обн., ДВ, бр.94/01.12.1972):

– «Летище София» ЕАД

– «Франпорт Туин Стар Еърпорт Мениджмънт» АД

– «Летище Пловдив» ЕАД

– «Летище Русе» ЕООД

– «Летище Горна Оряховица» ЕАД

République tchèque

Toutes les entités adjudicatrices des secteurs qui exploitent des zones géographiques déterminées aux fins de mise à disposition et d'exploitation d'installations aéroportuaires [régies par la section 4, paragraphe 1, lettre i), de la loi nº 137/2006 Rec. sur les marchés publics, dans sa version modifiée].

Exemples d'entités adjudicatrices:

– Česká správa letišť, s.p.

– Letiště Karlovy Vary s.r.o.

– Letiště Ostrava, a.s.

– Správa Letiště Praha, s. p.

Danemark

– Aéroports administrés sur la base d'une concession en vertu de l'article 55, paragraphe 1, de la lov om luftfart, voir loi unifiée nº 731 du 21 juin 2007.

Allemagne

– Aéroports au sens de l'article 38, paragraphe 2, point 1, du Luftverkehrs-Zulassungs-Ordnung du 19 juin 1964, modifié en dernier lieu le 5 janvier 2007.

Estonie

– Entités opérant dans le cadre de l'article 10, paragraphe 3, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332):

– AS Tallinna Lennujaam;

– Tallinn Airport GH AS

Irlande

– Aéroports de Dublin, Cork et Shannon, gérés par Aer Rianta-Irish Airports.

– Aéroports exploités sur la base d'une autorisation d'utilisation publique délivrée en vertu du Irish Aviation Authority Act 1993 modifié par le Air Navigation and Transport (Amendment) Act, 1998, et dans lesquels tout service aérien régulier est assuré par des aéronefs destinés au transport public de voyageurs, de courrier ou de fret.

Grèce

– Le service Υπηρεσία Πολιτικής Αεροπορίας (également dénommé «ΥΠΑ») opérant en vertu du décret législatif n° 714/70, modifié par la loi n° 1340/83 et dont l'organisation est définie par le décret présidentiel n° 56/89, dans sa version modifiée.

– L'entité Διεθνής Αερολιμένας Αθηνών située à Spata, qui opère en vertu du décret législatif n° 2338/95 «Κύρωση Σύμβασης Ανάπτυξης του Νέου Διεθνούς Αεροδρομίου της Αθήνας στα Σπάτα, ίδρυση της εταιρείας "Διεθνής Αερολιμένας Αθηνών Α.Ε." έγκριση περιβαλλοντικών όρων και άλλες διατάξεις».

– Les entités Φορείς Διαχείρισης opérant en vertu du décret présidentiel n° 158/02 «Ίδρυση, κατασκευή, εξοπλισμός, οργάνωση, διοίκηση, λειτουργία και εκμε- τάλλευση πολιτικών αερολιμένων από φυσικά πρόσωπα, νομικά πρόσωπα ιδιωτικού δικαίου και Οργανισμούς Τοπικής Αυτοδιοίκησης» (Journal officiel grec A 137).

Espagne

– Ente público Aeropuertos Españoles y Navegación Aérea (AENA)

France

– Aérodromes exploités par des établissements publics en vertu des articles L.251-1, L.260-1 et L.270-1 du code de l'aviation civile.

– Aérodromes exploités dans le cadre d'une concession accordée par l'État en vertu de l'article R.223-2 du code de l'aviation civile.

– Aérodromes exploités en vertu d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'occupation temporaire.

– Aérodromes dont le créateur est une collectivité publique et qui fait l'objet d'une convention telle que prévue à l'article L. 221-1 du code de l'aviation civile.

– Aérodromes dont la propriété a été transférée à des collectivités territoriales ou à un groupement de collectivités territoriales en vertu de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment de son article 28:

  – Aérodrome d'Ajaccio Campo-dell'Oro

  – Aérodrome d'Avignon

  – Aérodrome de Bastia-Poretta

  – Aérodrome de Beauvais-Tillé

  – Aérodrome de Bergerac-Roumanière

  – Aérodrome de Biarritz-Anglet-Bayonne

  - Aérodrome de Brest Bretagne
  - Aérodrome de Calvi-Sainte-Catherine
  - Aérodrome de Carcassonne en Pays Cathare
  - Aérodrome de Dinard-Pleurthuit-Saint-Malo
  - Aérodrome de Figari-Sud Corse
  - Aérodrome de Lille-Lesquin
  - Aérodrome de Metz-Nancy-Lorraine
  - Aérodrome de Pau-Pyrénées
  - Aérodrome de Perpignan-Rivesaltes
  - Aérodrome de Poitiers-Biard
  - Aérodrome de Rennes-Saint-Jacques
- Aérodromes civils publics dont la gestion a été confiée à une chambre de commerce et d'industrie (article 7 de la loi n° 2005-357 du 21 avril 2005 relative aux aéroports et décret n° 2007-444 du 23 février 2007 relatif aux aérodromes appartenant à l'État).
  - Aérodrome de Marseille-Provence
  - Aérodrome d'Aix-les-Milles et Marignane-Berre
  - Aérodrome de Nice Côte-d'Azur et Cannes-Mandelieu
  - Aérodrome de Strasbourg-Entzheim
  - Aérodrome de Fort-de France-le Lamentin
  - Aérodrome de Pointe-à-Pitre-le Raizet
  - Aérodrome de Saint-Denis-Gillot
- Autres aérodromes civils publics exclus du transfert aux collectivités territoriales en vertu du décret n° 2005-1070 du 24 août 2005, dans sa version modifiée:
  - Aérodrome de Saint-Pierre Pointe Blanche
  - Aérodrome de Nantes Atlantique et Saint-Nazaire-Montoir
- Aéroports de Paris (loi n° 2005-357 du 20 avril 2005 et décret n° 2005-828 du 20 juillet 2005)
- **Italie**
- À partir du 1er janvier 1996, le Decreto Legislativo n° 497 du 25 novembre 1995, relativo alla trasformazione dell'Azienda autonoma di assistenza al volo per il traffico aereo generale in ente pubblico economico, denominato ENAV, Ente nazionale di assistenza al volo, prolongé plusieurs fois puis transformé en loi (legge n° 665 du 21 décembre 1996), a finalement établi la transformation de l'entité en question en une société par actions (S.p.A.) à compter du 1er janvier 2001.
- Sociétés de gestion instituées par des lois spéciales.
- Entités assurant la gestion d'installations aéroportuaires sur la base d'une concession délivrée en vertu de l'article 694 du Codice della navigazione, Regio Decreto nº 327 du 30 mars 1942.
- Entités aéroportuaires, y compris les sociétés de gestion SEA (Milan) et ADR (Fiumicino).
- **Chypre**

– **Lettonie**

– Valsts akciju sabiedrība «Latvijas gaisa satiksme»

– Valsts akciju sabiedrība «Starptautiskā lidosta "Rīga"»

– SIA «Aviasabiedrība "Liepāja"»

– **Lituanie**

– Entreprise d'État Vilnius International Airport

– Entreprise d'État Kaunas Airport

– Entreprise d'État Palanga International Airport

– Entreprise d'État «Oro navigacija»

– Entreprise municipale «Šiaulių oro uostas»

– Autres entités respectant les exigences de l'article 70, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les marchés publics de la République de Lituanie (Journal officiel nº 84-2000, 1996; nº 4-102, 2006) et actives dans le domaine des installations aéroportuaires conformément à la loi sur l'aviation de la République de Lituanie (Journal officiel nº 94-2918, 2000).

– **Luxembourg**

– Aéroport du Findel.

– **Hongrie**

– Aéroport exploités conformément aux articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről et de la 1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről.

– Budapest Ferihegy Nemzetközi Repülőtér, géré par Budapest Airport Rt. sur la base de la 1995. évi XCVII. törvény a légiközlekedésről et de 83/2006. (XII. 13.) GKM rendelet a légiforgalmi irányító szolgálatot ellátó és a légiforgalmi szakszemélyzet képzését végző szervezetről.

– **Malte**

– L-Ajruport Internazzjonali ta' Malta (Aéroport international de Malte)

– **Pays-Bas**

Aéroports civils exploités en vertu des articles 18 et suivants de la Luchtvaartwet. Par exemple:

– Luchthaven Schiphol

– **Autriche**

– Entités autorisées à exploiter un aéroport, conformément à la Luftfahrgesetz, BGBl. nº 253/1957, dans sa version modifiée.

– **Pologne**

– Entreprise publique «Porty Lotnicze» exploitée sur la base de l'ustawa z dnia 23 października l987 r. o przedsiębiorstwie państwowym «Porty Lotnicze».

– Port Lotniczy Bydgoszcz S.A.

– Port Lotniczy Gdańsk Sp. z o.o.

– Górnośląskie Towarzystwo Lotnicze S.A. Międzynarodowy Port Lotniczy Katowice

– Międzynarodowy Port Lotniczy im. Jana Pawła II Kraków - Balice Sp. z o.o

– Lotnisko Łódź Lublinek Sp. z o.o.

– Port Lotniczy Poznań - Ławica Sp. z o.o.
– Port Lotniczy Szczecin - Goleniów Sp. z o. o.
– Port Lotniczy Wrocław S.A.
– Port Lotniczy im. Fryderyka Chopina w Warszawie
– Port Lotniczy Rzeszów - Jasionka
– Porty Lotnicze „Mazury- Szczytno» Sp. z o. o. w Szczytnie
– Port Lotniczy Zielona Góra - Babimost
– **Portugal**
– ANA – Aeroportos de Portugal, S.A., créée en vertu du Decreto-Lei nº 404/98 do 18 de Dezembro 1998.
– NAV – Empresa Pública de Navegação Aérea de Portugal, E. P., créée par le Decreto-Lei nº 404/98 do 18 de Dezembro 1998.
– ANAM – Aeroportos e Navegação Aérea da Madeira, S. A., créée en vertu du Decreto-Lei nº 453/91 do 11 de Dezembro 1991.

Roumanie

– Compania Na□ională «Aeroporturi Bucure□ti» SA
– Societatea Na□ională «Aeroportul Interna□ional Mihail Kogălniceanu-Constan□a»
– Societatea Na□ională «Aeroportul Interna□ional Timi□oara-Traian Vuia»-SA
– Regia Autonomă Administra□ia Română a Serviciilor de Trafic Aerian ROMAT SA
– Aeroporturile aflate în subordinea Consiliilor Locale
– SC Aeroportul Arad SA
– Regia Autonomă Aeroportul Bacău
– Regia Autonomă Aeroportul Baia Mare
– Regia Autonomă Aeroportul Cluj Napoca
– Regia Autonomă Aeroportul Internațional Craiova
– Regia Autonomă Aeroportul Iaşi
– Regia Autonomă Aeroportul Oradea
– Regia Autonomă Aeroportul Satu-Mare
– Regia Autonomă Aeroportul Sibiu
– Regia Autonomă Aeroportul Suceava
– Regia Autonomă Aeroportul Târgu Mureş
– Regia Autonomă Aeroportul Tulcea
– Regia Autonomă Aeroportul Caransebeş

Slovénie

Aéroports civils publics opérant conformément à la Zakon o letalstvu (Uradni list RS, 18/01)

Mat. Št.	Naziv	Poštna Št.	Kraj

1589423	Letalski Center Cerklje Ob Krki	8263	Cerklje Ob Krki
1913301	Kontrola Zračnega Prometa D.O.O.	1000	Ljubljana
5142768	Aerodrom Ljubljana D.D.	4210	Brnik-Aerodrom
5500494	Aerodrom Portorož, D.O.O.	6333	Sečovlje - Sicciole

Slovaquie

Entités qui exploitent des aéroports sur la base d'une autorisation octroyée par l'autorité nationale et entités fournissant des services de télécommunications aériennes conformément à la loi n° 143/1998 Rec. modifiée par les lois nº 57/2001 Rec., nº 37/2002 Rec., nº 136/2004 Rec. et nº 544/2004 Rec.

Par exemple:

– Letisko M.R.Štefánika, a.s., Bratislava

– Letisko Poprad – Tatry, a.s.

– Letisko Košice, a.s.

Finlande

Aéroports exploités par «Ilmailulaitos Finavia/Luftfartsverket Finavia», une commune ou une entreprise publique en vertu de la ilmailulain/ luftfartslag (1242/2005) et de la laki Ilmailulaitoksesta/ lag om Luftfartsverket (1245/2005).

Suède

– Aéroports publics exploités conformément à la luftfartslagen (1957:297).

– Aéroports privés exploités sur la base d'une licence d'exploitation en vertu de ladite loi, lorsque cette licence est conforme aux critères de l'article 2, paragraphe 3, de la directive.

Royaume-Uni

– Autorités locales qui exploitent une zone géographique dans le but de mettre un aéroport ou d'autres terminaux à la disposition des transporteurs aériens.

– Opérateurs aéroportuaires au sens du Airports Act 1986 qui gèrent un aéroport en vertu d'une economic regulation au titre de la partie IV dudit Act.

– Highland and Islands Airports Limited

– Un opérateur aéroportuaire au sens du Airports (Northern Ireland) Order 1994.

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES MARITIMES OU INTÉRIEURES OU AUTRES TERMINAUX

Belgique

- Gemeentelijk Havenbedrijf van Antwerpen
- Havenbedrijf van Gent
- Maatschappij der Brugse Zeevaartinrichtigen
- Port autonome de Charleroi
- Port autonome de Namur
- Port autonome de Liège
- Port autonome du Centre et de l'Ouest
- Société régionale du Port de Bruxelles/Gewestelijk Vennootschap van de Haven van Brussel
- Waterwegen en Zeekanaal
- De Scheepvaart

Bulgarie

ДП «Пристанищна инфраструктура»

Entités qui, sur la base de droits spéciaux ou exclusifs, exploitent, pour le transport public d'importance nationale, des ports ou parties de port, dont la liste figure à l'annexe 1 de l'article 103 *bis* de la Закона за морските пространства, вътрешните водни пътища и пристанищата на Република България (обн., ДВ, бр.12/11.02.2000):

- «Пристанище Варна» ЕАД
- «Порт Балчик» АД
- «БМ Порт» АД
- «Пристанище Бургас» ЕАД
- «Пристанищен комплекс – Русе» ЕАД
- «Пристанищен комплекс – Лом» ЕАД
- «Пристанище Видин» ЕООД
- «Драгажен флот – Истър» АД
- «Дунавски индустриален парк» АД

Entités qui, sur la base de droits spéciaux ou exclusifs, exploitent, pour le transport public d'importance régionale, des ports ou parties de port, dont la liste figure à l'annexe 2 de l'article 103 *bis* de la Закона за морските пространства, вътрешните водни пътища и пристанищата на Република България (обн., ДВ, бр.12/11.02.2000):

- «Фиш Порт» АД
- Кораборемонтен завод «Порт - Бургас» АД

– «Либърти металс груп» АД
– «Трансстрой – Бургас» АД
– «Одесос ПБМ» АД
– «Поддържане чистотата на морските води» АД
– «Поларис 8» ООД
– «Лесил» АД
– «Ромпетрол – България» АД
– «Булмаркет – ДМ» ООД
– «Свободна зона – Русе» ЕАД
– «Дунавски драгажен флот» – АД
– «Нарен» ООД
– «ТЕЦ Свилоза» АД
– НЕК ЕАД – клон «АЕЦ – Белене»
– «Нафтекс Петрол» ЕООД
– «Фериботен комплекс» АД
– «Дунавски драгажен флот Дуним» АД
– «ОМВ България» ЕООД
– СО МАТ АД – клон Видин
– «Свободна зона – Видин» ЕАД
– «Дунавски драгажен флот Видин»
– «Дунав турс» АД
– «Меком» ООД
– «Дубъл Ве Ко» ЕООД

République tchèque

Toutes les entités adjudicatrices des secteurs qui exploitent des zones géographiques déterminées aux fins de mise à disposition ou d'exploitation d'installations portuaires maritimes ou intérieures ou d'autres terminaux pour les transporteurs aériens, maritimes ou fluviaux [régies par la section 4, paragraphe 1, lettre i), de la loi nº 137/2006 Rec. sur les marchés publics, dans sa version modifiée].

Exemples d'entités adjudicatrices:

– České přístavy, a.s.

Danemark

– Ports tels que définis à l'article 1er de la lov om havne, voir loi nº 326 du 28 mai 1999.

Allemagne

– Ports relevant en tout ou en partie des autorités territoriales (Länder, Kreise, Gemeinden).

– Ports intérieurs relevant du Hafenordnung conformément aux Wassergesetze des Länder.

Estonie

– Entités opérant dans le cadre de l'article 10, paragraphe 3, de la loi sur les marchés publics (RT I 21.2.2007, 15, 76) et de l'article 14 de la loi sur la concurrence (RT I 2001, 56 332):

– AS Saarte Liinid;

– AS Tallinna Sadam

Irlande

– Ports exploités conformément aux Harbours Acts 1946 to 2000.

– Port de Rosslare Harbour exploité conformément aux Fishguard and Rosslare Railways and Harbours Acts 1899.

Grèce

– «Οργανισμός Λιμένος Βόλου Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Β. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Ελευσίνας Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Ε. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Ηγουμενίτσας Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.ΗΓ. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Ηρακλείου Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Η. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Καβάλας Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Κ. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Κέρκυρας Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.ΚΕ. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Πατρών Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.ΠΑ. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Λαυρίου Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Λ. Α.Ε.»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– «Οργανισμός Λιμένος Ραφήνας Ανώνυμη Εταιρεία» («Ο.Λ.Ρ. Α.Ε»), en vertu de la loi n° 2932/01.

– (autorités portuaires)

– Autres ports, Δημοτικά και Νομαρχιακά Ταμεία (ports municipaux et préfectoraux) régis par le décret présidentiel n° 649/1977, la loi 2987/02, le décret présidentiel 362/97 et la loi 2738/99.

Espagne

– Ente público Puertos del Estado
– Autoridad Portuaria de Alicante
– Autoridad Portuaria de Almería – Motril
– Autoridad Portuaria de Avilés
– Autoridad Portuaria de la Bahía de Algeciras
– Autoridad Portuaria de la Bahía de Cádiz
– Autoridad Portuaria de Baleares
– Autoridad Portuaria de Barcelona
– Autoridad Portuaria de Bilbao
– Autoridad Portuaria de Cartagena
– Autoridad Portuaria de Castellón
– Autoridad Portuaria de Ceuta
– Autoridad Portuaria de Ferrol – San Cibrao
– Autoridad Portuaria de Gijón
– Autoridad Portuaria de Huelva
– Autoridad Portuaria de Las Palmas
– Autoridad Portuaria de Málaga
– Autoridad Portuaria de Marín y Ría de Pontevedra
– Autoridad Portuaria de Melilla
– Autoridad Portuaria de Pasajes
– Autoridad Portuaria de Santa Cruz de Tenerife
– Autoridad Portuaria de Santander
– Autoridad Portuaria de Sevilla
– Autoridad Portuaria de Tarragona
– Autoridad Portuaria de Valencia
– Autoridad Portuaria de Vigo
– Autoridad Portuaria de Villagarcía de Arousa

– Autres autorités portuaires des «Comunidades Autónomas» suivantes: Andalucía, Asturias, Baleares, Canarias, Cantabria, Cataluña, Galicia, Murcia, País Vasco y Valencia.

France

– Port autonome de Paris créé en vertu de la loi n° 68-917 du 24 octobre 1968 relative au port autonome de Paris.

– Port autonome de Strasbourg créé en vertu de la convention du 20 mai 1923 entre l'État et la ville de Strasbourg relative à la construction du port rhénan de Strasbourg et à l'exécution de travaux d'extension de ce port, approuvée par la loi du 26 avril 1924.

– Ports autonomes exploités en vertu des articles L. 111-1 et suivants du code des ports maritimes, dotés de la personnalité juridique.

  – Port autonome de Bordeaux
  – Port autonome de Dunkerque
  – Port autonome de La Rochelle
  – Port autonome du Havre
  – Port autonome de Marseille
  – Port autonome de Nantes-Saint-Nazaire
  – Port autonome de Pointe-à-Pitre
  – Port autonome de Rouen

– Ports non dotés de la personnalité juridique, propriétés de l'État (décret nº 2006-330 du 20 mars 2006 fixant la liste des ports des départements d'outre-mer exclus du transfert prévu à l'article 30 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales), dont la gestion est dévolue aux chambres de commerce et d'industrie locales:

  – Port de Fort-de-France (Martinique)
  – Port de Dégrad des Cannes (Guyane)
  – Port-Réunion (île de la Réunion)
  – Ports de Saint-Pierre-et-Miquelon

– Ports non dotés de la personnalité juridique, dont la propriété a été transférée aux collectivités territoriales et dont la gestion a été confiée aux chambres de commerce et d'industrie locales (article 30 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, modifiée par la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006):

  – Port de Calais
  – Port de Boulogne-sur-Mer
  – Port de Nice

  - Port de Bastia
  - Port de Sète
  - Port de Lorient
  - Port de Cannes
  - Port de Villefranche-sur-Mer
- Voies navigables de France, organisme public soumis à l'article 124 de la loi n° 90-1168 du 29 décembre 1990, dans sa version modifiée.

Italie

- Ports d'État (Porti statali) et autres ports gérés par la Capitanerie di Porto conformément au Codice della navigazione, Regio Decreto nº 327 du 30 mars 1942.
- Ports autonomes (enti portuali) créés par des lois spéciales conformément à l'article 19 du Codice delle navigazione, Regio Decreto nº 327 du 30 mars 1942.

Chypre

Η Αρχή Λιμένων Κύπρου créé par la περί Αρχής Λιμένων Κύπρου Νόμο του 1973.

Lettonie

Autorités qui gèrent les ports conformément à la loi «Likums par ostām»:

- Rīgas brīvostas pārvalde
- Ventspils brīvostas pārvalde
- Liepājas speciālas ekonomiskās zona pārvalde
- Salacgrīvas ostas pārvalde
- Skultes ostas pārvalde
- Lielupes ostas pārvalde
- Engures ostas pārvalde
- Mērsraga ostas pārvalde
- Pāvilostas ostas pārvalde
- Rojas ostas pārvalde

Autres institutions qui effectuent des achats conformément à la loi «Par iepirkumu sabiedrisko pakalpojumu sniedzēju vajadzībām» et qui gèrent les ports conformément à la loi «Likums par ostām».

Lituanie

- Entreprise d'État de l'administration du port d'État maritime de Klaipėda, respectant les exigences de la loi sur l'administration du port maritime d'État de Klaipėda de la République de Lituanie (Journal officiel n° 53-1245, 1996);
- Entreprise d'État «Vidaus vandens kelių direkcija», respectant les exigences du code du transport fluvial de la République de Lituanie (Journal officiel n° 105-2393, 1996);

– Autres entités respectant les exigences de l'article 70, paragraphes 1 et 2, de la loi sur les marchés publics de la République de Lituanie (Journal officiel nº 84-2000, 1996; nº 4-102, 2006) et actives dans le domaine des installations portuaires maritimes ou intérieures et autres terminaux conformément au code du transport fluvial de la République de Lituanie.

Luxembourg

– Port de Mertert, créé et exploité en vertu de la loi modifiée du 22 juillet 1963 relative à l'aménagement et à l'exploitation d'un port fluvial sur la Moselle.

Hongrie

– Ports qui fonctionnent conformément aux articles 162-163 de la 2003. évi CXXIX. törvény a közbeszerzésekről et de la 2000. évi XLII. törvény a vízi közlekedésről.

Malte

– L-Awtorita' Marittima ta' Malta (autorité maritime de Malte)

Pays-Bas

Entités adjudicatrices dans le domaine des installations portuaires maritimes ou intérieures ou autres terminaux. Par exemple:

– Havenbedrijf Rotterdam

Autriche

– Ports intérieurs appartenant en tout ou en partie aux Länder et/ou Gemeinden.

Pologne

Entités créées sur la base de l'ustawa z dnia 20 grudnia 1996 r. o portach i przystaniach morskich, notamment:

– Zarząd Morskiego Portu Gdańsk S.A,

– Zarząd Morskiego Portu Gdynia S.A.

– Zarząd Portów Morskich Szczecin i Świnoujście S.A.

– Zarząd Portu Morskiego Darłowo Sp. z o.o.

– Zarząd Portu Morskiego Elbląg Sp. z o.o.

– Zarząd Portu Morskiego Kołobrzeg Sp. z o.o.

– Przedsiębiorstwo Państwowe Polska Żegluga Morska

Portugal

– APDL – Administração dos Portos do Douro e Leixões, S.A, conformément au Decreto-Lei nº 335/98 do 3 de Novembro 1998.

– APL – Administração do Porto de Lisboa, S.A, conformément au Decreto-Lei nº 336/98 do 3 de Novembro 1998.

– APS – Administração do Porto de Lisboa, S.A, conformément au Decreto-Lei nº 337/98, do 3 de Novembro 1998.

– APSS – Administração dos Portos do Douro e Leixões, S.A, conformément au Decreto-Lei nº 338/98 do 3 de Novembro 1998.

– APA – Administração do Porto de Lisboa, S.A, conformément au Decreto-Lei nº 339/98 do 3 de Novembro 1998.

– Instituto Portuário dos Transportes Marítimos, I.P. (IPTM, I.P.), en vertu du Decreto-Lei nº 146/2007 do 27 de Abril 2007.

Roumanie

– Compania Na□ională «Administra□ia Porturilor Maritime» SA Constan□a

– Compania Na□ională «Administra□ia Canalelor Navigabile SA»

– Compania Na□ională de Radiocomunica□ii Navale «RADIONAV» SA

– Regia Autonomă «Administra□ia Fluvială a Dunării de Jos»

– Compania Na□ională «Administra□ia Porturilor Dunării Maritime»

– Compania Na□ională «Administra□ia Porturilor Dunării Fluviale» SA

– Porturile: Sulina, Brăila, Zimnicea şi Turnul-Măgurele

Slovénie

Ports maritimes appartenant en tout ou en partie à l'État qui assurent une mission de service public économique conformément au Pomorski zakonik (Uradni list RS, 56/99).

Mat. št.	Naziv	POŠTNA ŠT.	KRAJ
5144353	LUKA KOPER D.D.	6000	KOPER - CAPODISTRIA
5655170	Sirio d.o.o.	6000	KOPER

Slovaquie

Entités qui exploitent des installations portuaires intérieures non publiques destinées au transport fluvial par des transporteurs sur la base d'une autorisation octroyée par l'autorité nationale ou entités créées par l'autorité nationale d'exploitation de ports fluviaux publics conformément à la loi nº 338/2000 Rec. modifiée par les lois nº 57/2001 Rec. et n° 580/2003 Rec.

Finlande

– Ports dont les activités sont régies par la laki kunnallisista satamajärjestyksistä ja liikennemaksuista/

– lagen om kommunala hamnanordningar och trafikavgifter (955/1976) ainsi que les ports qui ont été aménagés sur la base d'une concession en vertu de l'article 3 de la laki yksityisistä yleisistä satamista/lagen om privata allmänna hamnar (1156/1994).

– Saimaan kanavan hoitokunta/Förvaltningsnämnden för Saima kanal.

Suède

Installations portuaires et terminaux conformément à la lagen (1983:293) om inrättande, utvidgning och avlysning av allmän farled och allmän hamn et au förordning (1983:744) om trafiken på Göta kanal.

Royaume-Uni

Autorités locales qui exploitent une zone géographique aux fins de mettre un port maritime ou intérieur ou d'autres terminaux à la disposition des transporteurs maritimes ou des bateliers.

– Autorités portuaires au sens de la section 57 du Harbours Act 1964.

ANNEXE 6 – MOYENS DE PUBLICATION

PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES PARTIES PUBLIENT LES AVIS DE PROJETS DE MARCHÉS

Belgique - Journal officiel de l'Union européenne
- Bulletin des adjudications
- Autres publications de la presse spécialisée

République tchèque - Journal officiel de l'Union européenne

Danemark - Journal officiel de l'Union européenne

Allemagne - Journal officiel de l'Union européenne

Estonie - Journal officiel de l'Union européenne

Grèce - Journal officiel de l'Union européenne
- Publications de la presse quotidienne, financière, régionale et spécialisée

Espagne - Journal officiel de l'Union européenne

France - Journal officiel de l'Union européenne
- Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Irlande - Journal officiel de l'Union européenne
- Presse quotidienne: «Irish Independent», «Irish Times», «Irish Press», «Cork Examiner»

Italie - Journal officiel de l'Union européenne

Chypre - Journal officiel de l'Union européenne
- Journal officiel de la République
- Presse quotidienne locale

Lettonie - Journal officiel de l'Union européenne
Latvijas vēstnesis (quotidien officiel)

Lituanie - Journal officiel de l'Union européenne
- Supplément d'information «Informaciniai pranešimai» au Journal officiel («Valstybės žinios») de la République de Lituanie

Luxembourg - Journal officiel de l'Union européenne
- Presse quotidienne

Hongrie - Journal officiel de l'Union européenne

- Közbeszerzési Értesítő - a Közbeszerzések Tanácsa Hivatalos Lapja

(Bulletin des marchés publics - Journal officiel du conseil des marchés publics)

Malte - Journal officiel de l'Union européenne

- Journal du gouvernement

Pays-Bas - Journal officiel de l'Union européenne

Autriche - Journal officiel de l'Union européenne

- Amtsblatt zur Wiener Zeitung

Poland - Official Journal of the European Union

- Biuletyn Zamówień Publicznych (Bulletin des marchés publics)

Portugal - Journal officiel de l'Union européenne

Slovénie - Journal officiel de l'Union européenne

- Journal officiel de la République de Slovénie

Slovaquie - Journal officiel de l'Union européenne

Vestnik verejneho obstaravania (Journal des marchés publics)

Finlande - Journal officiel de l'Union européenne

- Julkiset hankinnat Suomessa ja ETA-alueella, Virallisen lehden liite

(marchés publics en Finlande et dans la zone EEE, supplément au

Journal officiel finlandais)

Suède - Journal officiel de l'Union européenne

Royaume-Uni - Journal officiel de l'Union européenne

PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES PARTIES PUBLIENT LES LOIS, RÈGLEMENTS, DÉCISIONS JUDICIAIRES, DÉCISIONS ADMINISTRATIVES D'APPLICATION GÉNÉRALE, AINSI QUE TOUTE PROCÉDURE RELATIVE AUX MARCHÉS PUBLICS COUVERTS PAR LE PRÉSENT ACCORD - PARAGRAPHE 1 DE L'ARTICLE XIX

Belgique - *Lois, arrêtés royaux, règlements ministériels, circulaires*

ministérielles - Le Moniteur belge

- *Jurisprudence* - Pasicrisie

République tchèque - *Lois et règlementations* – recueil des lois de la République tchèque

- *Décisions du bureau de protection de la concurrence* - Recueil des décisions du bureau de protection de la concurrence

Danemark - *Lois et règlements* - Lovtidende

- *Décisions judiciaires* - Ugeskrift for Retsvaesen

- *Décisions et procédures administratives* - Ministerialtidende
- *Décisions de la commission d'arbitrage pour les marchés publics* –

Konkurrence raaded Dokumentation

Allemagne - *Législation et règlements* - Bundesanzeiger

- *Herausgeber* : der Bundesminister der Justiz

Verlag : Bundesanzeiger

Bundesanzeiger

Postfach 108006

5000 Cologne

- *Décisions judiciaires*: Entscheidungsammlungen des:

Bundesverfassungsgerichts; Bundesgerichtshofs;

Bundesverwaltungsgerichts Bundesfinanzhofs sowie der

Oberlandesgerichte

Estonie - *Lois, règlements et décisions administratives d'application générale:* Riigi Teataja

- *Décisions judiciaires de la Cour suprême d'Estonie:* Riigi Teataja (partie 3)

Grèce - Journal officiel - epishmh efhmerida eurwpaikwn koinothtwn

Espagne - *Législation* - Boletín Oficial del Estado

- *Décisions judiciaires* - pas de publication officielle

France - *Législation* - Journal Officiel de la République française

- *Jurisprudence* - Recueil des arrêts du Conseil d'État
- Revue des marchés publics

Irlande - *Législation et règlements* - Iris Oifigiúil (Journal officiel du

gouvernement irlandais)

Italie - *Législation* - Gazzetta Ufficiale

- *Jurisprudence* - pas de publication officielle

Chypre- *Législation* - Journal officiel de la République (Επίσημη Εφημερίδα της Δημοκρατίας)

- *Décisions judiciaires:* Décisions de la Cour suprême – office des publications (Αποφάσεις Ανωτάτου Δικαστηρίου 1999 – Τυπογραφείο της Δημοκρατίας)

Luxembourg - *Législation* - Memorial

- *Jurisprudence* - Pasicrisie

Hongrie - *Législation* - Magyar Közlöny (Journal officiel de la République de Hongrie)

- *Jurisprudence* - Közbeszerzési Értesítő - a Közbeszerzések Tanácsa

Hivatalos Lapja (Bulletin des marchés publics - Journal officiel du conseil des

marchés publics)

Lettonie - *Législation* - Latvijas vēstnesis (Journal officiel)

Lituanie - *Lois, règlements et dispositions administratives* - Journal officiel («Valstybės Žinios») de la République de Lituanie

- *Décisions judiciaires, jurisprudence* – Journal de la Cour suprême de Lituanie «Teismų praktika»; Journal de la Cour suprême du Tribunal administratif de Lituanie «Administracinių teismų praktika»

Malte - *Législation* – Journal officiel

Pays-Bas - *Législation* - Nederlandse Staatscourant et/ou Staatsblad

- *Jurisprudence* - pas de publication officielle

Autriche - Österreichisches Bundesgesetzblatt Amtsblatt zur Wiener Zeitung

Sammlung von Entscheidungen des Verfassungsgerichtshofes

Sammlung der Entscheidungen des Verwaltungsgerichtshofes –

administrativrechtlicher und finanzrechtlicher Teil Amtliche

Sammlung der Entscheidungen des OGH in Zivilsachen

Pologne - *Législation* Dziennik Ustaw Rzeczypospolitej Polskiej (Journal des lois – République de Pologne)

- *Décisions judiciaires, jurisprudence* «Zamówienia publiczne w orzecznictwie. Wybrane orzeczenia zespołu arbitrów i Sądu Okręgowego w Warszawie»

(Recueil des décisions de la cour d'arbitrage et du Tribunal régional de Varsovie)

Portugal - *Législation* - Diário da República Portuguesa 1a série A e 2a série

- *Publications judiciaires:* Boletim do Ministério da Justiça

- Colectânea de Acordos do Supremo Tribunal Administrativo

Colectânea de Jurisprudência das Relações

Slovénie - *Législation* Journal officiel de la République de Slovénie

- *Décisions judiciaires* - aucune publication officielle

Slovaquie - *Législation* Zbierka zakonov (recueil de lois)

- *Décisions judiciaires* - aucune publication officielle

Finlande - Suomen Säädöskokoelma - Finlands Författningssamling

(recueil des lois finlandaises)

Suède - Svensk författningssamling (recueil des lois suédoises)

Royaume-Uni - *Législation* - HM Stationery Office

- *Jurisprudence* - Recueil des lois
- *«Organes officiels»* - HM Stationery Office

PARTIE II – ENTITÉS RESPONSABLES DES MARCHÉS PUBLICS EN RÉPUBLIQUE SYRIENNE

ANNEXE 1 – ENTITÉS OPÉRANT AU NIVEAU CENTRAL

Entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord

FOURNITURES

Seuils République syrienne: 260 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 130 000 DTS trois ans après cette date.

SERVICES

Seuils République syrienne: 260 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 130 000 DTS trois ans après cette date.

TRAVAUX

Seuils République syrienne: 10 000 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 5 000 000 DTS trois ans après cette date.

LISTE DES ENTITES:

Ministère de la défense

Ministère de l'intérieur

Ministère des affaires étrangères

Ministère de l'enseignement supérieur

Ministère de l'administration locale et de l'environnement

Ministère du travail et des affaires sociales

Ministère du tourisme

Ministère des transports

Ministère de la justice

Ministère de l'éducation

Ministère des finances

Ministère de l'agriculture et de la réforme agraire

Ministère du pétrole et des ressources minérales

Ministère de l'électricité

Ministère de l'habitat et de la construction

Ministère de l'économie et du commerce

Ministère de l'industrie

Ministère des expatriés

Ministère de la santé

Ministère de l'information

Ministère des Wakfs

Ministère de la culture

Ministère des communications et de la technologie

Ministère de l'irrigation

ANNEXE 2

COLLECTIVITÉS PUBLIQUES RÉGIONALES ET LOCALES

ET

ORGANISMES DE DROIT PUBLIC

Entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord

FOURNITURES

Seuils République syrienne: 400 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 200 000 DTS trois ans après cette date.

SERVICES

précisés à l'annexe 4

Seuils République syrienne: 400 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 200 000 DTS trois ans après cette date.

TRAVAUX

précisés à l'annexe 5

Seuils République syrienne: 10,0000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 5 000 000 DTS trois ans après cette date.

LISTE DES ENTITES:

Autorité centrale de contrôle et d'inspection

Commission nationale de planification

Institut de planification

Centre d'apprentissage de la langue anglaise

Conseil d'État

Bureau central des statistiques

Institut intermédiaire de statistiques à Damas et Lattaquié

Autorité générale de télédétection

Commission générale pour les affaires environnementales

Commission générale pour le Conseil consultatif/administration des affaires liées au droit national

Institut judiciaire

Tous les gouvernorats du pays (*municipalités comprises*)

Commission générale de la météorologie

Commission générale de la radio et de la télévision

Institut intermédiaire de journalisme

Institut intermédiaire de l'impression

Toutes les universités du pays

Hôpitaux de l'État

Commission générale de la médecine nucléaire

Institut supérieur de la gestion d'entreprise

Université virtuelle

Institut national de l'administration publique

Instituts d'éducation physique

Commission générale de la construction scolaire

Direction générale des antiquités

Institut supérieur d'art dramatique

Institut intermédiaire des arts appliqués

Institut supérieur de musique

Commission générale des hôpitaux centraux de Damas

Commission générale de l'assurance-santé

Institut médical intermédiaire

Commission générale de l'hôpital de Damas

Commission générale de l'hôpital Ibn Khaldoun d'Alep

Commission générale de l'hôpital Ibn Sina

Autorité centrale de contrôle financier

Direction générale des douanes

Direction générale de l'immobilier

Institut intermédiaire affilié au ministère de l'agriculture et de la réforme agraire

Centre d'essais et de recherche industriels

Centre d'administration et de développement de la productivité

Centres de formation professionnelle

Instituts intermédiaires affiliés au ministère de l'industrie

Commission spécification et mesures

Commissions générales pour la réalisation des projets touristiques

Instituts hôteliers intermédiaires

ANNEXE 3

AUTRES ENTITÉS PASSANT DES MARCHÉS CONFORMÉMENT AUX DISPOSITIONS DU PRÉSENT ACCORD

Entités passant des marchés conformément aux dispositions du présent accord

FOURNITURES

Seuils République syrienne: 800 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 400 000 DTS trois ans après cette date.

SERVICES

précisés à l'annexe 4

Seuils République syrienne: 800 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 400 000 DTS trois ans après cette date.

TRAVAUX

précisés à l'annexe 5

Seuils République syrienne: 10 000 000 DTS lors de l'entrée en vigueur des articles 67 à 71 et de l'annexe VII et 5 000 000 DTS trois ans après cette date.

Liste des entités:

Les entités adjudicatrices qui sont des pouvoirs publics ou des entreprises publiques et ont parmi leurs activités l'une de celles citées ci-dessous ou plusieurs de ces activités:

a) la mise à disposition, l'exploitation ou l'alimentation de réseaux fixes de fourniture au public de services en matière de production, de transport ou de distribution d'eau potable;

b) la mise à disposition ou l'exploitation de réseaux fixes destinés à fournir un service au public dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'électricité ou l'alimentation de ces réseaux en électricité;

c) la mise à disposition des transporteurs aériens d'aéroports ou d'autres terminaux de transport;

d) la mise à disposition des transporteurs maritimes ou fluviaux de ports maritimes ou intérieurs ou d'autres terminaux de transport;

e) l'exploitation de réseaux destinés à fournir un service au public dans le domaine du transport par chemin de fer[2], systèmes automatiques, tramway, trolleybus ou autobus ou câble conformément à la directive 93/38/CEE.

Les pouvoirs publics ou les entreprises publiques énumérés dans les pièces jointes aux annexes 2 et 3 (entités adjudicatrices dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'eau potable, entités adjudicatrices dans le domaine de la production, du transport ou de la distribution d'électricité, entités adjudicatrices dans le domaine des services de chemin de fer urbains, de tramway, de trolley ou d'autobus, entités adjudicatrices dans le domaine des installations aéroportuaires et entités adjudicatrices dans le domaine des installations portuaires maritimes ou intérieures ou autres terminaux) remplissent les critères définis plus haut.

ANNEXE 4

SERVICES

Les services suivants sont inclus dans la liste universelle des services figurant dans le document MTN.GNS/W/120:

Objet	*Numéro de référence CPC*
Services d'entretien et de réparation	6112, 6122, 633, 886
Services de transports terrestres, y compris les services de véhicules blindés et les services de courrier, à l'exclusion des transports de courrier	712 (sauf 71235), 7512, 87304
Services de transports aériens: transports de voyageurs et de marchandises, à l'exclusion des transports de courrier	73 (sauf 7321)
Transports de courrier par transport terrestre (excepté les transports ferroviaires) et par air	71235, 7321
Services de télécommunications	752* (sauf 7524, 7525, 7526)
Services financiers	Ex 81

[2] À l'exclusion des entités énumérées à l'annexe VI de la directive 93/38/CEE.

a) Services d'assurance	812, 814
b) Services bancaires et d'investissement**	
Services informatiques et services connexes	84
Services comptables, d'audit et de tenue de livres	862
Services d'études de marché et de sondages	864
Services de conseil en gestion et services connexes	865, 866***
Services d'architecture; services d'ingénierie et services intégrés d'ingénierie; services d'aménagement urbain et d'architecture paysagère; services connexes de consultations scientifiques et techniques; services d'essais et d'analyses techniques	867
Services de publicité	871
Services de nettoyage de bâtiments et services de gestion de propriétés	874, 82201 - 82206
Services de publication et d'impression sur la base d'une redevance ou sur une base contractuelle	88442
Services de voirie et d'enlèvement des ordures; services d'assainissement et services analogues	94

Notes relatives à l'annexe 4

* À l'exclusion des services de téléphonie vocale, de télex, de radiotéléphonie, d'appel unilatéral sans transmission de parole, ainsi que des services de transmission par satellite.

** À l'exclusion des marchés des services financiers relatifs à l'émission, à l'achat, à la vente et au transfert de titres ou d'autres instruments financiers, ainsi que des services fournis par des banques centrales. En Finlande, les paiements effectués par des entités gouvernementales (dépenses) sont traités par un établissement de crédit (Postipankki Ltd) ou par le système finlandais de virements postaux. En Suède, les paiements émanant des organismes publics ou émis à leur bénéfice sont traités par le système suédois de virements postaux (Postgiro).

*** À l'exclusion des services d'arbitrage et de conciliation.

ANNEXE 5

SERVICES DE CONSTRUCTION

Définition:

Un contrat de services de construction est un contrat qui a pour objectif la réalisation, par quelque moyen que ce soit, de travaux de construction de génie civil ou de bâtiments au sens de la division 51 de la classification centrale des produits (CPC).

Liste de la division 51 de la CPC

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
SECTION 5			OUVRAGES ET TRAVAUX DE CONSTRUCTION; TERRES	
DIVISION 51			TRAVAUX DE CONSTRUCTION	
511			Travaux de préparation de sites et chantiers de construction	
	5111	51110	Travaux d'étude de sites	4510
	5112	51120	Travaux de démolition	4510
	5113	51130	Travaux de remblayage et de déblaiement de sites	4510
	5114	51140	Travaux de fouille et de terrassement	4510
	5115	51150	Travaux de préparation de sites en vue de l'exploitation minière	4510
	5116	51160	Travaux d'échafaudage	4520
512			Travaux de construction de bâtiments	
	5121	51210	Maisons à un ou deux logements	4520
	5122	51220	Immeubles collectifs	4520
	5123	51230	Entrepôts et bâtiments industriels	4520
	5124	51240	Bâtiments commerciaux	4520
	5125	51250	Bâtiments abritant des activités de spectacle	4520
	5126	51260	Bâtiments abritant des hôtels ou restaurants et bâtiments similaires	4520

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
	5127	51270	Bâtiments scolaires	4520
	5128	51280	Bâtiments sanitaires	4520
	5129	51290	Autres bâtiments	4520
513			Travaux de construction d'ouvrages de génie civil	
	5131	51310	Autoroutes (à l'exclusion des autoroutes sur piliers), rues, routes, voies ferrées et pistes d'aérodromes	4520
	5132	51320	Ponts, autoroutes sur piliers, tunnels et ouvrages ferroviaires souterrains	4520
	5133	51330	Voies navigables, ports, barrages et autres ouvrages hydrauliques	4520
	5134	51340	Conduites, lignes de communication et lignes (câbles) de transport d'électricité à grande distance	4520
	5135	51350	Conduites et câbles de réseaux urbains; installations urbaines auxiliaires	4520
	5136	51360	Ouvrages de construction destinés à l'exploitation minière et au secteur manufacturier	4520
	5137		Ouvrages de construction destinés aux sports et loisirs	
		51371	Stades et terrains de sports	4520
		51372	Autres installations sportives et récréatives (piscines, courts de tennis, terrains de golf)	4520
	5139	51390	Travaux de génie civil n.c.a.	4520
514	5140	51400	Assemblage et construction d'ouvrages préfabriqués	4520

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
515			Travaux d'entreprises de construction spécialisées	
	5151	51510	Travaux de fondation, y compris le battage des pieux	4520
	5152	51520	Forage des puits d'eau	4520
	5153	51530	Couverture et étanchéité extérieure	4520
	5154	51540	Travaux du béton	4520
	5155	51550	Travaux de cintrage et montage des ossatures métalliques, y compris les travaux de soudure	4520
	5156	51560	Travaux de maçonnerie	4520
	5159	51590	Autres travaux d'entreprises de construction spécialisées	4520
516			Travaux de pose d'installations	
	5161	51610	Pose d'installations de chauffage, de ventilation et de climatisation	4530
	5162	51620	Pose d'installations de distribution d'eau et de tout-à-l'égout	4530
	5163	51630	Pose d'appareils à gaz	4530
	5164		Pose d'installations électriques	
		51641	Pose d'installations et appareillages électriques	4530
		51642	Travaux d'installation de systèmes d'alarme contre l'incendie	4530
		51643	Installation de systèmes d'alarme contre le vol	4530
		51644	Installation d'antennes d'immeubles	4530

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
		51649	Autres travaux de pose d'installations électriques	4530
	5165	51650	Travaux d'isolation (isolation des installations électriques, étanchéité, isolation thermique et isolation acoustique)	4530
	5166	51660	Pose de clôtures et de grilles	4530
	5169		Autres travaux de pose d'installations	
		51691	Travaux d'installation d'ascenseurs et escaliers mécaniques	4530
		51699	Autres travaux d'installation divers n.c.a.	4530
517			Travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	
	5171	51710	Travaux de vitrerie et pose de vitrages	4540
	5172	51720	Travaux de plâtrerie	4540
	5173	51730	Travaux de peinture	4540
	5174	51740	Pose de carreaux de dallage et de revêtement mural	4540
	5175	51750	Autres travaux de revêtement des sols et des murs, y compris la pose de papiers muraux	4540
	5176	51760	Travaux de charpente et de menuiserie (bois et métal)	4540
	5177	51770	Travaux de marbrerie décorative intérieure	4540
	5178	51780	Travaux de ferronnerie décorative intérieure	4540

Groupe	Classe	Sous-classe	Désignation	Catégorie correspondante de la CITI
	5179	51790	Autres travaux d'achèvement et de finition des bâtiments	4540
518	5180	51800	Services de location de matériel de construction ou de démolition pour bâtiments ou ouvrages de génie civil, avec opérateur	4550

PIÈCES JOINTES AUX ANNEXES 2 ET 3

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION, DU TRANSPORT OU DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE

(1) Tous les établissements publics d'eau et d'assainissement dans tous les gouvernorats du pays.

(2) Toutes les entreprises d'assainissement dans tous les gouvernorats du pays.

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DE LA PRODUCTION, DU TRANSPORT OU DE LA DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ

L'Établissement général pour la production et le transport d'énergie, ainsi que les entreprises et équipements publics qui lui sont affiliés dans tous les gouvernorats.

L'Établissement général pour la distribution et l'exploitation de l'énergie, ainsi que les entreprises publiques qui lui sont affiliées dans tous les gouvernorats.

.

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES SERVICES DE CHEMIN DE FER URBAINS, DE TRAMWAY, DE TROLLEY OU D'AUTOBUS

L'entreprise publique du port de Tartous

L'entreprise publique du port de Lattaquié

L'entreprise publique Syrian Arab Airlines

Les compagnies de transport dans tous les gouvernorats du pays.

1. ADMINISTRATION GENERALE DES CHEMINS DE FER SYRIENS

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS AÉROPORTUAIRES

- Société générale de l'aviation civile

ENTITÉS ADJUDICATRICES DANS LE DOMAINE DES INSTALLATIONS PORTUAIRES MARITIMES OU INTÉRIEURES OU AUTRES TERMINAUX

Société générale du port de Tartous
Société générale du port de Lattaquié

ANNEXE 6

MOYENS DE PUBLICATION

PUBLICATIONS DANS LESQUELLES LES PARTIES PUBLIENT LES AVIS DE PROJETS DE MARCHÉS

- Le bulletin d'annonces officielles (JO)
- Les journaux locaux
- Les ambassades syriennes dans d'autres pays
- Les ambassades étrangères et leurs antennes commerciales en Syrie
- Site internet: www.alnashra.org

ANNEXE VIII

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

(TITRE V)

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

ET

CODE DE CONDUITE

ANNEXE VIII

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DE L'ARBITRAGE

Généralités

1. Les définitions qui suivent s'appliquent aux présentes règles:

«conseiller»: une personne engagée par une partie pour conseiller ou assister cette partie dans le cadre de la procédure d'un groupe spécial d'arbitrage;

«partie plaignante»: une partie qui demande l'institution d'un groupe spécial d'arbitrage en vertu de l'article 78 du présent accord;

«partie défenderesse»: la partie présumée enfreindre les dispositions visées aux titres II à V du présent accord;

«groupe spécial d'arbitrage»: un groupe spécial d'arbitrage institué en vertu de l'article 80, paragraphe 2, du présent accord;

«représentant d'une partie»: un employé ou toute personne nommée par un ministère ou un organisme gouvernemental ou toute autre entité publique d'une partie; et

«jour»: un jour calendrier.

2. La partie visée par la plainte est responsable de l'administration logistique des procédures de règlement des différends, et notamment de l'organisation des audiences, sauf disposition contraire.

NOTIFICATIONS

3. Les parties ou le groupe spécial d'arbitrage signifieront toute demande, avis, communication écrite ou tout autre document par paiement contre livraison, courrier recommandé, courrier normal, télécopie, télex, télégramme ou par tout autre mode de télécommunication permettant d'enregistrer l'envoi.

4. Chaque partie fournit une copie de chacune de ses communications écrites à l'autre partie et à chacun des arbitres. Une copie du document est également fournie en format électronique.

5. Toutes les notifications sont adressées respectivement au ministère des affaires étrangères de la République arabe syrienne et à la direction générale du commerce de la Commission européenne.

6. Les erreurs mineures d'écriture qui se sont glissées dans une demande, un avis, une communication écrite ou tout autre document relatif à la procédure d'un groupe spécial peuvent être corrigées au moyen de l'envoi d'un nouveau document indiquant clairement les changements.

7. Si le dernier jour fixé pour l'envoi d'un document correspond à un jour férié dans la République arabe syrienne ou dans la Communauté, ce document peut être envoyé le prochain jour ouvrable.

DEBUT DE L'ARBITRAGE

8. a) Si, conformément à l'article 80 du présent accord, la composition du groupe spécial d'arbitrage est déterminé par tirage au sort, les deux parties doivent être présentes lors du tirage au sort.

b) Sauf convention contraire des parties, celles-ci se réunissent avec le groupe spécial d'arbitrage dans les sept jours suivant l'institution de ce dernier, afin de déterminer les sujets que les parties ou le groupe spécial jugent appropriés, y compris la rémunération et les dépenses des arbitres, qui, normalement, se conformeront aux normes de l'OMC.

9. a) Sauf convention contraire des parties, le mandat du groupe spécial d'arbitrage consistera à:

«examiner, à la lumière des dispositions pertinentes de l'accord, la question portée devant le comité commercial, se prononcer sur la compatibilité de la mesure en cause avec les titres II à V de l'accord et statuer conformément à l'article 84 de l'accord».

b) Le groupe spécial d'arbitrage interprète les dispositions du présent accord selon les règles coutumières d'interprétation du droit international public, et notamment de la convention de Vienne sur le droit des traités, en tenant dûment compte du fait que les parties doivent appliquer le présent accord de bonne foi et éviter de se soustraire à leurs obligations.

c) Les parties doivent, dans les moindres délais, communiquer le mandat dont elles sont convenues au groupe spécial d'arbitrage.

MEMOIRES

10. La partie plaignante communique son mémoire au plus tard vingt jours après la date d'institution du groupe spécial d'arbitrage. La partie défenderesse communique son contre-mémoire au plus tard vingt jours après la date de communication du mémoire.

FONCTIONNEMENT DES GROUPES SPECIAUX D'ARBITRAGE

11. Le président d'un groupe spécial d'arbitrage préside toutes les réunions de ce groupe. Un groupe spécial d'arbitrage peut déléguer à son président le pouvoir de prendre les décisions administratives et de procédure.

12. Sauf dispositions contraires des présentes règles, un groupe spécial d'arbitrage peut conduire ses affaires par n'importe quel moyen, y compris par téléphone, télécopieur et liaisons informatiques.

13. Seuls les arbitres peuvent participer aux délibérations du groupe spécial d'arbitrage. Les adjoints peuvent toutefois y assister, sur autorisation du groupe spécial.

14. L'élaboration de toute décision et de tout jugement relève de la compétence exclusive du groupe spécial d'arbitrage.

15. S'il survient une question de procédure non visée par les présentes règles, le groupe spécial d'arbitrage peut adopter toute procédure appropriée qui n'est pas incompatible avec le titre V du présent accord.

16. Lorsque le groupe spécial d'arbitrage estime qu'il y a lieu de modifier les délais applicables à la procédure ou d'y apporter tout ajustement administratif ou de procédure, il informe les parties par écrit des motifs de la modification ou de l'ajustement en indiquant la période ou l'ajustement nécessaire.

AUDIENCES

17. Le président fixe la date et l'heure de l'audience, en consultation avec les parties et les autres membres du groupe spécial d'arbitrage. Il confirme ces informations par écrit aux parties. Cette information doit aussi être rendue publique par la partie responsable de l'administration logistique de la procédure si l'audience est ouverte au public. À moins que les parties ne s'y opposent, le groupe spécial d'arbitrage peut décider de ne pas tenir d'audience.

18. Sauf convention contraire des parties, l'audience se déroule à Bruxelles, lorsque la partie plaignante est la République arabe syrienne, ou à Damas, lorsque la partie plaignante est la Communauté ou la Communauté et ses États membres.

19. Le groupe spécial d'arbitrage peut tenir des audiences supplémentaires si les parties en décident ainsi.

20. Tous les arbitres doivent être présents durant les audiences.

21. Les personnes suivantes peuvent être présentes à l'audience, que les procédures soient ou non ouvertes au public:

a) les représentants des parties;

b) les conseillers des parties;

c) les membres du personnel de l'administration, les interprètes, les traducteurs et les sténographes judiciaires;

d) les adjoints des arbitres.

Seuls les représentants et conseillers des parties peuvent prendre la parole devant le groupe spécial d'arbitrage.

22. Au plus tard cinq jours avant la date d'une audience, les parties doivent communiquer la liste des personnes qui plaideront ou feront des exposés à l'audience pour chacune d'elles, ainsi que des autres représentants ou conseillers qui assisteront à cette audience.

23. Les auditions des groupes spéciaux d'arbitrage sont publiques, sauf décision contraire des parties. Si les parties décident que l'audience est fermée au public, une partie de celle-ci peut toutefois être publique, si le groupe spécial d'arbitrage le décide, à la demande des parties. Le groupe spécial d'arbitrage se réunit toutefois en séance privée lorsque les mémoires et arguments d'une partie comportent des informations commerciales confidentielles.

24. Le groupe spécial d'arbitrage conduit l'audience de la manière indiquée ci-dessous, de telle sorte que la partie plaignante et la partie défenderesse disposent de durées identiques:

Arguments:

a) Arguments de la partie plaignante.

b) Arguments de la partie défenderesse.

Réfutations:

(a) Arguments de la partie plaignante.

(b) Réplique de la partie défenderesse.

25. Le groupe spécial d'arbitrage peut adresser des questions aux parties à tout moment de l'audience.

26. Le groupe spécial d'arbitrage prend les dispositions nécessaires pour que le procès-verbal de chaque audience soit établi et transmis dès que possible aux parties.

27. Dans un délai de dix jours suivant la date d'audience, chacune des parties peut communiquer une pièce écrite supplémentaire se rapportant à toute question soulevée durant l'audience.

QUESTIONS ECRITES

28. Le groupe spécial d'arbitrage, peut, à tout moment de la procédure, adresser des questions par écrit à une partie ou aux deux parties. Les deux parties reçoivent une copie de toutes les questions posées par le groupe spécial d'arbitrage.

29. Chacune des parties fournit également à l'autre partie une copie de sa réponse écrite aux questions du groupe spécial d'arbitrage. Chacune des parties a la possibilité de présenter des observations écrites sur la réponse de l'autre partie, dans les cinq jours suivant la date de sa communication.

CONFIDENTIALITE

30. Les parties doivent préserver le caractère confidentiel des audiences, dans la mesure où le groupe spécial n'ouvre pas la procédure au public, conformément au paragraphe 23 ci-dessus. Les parties traiteront comme confidentiels les renseignements qui auront été communiqués par l'autre partie au groupe spécial d'arbitrage et que cette partie aura désignés comme tels. Lorsqu'une partie communique au groupe spécial une version confidentielle de ses mémoires écrits, elle fournit aussi, si l'autre partie le demande, un résumé non confidentiel des renseignements contenus dans ses mémoires pouvant être communiqués au public, au plus tard quinze jours après la date de la demande ou de la communication de ces mémoires, la date la plus tardive étant retenue. Aucune disposition des présentes règles n'empêchera une partie de communiquer au public ses propres positions.

Communications *ex parte*

31. Le groupe spécial d'arbitrage doit s'abstenir de rencontrer ou de contacter une partie en l'absence des autres parties.

32. Aucun arbitre ne peut discuter quelque aspect que ce soit de la question dont est saisi le groupe spécial d'arbitrage avec une partie ou les deux parties en l'absence des autres arbitres.

Rôle des experts

33. À la demande d'une partie ou de sa propre initiative, le groupe spécial d'arbitrage peut demander des informations générales et techniques aux personnes ou aux organes qu'il juge appropriés. Les informations ainsi obtenues sont communiquées aux parties afin qu'elles fassent part de leurs observations.

34. Lorsqu'il est demandé un rapport écrit d'un expert, tout délai applicable à la procédure du groupe spécial d'arbitrage doit être suspendu, et ce depuis la date de la demande du rapport par le groupe spécial d'arbitrage jusqu'à la date de communication du rapport à ce dernier.

COMMUNICATIONS D'AMICUS CURIAE

35. Sauf convention contraire des parties dans les trois jours suivant l'institution du groupe spécial d'arbitrage, ce dernier peut recevoir des communications écrites non sollicitées, à condition qu'elles soient rédigées dans les dix jours suivant l'institution du groupe spécial d'arbitrage, qu'elles soient concises, ne dépassant en aucun cas les quinze pages dactylographiées, annexes comprises, et qu'elles se rapportent directement à la question de fait et de droit examinée par le groupe spécial d'arbitrage.

36. La communication comprendra une description de la personne, physique ou morale, la présentant, y compris la nature de ses activités et l'origine de son financement, et précisera l'intérêt que cette personne a dans la procédure d'arbitrage. Elle sera rédigée dans les langues choisies par les parties, conformément à l'article 89 du présent accord.

37. Le groupe spécial dressera l'inventaire, dans sa décision, de toutes les communications qu'il a reçues et qui sont conformes aux dispositions des règles susmentionnées. Il ne sera pas tenu de mentionner, dans sa décision, les arguments de fait ou de droit avancés dans les communications en question. Toute communication obtenue par le groupe spécial d'arbitrage en application de cette règle sera présentée aux parties afin qu'elles fassent part de leurs observations.

CAS D'URGENCE

38. Dans les cas d'urgence visés à l'article 84, paragraphe 3, du présent accord, le groupe spécial d'arbitrage doit ajuster en conséquence les délais mentionnés dans les présentes règles.

TRADUCTION ET INTERPRETATION

39. Chaque partie avise par écrit l'autre partie et le groupe spécial d'arbitrage, dans un délai raisonnable avant le dépôt de sa communication écrite, de la langue dans laquelle elle compte présenter ses communications écrites et orales dans le cadre de la procédure du groupe spécial d'arbitrage.

40. Chaque partie prend ses dispositions pour assurer la traduction de ses pièces écrites dans la langue choisie par l'autre partie et en supporte les coûts.

41. La partie défenderesse prend les dispositions nécessaires pour assurer l'interprétation des exposés oraux dans les langues choisies par les parties.

42. Les décisions du groupe spécial d'arbitrage sont rendues dans la ou les langue(s) choisie(s) par les parties.

43. Les frais occasionnés par la traduction d'une décision d'arbitrage sont supportés à part égale par les parties.

44. Toute partie peut présenter des observations sur toute traduction d'un document établie aux termes des présentes règles.

CALCUL DES DELAIS

45. Lorsque, du fait de l'application du paragraphe 7, une partie reçoit un document à une autre date que celle à laquelle l'autre partie le reçoit, tout délai calculé en fonction de la date de réception doit commencer à courir à compter de la date de réception du dernier document de ce type.

ANNEXE VIII

CODE DE CONDUITE À L'INTENTION DES MEMBRES DE GROUPES SPÉCIAUX D'ARBITRAGE

Définitions

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent code de conduite:

a) «membre»: membre d'un groupe spécial d'arbitrage effectivement constitué en vertu de l'article 80 du présent accord;

b) «candidat»: une personne dont le nom figure sur la liste d'arbitres visée à l'article 79 du présent accord et qui est susceptible d'être désignée comme membre d'un groupe spécial d'arbitrage au sens de l'article 80 du présent accord;

c) «adjoint»: une personne qui, en vertu d'un mandat d'un membre, aide celui-ci dans ses recherches ou le soutient dans ses fonctions;

d) «procédure»: sauf indication contraire, procédure menée par un groupe spécial d'arbitrage en vertu du titre V du présent accord;

e) «personnel»: à l'égard d'un membre, les personnes placées sous sa direction et sa supervision, à l'exception des adjoints.

Responsabilités dans le processus

2. Les candidats et les membres doivent éviter tout manquement à la déontologie et toute apparence de manquement à la déontologie, être indépendants et impartiaux, éviter tout conflit d'intérêts direct ou indirect et observer des règles de conduite rigoureuses de manière à garantir l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends. Les anciens membres doivent se conformer aux obligations définies aux paragraphes 15, 16, 17 et 18 du présent code de conduite.

Obligation de déclaration

3. Avant la confirmation de sa sélection en qualité de membre du groupe spécial d'arbitrage au sens de l'article 80, chapitre III, titre V, du présent accord, le candidat doit déclarer les intérêts, les relations et les sujets qui sont susceptibles d'influer sur son indépendance ou son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité dans la procédure. À cette fin, le candidat doit faire tous les efforts raisonnables pour s'informer de l'existence de tels intérêts, de telles relations et de tels sujets.

4. Un candidat ou membre ne peut communiquer de sujets concernant des violations effectives ou potentielles du présent code de conduite qu'au comité commercial, aux fins d'examen par les parties.

5. Une fois sélectionné, tout membre doit continuer à faire tous les efforts raisonnables pour s'informer de façon suivie des intérêts, des relations et des sujets visés au paragraphe 3 et doit les déclarer. L'obligation de déclaration est permanente et exige de tout membre qu'il déclare de tels intérêts, de telles relations ou de tels sujets pouvant se faire jour à n'importe quel stade de la procédure. Le membre doit déclarer ces intérêts, ces relations et ces sujets en les communiquant par écrit au comité commercial, aux fins d'examen par les parties.

Fonctions des membres

6. Tout membre, une fois sélectionné, doit s'acquitter entièrement et promptement de ses fonctions tout au long de la procédure, et le faire avec soin et équité.

7. Tout membre doit examiner exclusivement les questions qui sont soulevées lors de la procédure et sont nécessaires à une décision et ne doit déléguer cette fonction à aucune autre personne.

8. Tout membre doit prendre toutes les mesures appropriées pour s'assurer que son adjoint et son personnel connaissent et se conforment aux paragraphes 2, 3, 4, 5, 16, 17 & 18 du présent code de conduite.

9. Aucun membre ne peut avoir de contact ex parte concernant la procédure.

Indépendance et impartialité des membres

10. Tout membre doit être indépendant et impartial et éviter toute apparence de partialité et de manquement à la déontologie. Il ne peut être influencé par l'intérêt personnel, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, la protestation publique, la loyauté envers une partie ou la crainte des critiques.

11. Aucun membre ne peut, directement ou indirectement, contracter d'obligation ou accepter de gratification qui, d'une manière quelconque, entraverait ou paraîtrait entraver la bonne exécution de ses fonctions.

12. Aucun membre ne peut utiliser le poste qu'il détient au sein du groupe spécial d'arbitrage pour servir des intérêts personnels ou privés. Tout membre doit s'abstenir de toute action de nature à donner l'impression que d'autres sont en situation de l'influencer.

13. Aucun membre ne peut permettre que sa conduite ou son jugement soient influencés par des relations ou des responsabilités d'ordre financier, commercial, professionnel, familial ou social.

14. Tout membre doit s'abstenir de nouer des relations ou d'acquérir des intérêts financiers qui sont susceptibles d'influer sur son impartialité ou qui pourraient raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou de partialité.

Obligations des anciens membres

15. Tout ancien membre doit s'abstenir de tout acte susceptible de donner lieu à une apparence de partialité de sa part dans l'exécution de ses fonctions ou d'avantage tiré de la décision du groupe spécial d'arbitrage.

Confidentialité

16. Aucun membre ou ancien membre ne peut, à aucun moment, divulguer ou utiliser des renseignements non publics concernant une procédure ou acquis au cours de la procédure, sauf aux fins de la procédure, et ne peut, en aucun cas, divulguer ou utiliser ces renseignements à son propre avantage ou à l'avantage d'autres personnes ou pour nuire aux intérêts d'autrui.

17. Aucun membre ne doit divulguer la décision du groupe spécial d'arbitrage avant sa publication, telle que définie au paragraphe 11, article 85, chapitre III, titre V, du présent accord.

18. Aucun membre ou ancien membre ne peut, à aucun moment, divulguer la teneur des délibérations d'un groupe spécial d'arbitrage ni l'opinion d'un membre, quel qu'il soit.